

Travailleurs de tous les pays, construisons la IVe Internationale !

Le CRI des travailleurs

Journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste)

N° 28. Septembre-octobre 2007. Prix : 1 € Prix de soutien : 1 € 50.

**SARKOZY ET LE PATRONAT
ONT DÉCIDÉ DE FRAPPER TRÈS
FORT...**

**NON AU «DIALOGUE SOCIAL» !
NON À L'ATTENTISME !
PRÉPARONS DANS L'UNITÉ
LA RÉSISTANCE SOCIALE !**

- Tous au Second Forum de la Résistance sociale :
Samedi 22 septembre à Paris (13h-19h)
- Rassemblons les militants syndicaux lutte de classe
 - Participons au débat pour un parti anticapitaliste
- Luttons pour que vive le programme révolutionnaire

Inséré dans ce numéro

**Le Bulletin pour un
Syndicalisme de
Classe et de Masse**

*Contribution à
l'analyse économique*

**La crise financière
de l'été**

Les jeunes

**Victimes particulières
du capitalisme...
et particulièrement
enclins à la révolte**

Qui sommes-nous ?

Le Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste), constitué sur la base du « *Projet de programme CRI* » (cf. notre site <http://groupecri.free.fr>), entend être **une organisation de combat pratique et théorique, intervenant dans la lutte des classes** pour aider à la mobilisation et à l'organisation politiques du prolétariat, de la jeunesse révoltée et de tous les opprimés, et pour contribuer à la reconstitution de leur conscience communiste révolutionnaire internationaliste.

Il entend aider à cette lutte de classe dans la mesure de ses moyens, en montrant, à chaque étape, que la satisfaction des revendications ouvrières et populaires, l'aspiration des masses à vivre dans des conditions décentes, leur aspiration à la dignité, au bien-être et au bonheur, se heurtent constamment à la logique même d'un mode de production barbare, **le mode de production capitaliste, qu'il ne s'agit pas de réformer ou d'« humaniser », mais de détruire.** Car celui-ci, avec ses firmes multinationales assoiffées de profit et ses États impérialistes et oppresseurs, réduit des masses toujours plus nombreuses à la guerre, à la misère, au chômage, aux épidémies et à la déchéance, condamne la plupart des hommes et des femmes à l'exploitation, à l'oppression, à l'aliénation, au dénuement et à l'ignorance, et menace l'avenir même de notre planète. Pourtant, grâce aux progrès de la productivité, de la technique, de la science et de la connaissance en général, **un autre monde est plus que jamais possible**, un monde où tous ces maux soient à jamais éradiqués, un monde où les êtres humains ne subiront plus le joug d'un mode de production fondé sur le profit, où ils ne subiront pas davantage la monstrueuse dictature stalinienne des pays soi-disant « socialistes » du XXe siècle, mais où ils deviendront maîtres de leur propre destin, après s'être approprié collectivement les moyens de production et d'échange, qu'ils géreront eux-mêmes dans le cadre de leurs conseils et dans le but de la satisfaction des besoins de tous.

Dans l'objectif de **l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes**, le Groupe CRI cherche, à tout moment, à aider le prolétariat, la jeunesse révoltée et tous les opprimés à définir leurs revendications et leurs aspirations sociales et politiques de la manière la plus claire possible, afin de les aider à ne compter que sur eux-mêmes, donc sur l'unité de leurs rangs et sur leur propre organisation politique indépendante, et non sur les patrons, les gouvernements, les États, les institutions internationales impérialistes (en particulier l'ONU) les démagogues et les bureaucrates de tout poil. Il entend les aider à trouver par leur propre expérience pratique le chemin vers le programme de la révolution communiste.

Un tel combat exige la **construction d'une Internationale communiste révolutionnaire, la IVe Internationale**, assurant théoriquement et pratiquement la continuité du communisme révolutionnaire qui s'est développé au sein de la Ière Internationale, animée notamment par Marx et Engels, au sein de la IIe Internationale avant sa dégénérescence réformiste, ses trahisons contre-révolutionnaires et sa transformation en appareil bourgeois, et au sein de la IIIe Internationale, l'Internationale communiste fondée notamment par Lénine et Trotsky, avant sa dégénérescence stalinienne contre-révolutionnaire.

Le Groupe CRI est né du constat que la IVe Internationale, fondée par Léon Trotsky en 1938, n'avait jamais été construite, bien que, depuis lors, dans des dizaines de pays, des centaines de groupes et d'organisations et des dizaines de milliers de militants s'y soient employés, méritant comme tels tout notre respect, quelles que soient les erreurs, les faiblesses et les fautes plus ou moins graves qu'on peut leur reprocher. Au-delà des circonstances objectives, notamment la toute-puissance despotique des règnes stalinien et social-démocrate sur le mouvement ouvrier pendant des décennies, **toutes les organisations qui se sont réclamées du combat pour la IVe Internationale ont été incapables de la construire.**

Qui plus est, les principales organisations internationales qui se réclament aujourd'hui de la IVe Internationale, dirigées et encadrées par la génération des « soixante-huitards », parfois sous l'autorité étouffante d'un « patriarche » devenu trotskyste dans les années 1930-1940, sont devenues au fil des ans des **organisations de plus en plus centristes** — ni révolutionnaires, ni exactement réformistes, mais toujours davantage opportunistes à l'égard des appareils petits-bourgeois, sociaux-démocrates et/ou staliniens, leurs directions respectives s'étant cristallisées en micro-appareils bureaucratiques, persuadés d'être les seuls détenteurs de la vérité, souvent despotiques en interne et aujourd'hui sclérosés de manière manifestement irréversible. Tel est le cas en particulier, pour nous en tenir aux organisations les plus connues en France, de la **LCR, dont la direction est centriste-droitière**, constamment opportuniste à l'égard du réformisme en général, de l'« altermondialisme » en particulier, voire de l'ONU, sans parler de son appel à voter Chirac en 2002 ; du **CCI « lambertiste »** auquel se réduit pratiquement le **PT, et dont la direction est centriste-trade-unioniste** (parasyndicale), constamment opportuniste à l'égard de la *bureaucratie syndicale* (notamment de FO) et de plus en plus *nationaliste* ; et de **LO, dont la direction est centriste-attentiste**, économiste (sans perspective politique concrète), parfois *gauchiste*, toujours *électoraliste* et finalement *incapable de rompre avec une sorte de culte paralysant du PCF* considéré comme « le parti de la classe ouvrière ».

C'est pourquoi, sans se tromper d'ennemi (l'ennemi principal est la bourgeoisie, ses États et ses partis de droite comme de gauche, à commencer par les partis soi-disant « socialistes » et « communistes »), le Groupe CRI **considère les différentes directions centristes comme des obstacles à la construction de l'Internationale communiste révolutionnaire**, il lutte contre elles politiquement à l'intérieur même du camp prolétarien, dans le respect des principes intangibles de la libre discussion et de la démocratie ouvrière, et tout en œuvrant de toutes ses forces — contrairement à ces mêmes directions centristes — au combat unitaire des organisations ouvrières dès que c'est possible (front unique ouvrier). Conscient que les centaines de militants communistes révolutionnaires authentiques de ces organisations centristes ne sauraient être identifiés avec les micro-appareils qui les dirigent, et qu'ils seront tout au contraire nombreux à participer tôt ou tard à la recomposition inévitable des forces qui construiront la IVe Internationale, le Groupe CRI entend ainsi aider ces militants, comme les travailleurs en général et en particulier les jeunes, à comprendre la nature des vieux appareils centristes cristallisés, afin de contribuer dans la mesure de ses moyens à la construction du parti communiste révolutionnaire internationaliste dont nous avons tous plus que jamais besoin pour notre lutte de classe.

Le CRI des travailleurs est le journal du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste). N° ISSN : 1763-8305.
Tirage du n° 27 (été 2007) : 200 exemplaires (le prix de vente est le prix coûtant). En outre, près de 4000 personnes et organisations (françaises et étrangères) reçoivent ce journal par Internet. — **Pour s'abonner, nous contacter.**
Contacts : Tél. : 06 64 91 49 63 — Courriel : groupecri@free.fr — Site Internet : http://groupecri.free.fr
Comité de rédaction : Laura Fonteyn, Paul Lanvin, Gaston Lefranc, Antoni Mivani, Quôc-Tê Phan, Nina Pradier, Frédéric Traille et Ludovic Wolfgang (responsable légal). Sauf indication contraire (tribunes libres), les articles rédigés et signés par un membre du comité de rédaction sont le produit d'une élaboration collective et expriment la position de l'ensemble du comité de rédaction. Les lecteurs sont invités à participer à l'élaboration en proposant articles, témoignages et documents.

PRÉSENTATION DE CE NUMÉRO

Le volontarisme de Sarkozy et de son gouvernement, au service du patronat, se manifeste par une batterie de contre-réformes et de mesures réactionnaires contre les acquis démocratiques et ouvriers. Face à cette nouvelle offensive de la bourgeoisie, il est urgent que les travailleurs et les jeunes se rassemblent dans un cadre large pour préparer la résistance sociale, discuter ensemble de la situation et prendre des initiatives de lutte.

C'est pourquoi la démarche initiée par le **Forum de la résistance sociale** doit être soutenue et développée : on lira ci-dessous le compte-rendu du premier Forum, qui s'est tenu le 7 juillet, et l'Appel qu'il a adopté, convoquant notamment un second Forum pour le **samedi 22 septembre après-midi à Paris**.

Cette initiative de rassemblement et de préparation des luttes est d'autant plus indispensable qu'elle tranche avec l'attitude de ceux qui prétendent représenter les travailleurs. En particulier, **les principales directions syndicales du mouvement ouvrier (CGT, FO, FSU, Solidaires...) refusent de préparer la résistance sociale**, préférant participer aux « discussions » et autres prétendues « négociations » avec le gouvernement et le MEDEF : c'est ce que prouve la déclaration du CILCA (Comité pour un Courant Intersyndical Lutte de Classe Antibureaucratique), dont les militants syndicaux du Groupe CRI sont membres.

Du côté des partis du mouvement ouvrier, on constate que **la crise du PCF**, de plus en plus subordonné au PS pour sauver ses élus, franchit un nouveau palier, tandis que **les organisations d'extrême gauche restent incapables de prendre les responsabilités** que leur donne la situation.

Toutefois, la **proposition de la LCR concernant la construction d'un « nouveau parti anticapitaliste »** doit être saisie comme un cadre de débat et d'action par les travailleurs avancés et les

jeunes révoltés. Quelles que soient les critiques que le Groupe CRI adresse à la LCR en général, la participation à ce débat et à toutes les actions positives qu'il pourra nourrir, est l'une des tâches prioritaires que nous nous fixons (c'est le sens de notre **lettre ouverte adressée à la LCR** en juillet et reproduite ci-dessous).

Nous publions également des **contributions reçues de militants syndicaux lutte de classe**, l'une d'un militant CGT d'Orpéa-Clinéa (santé privée), une autre d'un militant CGT de PSA-Mulhouse et un article sur le dernier congrès de la Fédération syndicale étudiante (FSE), qui prépare la lutte contre la loi Péresse.

Il est indispensable de tout faire pour construire l'unité la plus large entre les militants syndicaux de classe. C'est pourquoi le CILCA participe au **rassemblement de collectifs, syndicats et militants lutte de classe** qui ont organisé ensemble, au-delà de leurs importantes différences de tradition et de sensibilité, le *Forum du syndicalisme de classe et de masse* du 26 mai dernier. Conformément à la résolution adoptée ce jour-là, ces structures préparent un second Forum pour le **samedi 10 novembre**, elles ont édité un tract commun distribué aux rassemblements du 31 juillet contre la mise en cause du droit de grève et diffusent désormais un *Bulletin commun pour le syndicalisme de classe et de masse*. Le Groupe CRI estime utile de porter à la connaissance de ses lecteurs l'intégralité du bulletin n° 1, inséré dans ce journal ; nous participons en effet, avec les autres militants du CILCA, à cette démarche unitaire et à l'élaboration des analyses exposées dans ces articles, dont nous partageons l'orientation pour l'essentiel.

En ce qui concerne la situation internationale, elle est marquée par la **crise financière de l'été**, qui risque d'avoir des conséquences sur l'économie réelle. Encore faut-il en

proposer une analyse sérieuse pour aider les travailleurs à y voir clair : c'est ce que nous nous efforçons de faire en présentant les fondements et les mécanismes de cette crise ; nous reviendrons dans un prochain numéro sur ses conséquences.

Nous publions aussi deux textes d'organisations avec qui nous sommes en relation. Il s'agit d'une part, l'**Appel commun du PTS, du MAS et de la Gauche socialiste d'Argentine**, qui ont décidé de s'unir pour se présenter aux élections générales d'octobre sur la base d'un programme anti-capitaliste conséquent et cohérent. Outre son intérêt propre pour le lecteur de France, ce texte prouve que la ligne que nous avons préconisée pendant toute la campagne présidentielle pour l'« extrême gauche » de France peut se réaliser effectivement quand on en a la volonté politique.

D'autre part, nous portons à la connaissance de nos lecteurs une **Déclaration de la Gauche radicale d'Afghanistan, qui lutte contre l'occupation impérialiste** de ce pays par les troupes américaines, italiennes, allemandes, mais aussi françaises. Toute notre solidarité va à ses militants qui combattent dans des conditions extrêmement difficiles, et le meilleur soutien que nous puissions leur apporter est de lutter ici, en France, pour affaiblir notre propre gouvernement.

Enfin, pour notre article historico-politique, nous nous intéressons cette fois à la question de la **place sociale et du rôle politique particulier des jeunes**. « La jeunesse » n'est évidemment pas une classe sociale, mais les conditions de vie qui sont faites à une large partie des jeunes travailleurs et des jeunes scolarisés font naître certains traits socio-psychologiques communs qui expliquent leur combativité spécifique et rendent particulièrement importante la recherche de leur jonction politique avec le combat du prolétariat révolutionnaire.

Ludovic Wolfgang

FORUM DE LA RÉSISTANCE SOCIALE (soutenu par le Groupe CRI)

Compte-rendu du premier Forum (par les organisateurs)

« 45 personnes ont pris part au premier Forum de la Résistance Sociale qui s'est tenu à Paris le samedi 7 juillet. La vice-présidente de l'Université Paris-III avait donné son autorisation pour la tenue de cette réunion, mais a décidé l'avant-veille de l'empêcher, en fermant purement et simplement l'établissement ! Les participants, rassemblés devant l'Université Paris-III, se sont indignés de cette décision et ont décidé d'organiser le Forum dans la grande salle d'un café.

Ont participé aux discussions des représentants mandatés de la CGT Jeunes, du CILCA, de la FSE nationale, de la FSE Paris-I/Paris-IV, du Groupe CRI, du Mouvement lycéen de Paris, de Résistance républicaine, du SNASUB Paris-III, des militants de l'AGEN, de Carré rouge, d'Equidemos, de First-Respect, de la Fraction de Lutte ouvrière, de la Gauche révolutionnaire, du GSI, de SUD-Lycéens, ainsi que des travailleurs et des jeunes non organisés. Un responsable des JCR et un responsable du MJCF sont également passés.

L'ordre du jour s'est articulé en trois points :

1) Présentation précise des premières attaques portées par Sarkozy

et son gouvernement (mise en cause du droit de grève, loi sur l'autonomie des universités, projet de défiscalisation des heures supplémentaires et de « TVA sociale », chasse aux sans-papiers), discussion sur leur cohérence d'ensemble, mais aussi sur la politique des directions syndicales et des principales organisations « de gauche ».

2) Question de la répression et comment y faire face. La répression policière et judiciaire qui s'est abattue sur les manifestants depuis le second tour de l'élection présidentielle ira sans nul doute en s'amplifiant. Une discussion a donc été menée sur la nécessité de s'en prémunir, à deux niveaux : contre la violence des policiers (flics en civil, CRS) lors des manifestations, par un système de protection et un service d'ordre efficace ; contre la violence judiciaire, par un système de solidarité et des armes juridiques adéquates (réseaux d'avocats, mise en place d'une information précise aux manifestants par le biais de tracts notamment...).

3) Discussion d'un appel du forum à tous ceux qui veulent résister aux attaques de Sarkozy suivant un plan d'ensemble. La discussion a entre autres porté sur la double nécessité de l'auto-organisation des travailleurs et des jeunes et d'un front unitaire des

organisations pour des luttes coordonnées dans tous les secteurs. Plusieurs amendements ont été intégrés dans le projet initial et l'appel a été adopté (ci-joint).

Ont en outre été décidées :

- Une interpellation de l'intersyndicale de l'enseignement supérieur qui se tiendra le 10 juillet afin qu'elle organise des manifestations dès juillet au moment de l'adoption de la loi sur l'autonomie des universités ;

- La mise sur pied d'un groupe de travail sur la répression et d'un autre pour la rédaction d'un texte contre la mise en cause du droit de grève ;

- La tenue d'un second Forum de la résistance sociale le 22 septembre ;

- La tenue d'une réunion d'information et d'organisation sur la question de la répression samedi 6 octobre ;

- La constitution d'une mailing list des participants au Forum, pour faire circuler les informations sur les actions et initiatives diverses contre la politique de Sarkozy.

Pour tout contact :

<http://resistancesociale.exprimetoi.net>

Courriel : resistancesociale@free.fr

Tél. : 06 08 86 73 13

Appel pour le second Forum de la résistance sociale : Tous ensemble, organisons la résistance aux attaques de Sarkozy !

Les attaques du gouvernement Sarkozy-Fillon contre les travailleurs, les immigrés et les jeunes

Les participants constatent que les différentes réformes du gouvernement Sarkozy-Fillon sont les différentes pièces d'un plan unique de contre-réformes au service du MEDEF. Il s'agit d'améliorer significativement la compétitivité des entreprises françaises sur le marché mondial. Cela suppose une destruction brutale des droits conquis de haute lutte par les travailleurs :

- **Remise en cause du droit de grève** : Sarkozy a annoncé une « loi-cadre » pour juillet. Se souvenant qu'en 1995 l'« élan réformateur » de Juppé s'est brisé sur les grèves, il veut désarmer les travailleurs avant ses plus grandes contre-réformes. L'obligation de déclaration individuelle d'intention de participer à la grève vise à exercer une pression sur les salariés ainsi qu'à mieux organiser le service le jour de la grève. L'instauration d'un referendum au bout d'une semaine de conflit a pour but de briser les grèves en s'efforçant de les délégitimer. Les « accords de prévention

des conflits » sont aussi des entraves inacceptables au droit de grève.

- **Chasse aux immigrés** : un projet de loi prévoit de restreindre encore davantage les possibilités de regroupement familial pour accélérer encore les rafles et les expulsions. Sarkozy veut stigmatiser une partie de la population pour diviser les travailleurs.

- **Défiscalisation des heures supplémentaires pour les patrons au lieu de hausses de salaire pour les ouvriers** : aux ouvriers qui par la grève exigent des hausses de salaire (ex. PSA-Aulnay), Sarkozy répond : travaillez encore plus ! En outre, le projet prévoit

d'exonérer ces heures supplémentaires de cotisations sociales : c'est donc une réduction du salaire différé de la classe ouvrière (assurance-maladie, allocations-chômage, pensions de retraite, etc). Bref, il accroît l'exploitation des salariés ayant un emploi, alors qu'il faudrait répartir entre tous les heures de travail sans diminution de salaire.

• **Multiplification des franchises sur les frais médicaux.** Le gouvernement veut faire payer une part croissante des frais médicaux aux travailleurs : le premier jour d'arrêt maladie ne serait plus remboursé, ni le premier euro sur les médicaments, mais les trusts pharmaceutiques continueraient à faire des profits gigantesques.

• **Subordination accrue de l'université aux intérêts du patronat :** Sarkozy veut finir de détruire le cadre national des diplômes, reconnus dans les conventions collectives, soumettre encore davantage l'Université aux besoins immédiats des entreprises en accroissant leur financement privé et remplacer les fonctionnaires partant en retraite par des précaires. Le « préinscription » est un instrument de sélection à l'entrée en première année.

• **Répression et criminalisation du mouvement social :** le projet de loi prévoit des « peines planchers » dès la deuxième récidive pour tous les délits passibles d'au moins trois ans de prison, soit la grande majorité. Le gouvernement veut disposer d'instruments pour museler toute révolte, comme celle de 2005 et pouvoir poursuivre comme des criminels les militants, travailleurs et jeunes s'opposant à sa politique.

• **Cadeaux fiscaux aux plus riches** et attaques contre les services publics par la **suppression massive de postes de fonctionnaires** : les cadeaux aux riches (« bouclier fiscal », exonération des droits de succession, etc.) représentent 13 milliards d'euros, une somme correspondant aux 40 000 postes de fonctionnaires supprimés, c'est-à-dire aux enseignants, aux BIATOS, aux infirmières, aux postiers... qui vont manquer demain.

• **Destruction du CDI** par l'instauration d'un « **contrat de travail unique** » précaire.

• **Allongement à 41 ans, puis à 42 ans de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein.**

• **Nouveau traité européen**, ayant le même objectif que le TCE massivement rejeté en mai 2005, mais sans passer par un référendum.

Quel plan de bataille pour mettre en échec le gouvernement Sarkozy-Fillon ?

Le programme du gouvernement Sarkozy-Fillon est un programme de casse sociale généralisée. S'il parvenait à le mettre en œuvre, cela signifierait non seulement des reculs considérables pour l'ensemble des travailleurs, des jeunes et des immigrés, mais aussi un affaiblissement durable de la capacité du mouvement ouvrier à faire échec aux plans du patronat. Rien ne saurait rendre légitime un tel programme, pas même l'élection de Sarkozy et une large majorité UMP. En 1995, Chirac avait aussi été élu en mai avec près de 53 % des voix, avant de devoir reculer partiellement face aux grèves et aux manifestations des travailleurs en novembre-décembre. Pour les travailleurs et les jeunes, rien ne peut rendre légitime un programme de destruction de leurs acquis ! La gravité des enjeux exige de toutes les organisations se revendiquant de la défense des travailleurs salariés que, tirant les leçons des luttes récentes, elles préparent, diffusent et exécutent un plan de bataille sérieux, capable de stopper les contre-réformes de Sarkozy-Fillon.

1) Il ne faut pas se laisser prendre au piège des luttes éparpillées. Le gouvernement prétend faire ses réformes rapidement, mais en attaquant chaque secteur l'un après l'autre (personnels et étudiants des universités, immigrés, travailleurs des entreprises de transports, personnels de l'enseignement secondaire, travailleurs du privé, etc.). Des luttes sectorielles sont vouées à l'échec étant donnée la détermination et la cohésion du patronat et de son gouvernement. Il faut par conséquent œuvrer à la préparation et à l'organisation d'une riposte faisant converger rapidement l'ensemble des secteurs. **Il s'agit d'un combat entre l'ensemble des travailleurs d'un côté et le gouvernement au service du MEDEF de l'autre.** Dès juillet, c'est tous ensemble qu'il faut lutter. Il s'agit donc de

- Construire **un front de riposte unitaire de toutes les organisations** politiques, syndicales et associatives se revendiquant de la défense des intérêts des travailleurs et des jeunes ;

- Faire appel partout à l'initiative des masses et à leur **auto-organisation** démocratique dans des comités de préparation de la résistance sociale, dans les établissements, les entreprises

et les quartiers. Il faut, dès à présent, dans chaque secteur, faire circuler l'information sur les conséquences concrètes des lois de régression sociale et leurs répercussions sur l'ensemble de la société. Il faut organiser des réunions d'information, créer des liens avec les autres salariés et les autres étudiants, sous forme de coordinations autonomes pouvant regrouper des militants politiques ou syndicaux tout comme des personnes non organisées. Dès que les premiers luttes s'engageront, il faut mettre en avant la formation de **comités de grève**. La lutte des étudiants en 2006 contre le CPE, tout comme celle des ouvriers de PSA-Aulnay ont montré dans la pratique l'efficacité de ces comités pour souder les salariés face au gouvernement et au patronat et organiser le combat. Il est essentiel de commencer dès le début à structurer ces comités à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale, comme l'avaient fait les étudiants dans la construction de la grève générale des universités en 2006, en élisant dans chaque assemblée des **délégués mandatés et révocables** pour les coordinations.

2) **Il est vital de combattre pour que les organisations syndicales ne laissent pas enfermer dans le piège des « concertations ».** L'exemple de la loi sur l'autonomie des universités a confirmé de façon éclatante que les projets étaient déjà entièrement ficelés et que le gouvernement ne cherche, par ces pseudo-négociations à froid, qu'à obtenir la caution de tout ou partie des directions syndicales pour ses projets. Il veut ainsi susciter des illusions et des hésitations parmi les travailleurs pour entraver leur mobilisation. Les enseignements des luttes des dernières années sont clairs : lorsque les directions des syndicats ont participé à des concertations, par exemple à l'élaboration d'un diagnostic partagé sur la contre-réforme Fillon sur les retraites, cela a conduit à la défaite. Tout au contraire, la formulation de l'exigence claire par toutes les organisations syndicales du retrait du CPE et le refus de négocier sur ce point ont été parmi les conditions qui ont rendu possible la seule victoire (partielle) des luttes sociales de ces onze dernières années. **C'est pourquoi il faut aujourd'hui refuser de participer à ces pseudo-négociations, dénoncer fermement le caractère réactionnaire de ces projets et en demander clairement le retrait pur et simple.**

3) Enfin, il ne sera possible d'infliger une défaite à Sarkozy et au MEDEF que par la grève tous ensemble et en même temps, c'est-à-dire par la **grève générale**. Les journées d'action dispersées et sans perspective sont impuissantes, comme l'ont montré les défaites de 2003 (retraites), 2004 (Sécurité Sociale), et la victoire seulement partielle de 2006. Certes, la faible implantation du syndicalisme constitue un handicap, mais les travailleurs ont montré en 1995, en 2003 et en 2006, leur capacité à faire grève par millions, lorsque leurs organisations les y appellent. Certes, la

grève générale ne se proclame pas, mais elle se prépare et se construit. Elle est non seulement nécessaire, mais aussi possible, pourvu que l'on en popularise partout l'objectif dès maintenant.

C'est pourquoi le premier Forum de la Résistance Sociale appelle :

- à organiser des manifestations dès juillet contre les premiers projets de lois réactionnaires de Sarkozy ;
- à populariser partout cet appel ;
- à organiser de nouveaux forums de la résistance sociale, à Paris le 22

septembre, dans les autres villes dès que possible.

Le second Forum de la résistance sociale aura lieu le

**SAMEDI 22 septembre
de 13 h à 19 h**

**au local de Sud-Rail Paris-Est,
9, rue de Château-Landon,
Paris Xe**

DÉCLARATION DE RENTRÉE DU CILCA — SOUTENUE PAR LE Groupe CRI

**TOUS ENSEMBLE CONTRE LA POLITIQUE DE SARKOZY !
POUR LA LUTTE DE CLASSE : NON AU « DIALOGUE SOCIAL » !**

**LES SYNDICATS DOIVENT BOYCOTTER LES « CONFÉRENCES
SOCIALES » CONVOQUÉES PAR LE GOUVERNEMENT !**

Les effets de la crise financière de l'été vont accroître encore la pression que le patronat français exerce sur les travailleurs. Ils viennent en effet s'ajouter au ralentissement de la croissance, qui ne dépassera pas 1,8 % en France, alors que le gouvernement tablait sur 2,25 %. C'est pourquoi le programme politique de Sarkozy, qui exprime les intérêts généraux du patronat français, sera appliqué avec une détermination encore plus grande que celle dont il a fait preuve cet été.

Depuis les élections, le gouvernement de Sarkozy a déjà montré son efficacité réactionnaire :

- Multiplié les rafles de sans-papiers (pour atteindre l'objectif de 25 000 expulsions) ;
- Durci la loi contre les travailleurs immigrés (droit au regroupement familial, conditions d'acquisition de la nationalité et du droit au séjour...) ;
- Offert de nouveaux cadeaux fiscaux aux riches (plus de 13 milliards d'euros !) ;
- Imposé la loi Pécresse contre l'Université publique (« autonomie »-privatisation) ;
- Fait passer la loi sur le « service minimum dans les transports terrestres » (mise en cause du droit de grève, qui prépare des restrictions drastiques pour tous les salariés).

Maintenant, il veut poursuivre à un rythme soutenu son entreprise destructrice des acquis sociaux :

- Non-remplacement de 22 700 fonctionnaires partant à la retraite en 2008, soit presque le double des suppressions de 2007 ;
- « Franchises médicales », visant à accroître encore la part des soins prise en charge par les malades eux-mêmes, au détriment du droit à la santé, en particulier pour les plus pauvres ;
- Projet d'« évolution du droit sur le contrat de travail », destiné à instaurer un « contrat de travail unique » sur le modèle du « contrat nouvelles embauches » (CNE), c'est-à-dire assouplissant encore les limitations au droit patronal de licenciement ;
- « Réécriture » du Code du travail, véritable « détricotage » consistant à limiter la portée des garanties imposées par la lutte de classe ouvrière ;
- Fusion de l'UNEDIC et de l'ANPE : il s'agit pour l'État d'accaparer le budget du salaire collectif des travailleurs, comme il l'a fait pour la Sécurité sociale avec le plan Juppé en 1995 ;
- Projet de « réforme » de la formation professionnelle, pour la soumettre encore davantage aux exigences immédiates des patrons ;
- Projet de mise en cause des régimes spéciaux de retraite et

ouverture des discussions préparatoires au bilan de la loi Fillon concernant le régime général (2003), avec à la clé la volonté d'augmenter encore le nombre d'années nécessaires ;

• Projet annoncé le 10 juillet, avec de premières réunions prévues pour novembre, de « réforme de l'État », c'est-à-dire des politiques publiques et de la Fonction publique, en particulier du statut des enseignants (mise en place de la commission Rocard).

Face à ce plan cohérent d'attaques contre leurs acquis, les travailleurs seraient en droit d'attendre des organisations qui prétendent les représenter, tout particulièrement des principaux syndicats, une combativité maximale. Or, **au lieu de préparer la résistance sociale à Sarkozy et de commencer à mobiliser les travailleurs, les directions de ces organisations sont restées l'arme au pied pendant tout l'été !**

La seule initiative a été celle des fédérations de cheminots et de la confédération CGT, qui, après n'avoir rien fait pendant plusieurs semaines, ont fini par appeler *in extremis*, le 31 juillet, à des rassemblements contre la loi mettant en cause le droit de grève. Mais, en plein « chassé-croisé » des vacanciers partants et revenants, sans appel à la grève ce jour-là et faute d'avoir été sérieusement préparés, ces rassemblements ont réuni seulement

quelques milliers de cadres et militants syndicaux (pas plus 1500 à Paris)...

Depuis, **aucun début d'initiative n'est à signaler : on nous sert seulement des déclarations en eau de boudin.** Pour FO, il s'agit avant tout de « négociier », et aucune action n'est envisagée : en déclarant, dans son éditorial du 27 août, que l'action ne serait décidée que « *si nécessaire* », Jean-Claude Mailly laisse clairement entendre qu'elle ne l'est pas aujourd'hui selon lui ! De même, le communiqué commun des fédérations de fonctionnaires (CGT, FO, FSU, Solidaires...) du 24 août, où elles dénoncent pourtant elles-mêmes les « *sarcasmes, approximations et mépris* » opposés par le gouvernement à leurs demandes, se conclut en reportant toute initiative aux calendes grecques : « *Les organisations syndicales se réuniront de nouveau pour débattre de la façon de mobiliser les personnels et de s'adresser à l'opinion.* »

Ce refus de combattre des directions du mouvement ouvrier ne signifie pas qu'elles ne fassent rien : depuis le 6 mai, **elles ont passé le plus clair de leur temps à... rencontrer Sarkozy et ses ministres, voire à déjeuner avec eux, en tout cas à discuter, en réclamant à cor et à cri un prétendu « dialogue social » et autres « grands débats » !**

C'est ainsi que, tout en faisant des critiques, **les directions syndicales ont accepté en juin-juillet les consultations sur le projet de loi mettant en cause le droit de grève.** La direction de la CGT est allée jusqu'à proposer des amendements, ce qui revenait à accepter le principe d'une loi limitant le droit de grève, à accepter de négocier la mise en cause d'un acquis fondamental, au lieu de le défendre inconditionnellement ! D'ailleurs, même les arguments avec lesquels la CGT a prétendu défendre le droit de grève sont inacceptables : pour son représentant qui a pris la parole au rassemblement parisien du 31 juillet, « *face à la panne de la démocratie sociale dans ce pays, le dernier recours que représente le Droit de grève est bien souvent le seul moyen permettant une prise en compte des revendications des salariés* » Autrement dit, la grève ne serait pas à encourager comme arme fondamentale de la lutte de classe, mais un pis-aller, une sorte de mal nécessaire, à éviter autant que possible par une prétendue

démocratie sociale réconciliant les patrons et les travailleurs ! Autant prôner la « démocratie » dans les relations entre les requins et leurs victimes !

De leur côté, les directions des organisations syndicales de fonctionnaires demandent, dans leur communiqué du 24 août, non seulement « *que s'ouvrent au plus vite des négociations portant sur la valeur du point d'indice commune à tous, les carrières et la reconstruction de la grille* », mais aussi « *que les décisions en matière d'emploi public résultent d'un véritable débat sur les missions de service public. Le Président de la République qui va s'adresser aux fonctionnaires doit prendre en compte ces attentes et y apporter enfin de véritables réponses.* » Que des syndicats réclament des négociations sur la base des revendications, c'est normal, à condition de mobiliser les travailleurs pour créer un rapport de force nécessaire avec le patronat. En revanche, **il est inadmissible que les syndicats des travailleurs participent à des discussions avec le gouvernement et le patronat dont l'objectif est ouvertement la remise en cause des droits acquis !**

C'est pourquoi il faut dénoncer fermement les directions syndicales qui, toutes organisations confondues, acceptent de participer aux trois conférences tripartites programmées par le gouvernement pour octobre et novembre (sur les conditions de travail, sur l'égalité professionnelle hommes-femmes et sur l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat). Elles reconnaissent pourtant elles-mêmes qu'il ne s'agit même pas de « véritables négociations » (communiqué des fédérations de fonctionnaires). De fait, **il s'agit selon le ministère du travail, chargé d'organiser ces conférences, de parvenir à un « diagnostic partagé »,** afin de « *tous partir sur la même ligne* » pour préparer de nouvelles « réformes ». Par exemple, la conférence sur l'emploi, les salaires et le pouvoir d'achat vise, selon la ministre de l'économie Christine Lagarde, à « *identifier les conditions d'un équilibre pérenne entre les contraintes de compétitivité des entreprises et le rétribution valorisante de l'investissement des salariés* ». En d'autres termes, **il s'agit d'associer les syndicats à la bonne gestion des entreprises et de**

généraliser le « salaire au mérite » contre le combat syndical traditionnel pour l'augmentation générale des salaires.

Comment prétendre que l'on puisse avancer sur les revendications en « débattant » avec l'ennemi, au lieu de le combattre ? **Quels syndicalistes dignes de ce nom, quels travailleurs attachés à leurs droits, pourraient accepter que leurs organisations s'associent ainsi à la préparation des plans du gouvernement ?** Ces os à ronger sont en fait destinés à donner aux directions syndicales le moyens de faire croire qu'elles défendent les travailleurs. Ils vont permettre de maintenir la camisole de la collaboration de classe pour mieux préparer et faire passer les contre-réformes en essayant d'éviter les vagues sociales...

C'est pourquoi le CILCA appelle les militants, les adhérents des syndicats et tous les travailleurs à :

- **Dénoncer la participation des directions syndicales aux « conférences sociales »** avec le patronat et le gouvernement et toutes les fumisteries sur la prétendue « démocratie sociale » ;

- **Exiger de leurs directions syndicales (par des pétitions, motions, etc.) qu'elles boycottent ces conférences, la commission Rocard sur le métier d'enseignant, etc. ;**

- **Se réunir et s'organiser pour préparer eux-mêmes, sans attendre le bon vouloir des directions du mouvement ouvrier, la résistance sociale à Sarkozy,** notamment en participant au second Forum de la résistance sociale le samedi 22 septembre à Paris ;

- **Se rassembler dans les syndicats pour s'opposer ensemble à la politique de collaboration de classe des directions, pour le front unique ouvrier,** notamment en préparant le second Forum du syndicalisme de classe et de masse qui se tiendra en novembre à Paris ;

- **Rejoindre le CILCA pour renforcer ce courant lutte de classe et antibureaucratique** nécessaire à l'information, à la coordination et à l'action commune des militants syndicaux déterminés à défendre coûte que coûte, au-delà de leurs différences d'origine et de sensibilités, les intérêts collectifs de la classe ouvrière.

<http://courantintersyndical.free.fr>

LA CRISE DU PCF S'APPROFONDIT

Le 27 août, lors de la réunion du Comité exécutif national (CEN, anciennement Bureau politique) du PCF, la discussion a fort peu porté sur la politique de Sarkozy et les moyens d'y faire face. Ce parti réformiste naguère stalinien, aujourd'hui en pleine crise historique, n'a toujours rien à proposer à la classe ouvrière et à la jeunesse pour les aider à se mobiliser. De nombreux militants cherchent certes, sur le terrain, à préparer la résistance sociale ; mais les principales préoccupations de leur direction sont ailleurs : son but principal est de sauver l'appareil du parti, à commencer par ses milliers d'élus. Or, pour cela, le PCF a besoin avant tout de préserver son alliance avec le PS, qui est une véritable subordination. D'autre part, sur sa gauche, il doit tout faire pour empêcher l'émergence d'une organisation qui se réclame de l'anti-capitalisme, car celle-ci pourrait lui disputer ce qu'il reste de son rôle traditionnel, de sa capacité à contrôler de nombreux militants de lutte de classe et des travailleurs avancés.

Le rapport présenté lors du CEN et la discussion qui a suivi ont porté non sur les inquiétudes de la classe ouvrière et les urgences de la lutte contre Sarkozy, mais « sur la situation de la gauche et les inquiétudes qui pouvaient être provoquées par les récents développements de la situation au PS ou à la LCR » (Infohebdo n° 307, 29 août). D'un côté, le PCF « s'inquiète » des tentations qui se multiplient, à la tête du PS, de s'allier avec le MoDem de François Bayrou en vue des élections municipales et cantonales du printemps 2008 : de tels accords se feraient par définition aux dépens du PCF et le marginaliseraient encore plus, alors qu'il devait jusqu'à présent la conservation d'une bonne partie de ses élus aux alliances avec le PS (renouvelées aux municipales de 2001 dans le cadre de la « gauche plurielle »)...

De l'autre côté, le PCF craint les effets sur ses propres militants de l'appel lancé par la LCR en vue de créer un nouveau « parti anticapitaliste » qui se définirait au contraire par « la plus stricte indépendance avec le PS » et refuserait « de cogérer les institutions

avec celui-ci, voulant centrer (son) activité sur la lutte des classes, la mobilisation sociale et politique » (résolution adoptée par la direction de la LCR fin juin). De fait, le rapporteur du CEN reconnaît lui-même que, parmi les militants du PCF, « il y a des interrogations sur les rencontres à proposer ou non à la LCR ».

Mais, dans cette situation contradictoire, la direction n'a pas la moindre hésitation : elle tranche d'emblée le problème en choisissant de tout faire pour maintenir ses alliances avec le PS et d'isoler la LCR. Le rapporteur du CEN a défini cette ligne de la façon suivante : « Si les propos d'Olivier Besancenot témoignent d'une volonté de son organisation de travailler des aspirations apparues dans la période récente à gauche, sa volonté de le faire en dehors – voire contre – les forces existant actuellement à gauche risquent d'apporter de la division à la division sans ouvrir de perspective crédible d'une possible alternative majoritaire à la politique de la droite. » De même, dans *L'Humanité* du 27 août, on lit : « La Ligue communiste révolutionnaire entend-elle continuer à faire route seule et contre tous, rejetant définitivement toute participation à un exécutif avec le Parti socialiste ? Tout prête à le penser. » Pour le PCF, il est hors de question de rompre avec le PS, au nom de l'unité de la « gauche ». D'ailleurs, prétend l'article de *L'Humanité*, « Olivier Besancenot (est le) premier à avoir brisé la dynamique unitaire chez les antilibéraux »... Quelques jours plus tard, les choses sont encore plus claires : *L'Humanité* du 1^{er} septembre appelle à s'opposer « à la tentation d'acter la dérive libérale d'une majorité de la gauche et d'enfermer l'anticapitalisme dans un ghetto d'opposition ». Bref, le PCF ne veut pas se contenter de protester contre le capitalisme, il veut aussi continuer à le cogérer !

Dans ce cadre, l'essentiel du Comité exécutif national du 27 août a porté sur la préparation des municipales et des cantonales de l'an prochain, sous l'angle de la préservation coûte que coûte du maximum d'élus. Le problème, pour le PCF, est que son affaiblissement électoral depuis 2001 conduit le PS à

une stratégie d'hégémonie dans les villes où le maire PCF avait dû ses voix à l'accord « gauche plurielle » sur la reconduction des sortants (que le rapporteur du CEN reconnaît par ailleurs « vieillissants »...). De ce point de vue, la priorité est de garder les fiefs du 93 et du 94 : « L'enjeu pour les cantonales, de la présidence communiste des deux conseils généraux de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, tient à la place même de notre Parti dans la société et la perception qu'en aura ou pas l'opinion. » Sauf que, « pour garder nos villes, en gagner de nouvelles, gagner des élus en plus grand nombre dans les conseils généraux, les municipalités de gauche à préserver, dans celles et ceux qui peuvent être conquis sur la droite avec un intérêt particulier dans les grandes villes, leurs agglomérations, l'union [avec le PS] n'est pas acquise... » En un mot, parce qu'il repose de moins en moins sur une base ouvrière et militante et dépend de plus en plus du PS, le PCF se condamne lui-même à accélérer les effets de sa crise : pris dans une implacable logique d'appareil, il cherche des expédients pour maintenir celui-ci à flots de manière artificielle, mais ne fait par là que repousser l'échéance finale de son effondrement.

La profondeur de la crise se lit entre les lignes des circulaires internes aux militants. Par exemple, le déficit par rapport aux objectifs de ventes de « vignettes » pour la Fête de *L'Humanité* semble important. De plus, si Hollande a rencontré Buffet cet été, leurs discussions n'ont porté que sur les élections (sans aboutir à quoi que ce soit à ce stade) : l'intérêt que portent le PS et les autres formations de « gauche » envers le PCF est bien mince. Le rapporteur du CEN le reconnaît implicitement : « Le PCF n'a été invité qu'à une seule université d'été d'une autre formation de gauche : celle des Jeunes Socialistes, pour un débat intitulé *Droit d'inventaire, devoir d'inventer*. » Mais surtout, le signe le plus évident de la crise est la décision suivante, sans doute sans précédent depuis la fondation du PCF : « Désormais, le CEN – pour des raisons d'économie financière – ne se réunira plus qu'une fois tous les quinze jours. Entre ses réunions,

chaque membre de l'exécutif national suivra, bien sûr, les questions dont il ou elle a la charge et une structure de travail pour coordonner l'ensemble s'avère nécessaire. » Toute la

décomposition politique et organisationnelle de l'ancien parti stalinien, touchant désormais de plein fouet les sommets de son appareil, se

concentre dans une décision aussi spectaculaire !

Nina Pradier

QUE PROPOSENT LES ORGANISATIONS D'« EXTRÊME GAUCHE » ?

La situation ouverte au printemps par l'élection de Sarkozy, la nouvelle défaite électorale du PS bourgeois et l'approfondissement de la crise du PCF, donnent aux organisations politiques dites d'« extrême gauche » une responsabilité particulière. Plus que jamais sont réunies les conditions pour aider les militants d'avant-garde et les travailleurs avancés à faire vivre et développer une ligne radicale, clairement anticapitaliste, une ligne qui s'assumerait comme révolutionnaire et se concrétiserait par de véritables initiatives dans la lutte de classe. Mais, pour cela, il faudrait rompre de manière systématique et résolue avec toute subordination et toute pusillanimité à l'égard des directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Or les principales organisations d'extrême gauche se refusent encore à une telle rupture.

LO : rien de nouveau sous le soleil

Dans le cas de LO, les choses sont très simples : rien ne justifie, aux yeux des dirigeants de cette organisation, de changer quoi que ce soit dans leur politique ! Ni la situation objective, ni la crise du PCF, ni même leur récent effondrement électoral (après une campagne pourtant très électoraliste !) ne sauraient perturber leur routine. Semaine après semaine, LO se contente de dire aux travailleurs que Sarkozy mène une politique anti-ouvrière et qu'il n'y a rien à attendre du PS... pour qui elle a cependant appelé à voter au second tour de la présidentielle ! Mais, semaine après semaine, on cherche en vain des propositions pour combattre : tout en répétant qu'« il faut se préparer à lui donner [à Sarkozy] la riposte que sa politique mérite », LO ne propose rien pour organiser cette « préparation », elle n'entend toujours pas prendre la moindre initiative dans la lutte de classe et n'avance aucun cadre qui permettrait aux travailleurs et aux jeunes de se réunir, d'analyser ensemble la situation et les

potentialités de lutte, en un mot de se forger comme avant-garde consciente de la classe ouvrière. En un mot, malgré ses milliers de militants et sympathisants dans les entreprises, malgré notamment ses centaines de militants syndicaux, LO persiste à ne vouloir rien faire pour disputer sérieusement l'hégémonie politique aux directions réformistes du mouvement ouvrier. Dans cette situation complètement sclérosée, les militants de cette organisation ne peuvent que se préparer à vivre, un peu plus tôt, un peu plus tard, une crise interne.

PT : échec annoncé de son « nouveau parti ouvrier »

Pendant toute la campagne que le PT a menée pour la présidentielle, avec la « candidature de maires » de Gérard Schivardi, l'orientation politique de cette organisation a atteint des sommets sans précédent dans le chauvinisme, le républicanisme petit-bourgeois et l'opportunisme à l'égard de la petite bourgeoisie (cf. à ce sujet Le CRI des travailleurs n° 25 et 26). Mais cette campagne n'a pas seulement été un échec cuisant en termes électoraux (25 % de voix en moins qu'en 2002). Elle a en outre provoqué de nombreuses tensions internes, car bien des militants ont refusé, ouvertement ou en pratiquant la grève du zèle, de se transformer en auxiliaires d'un petit patron ouvertement réformiste et nationaliste, qui se déclarait prêt à retirer sa candidature au profit de celle d'un Fabius. C'est cette résistance passive qui explique tout particulièrement l'échec de la campagne du PT pour les législatives : alors que sa ligne était censée permettre de nouer des liens avec les élus locaux, notamment en zone rurale, le nombre de circonscriptions dans lesquelles le PT a été capable de se présenter a baissé de 25 % par rapport à 2002 (passant de 200 à 150 candidats) !

Tout en refusant évidemment la moindre autocritique, la direction a

d'ailleurs bien compris que la cause fondamentale de cet échec était politique : depuis les élections, elle a réintroduit dans son discours un vocabulaire de « lutte de classe » qui avait été banni pour la campagne Schivardi. Corrélativement, les interviews et contributions de militants publiés cet été dans son journal, *Informations ouvrières*, émanent souvent de syndicalistes : les viticulteurs et les maires restent assez présents dans les colonnes du journal, mais moins que pendant la campagne présidentielle. Enfin, Daniel Gluckstein a même dû reconnaître implicitement, dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* du 29 août, que l'Union européenne n'est pas la seule source de tous les maux : « *Il y a une classe capitaliste — dont l'Union européenne et le gouvernement Sarkozy-Fillon sont les instruments.* » Pourquoi alors ne l'avoir pas expliqué aux 40 millions d'électeurs pendant la campagne ?

Cependant, le recentrage sur une terminologie de classe ne signifie évidemment pas un redressement de la ligne politique. Au contraire, celle-ci, qui reste avant tout la dénonciation de l'Union européenne, et non du capitalisme, est marquée par la couverture des directions syndicales, notamment de la direction confédérale de FO. Au dernier congrès de cette centrale, en effet, les délégués membres du PT, pourtant nombreux et bien organisés, ont voté pour le rapport et la réélection de Jean-Claude Mailly, après trois ans d'une politique de collaboration de classe ouverte, et au moment même où ce bureaucrate allait déjeuner avec Sarkozy pour négocier les prochaines contre-réformes ! Les délégués membres du PT ont même capitulé sur la revendication des 37,5 annuités pour tous, moins d'un an avant la nouvelle étape de la contre-réforme Fillon des retraites : ils ont accepté la formulation de Mailly reléguant les 37,5 annuités dans les tiroirs, au profit d'un ralliement aux 40 annuités comme base revendicative ! D'ailleurs, le PT

n'a même pas osé rendre compte de l'intervention de ses militants dans la préparation et le déroulement de ce congrès (contrairement à ce qu'il avait fait l'année passée pour le 48^e congrès de la CGT) : il s'est contenté de livrer à ses lecteurs une insipide revue de presse (*IO* du 5 juillet) ! C'est ainsi que les adhérents de base et les sympathisants de ce parti n'ont pas le droit de savoir que leurs dirigeants ont globalement soutenu Mailly au congrès de la troisième centrale française !

En fait, les références à la classe ouvrière permettent à peine de se démarquer légèrement de la ligne prônée par Schivardi lui-même, qui se prononce seulement pour « *un vrai parti de gauche, avec un vrai programme de gauche* » — sans jamais parler de lutte de classe (cf. son interview dans *IO* du 23 au 29 août). En tout cas, elles n'ont pas suffi à convaincre les militants opposés à la ligne Schivardi : le nombre des abonnements d'été à *IO*, qui constituent une campagne annuelle fondamentale dans la vie de ce parti, a été au plus bas depuis des années, en ne dépassant pas 7 900, contre près de 9000 certains des étés précédents. La direction a beau appeler maintenant les militants à « *regagner l'autofinancement d'IO* », à « *rétablir IO au niveau qui lui est reconnu par tous ceux qui le lisent* » et à faire croire que la seule source de ce déficit sans précédent serait l'augmentation du coût du papier, c'est bien en réalité le manque de motivation des militants qui est la principale raison de cette situation !

De plus, la campagne pour la défense de la Sécurité sociale, placée sous l'égide du Comité préparatoire pour le nouveau parti, et non du PT, n'a rassemblé cet été que 8 000 signatures, ce qui est beaucoup moins que les capacités du PT quand il est réellement en ordre de bataille, même pendant les vacances.

Enfin et surtout, alors que le PT compte officiellement près de 6 000 adhérents, le nombre de cartes prises pour la « convention socialiste et ouvrière » des 24-25 novembre, censée fonder le nouveau parti ouvrier, n'était que de 3 000 mi-septembre ! Autrement dit, malgré son insistance et sa pression habituelles auprès des militants, la direction du PT n'a même pas réussi à les convaincre que sa ligne était juste ! C'est d'ailleurs un retour de bâton tout à fait normal pour une

décision prise d'en haut par la clique de Lambert-Gluckstein, avec leurs complices ouvertement réformistes Sandri et Schivardi, sans la moindre discussion parmi les adhérents du PT (ceux-ci avaient vu Schivardi, non membre de leur parti, décréter pendant sa campagne qu'il fallait un nouveau parti !).

Dans cette situation, nul doute que de nombreux militants du PT s'interrogent et qu'un certain nombre iront jusqu'au bout en rompant avec cette organisation centriste dont l'orientation est de plus en plus clairement réformiste et petite-bourgeoise. Espérons que l'exemple du camarade L., qui vient de rompre avec le PT pour rejoindre le Groupe CRI (cf. sa lettre ouverte publiée ci-dessous), contribuera à nourrir leur réflexion !

Le dilemme de la LCR après sa proposition de « parti anticapitaliste »

Après avoir réalisé d'assez bons résultats aux élections du printemps et lancé son appel « pour un nouveau parti anticapitaliste », la LCR est confrontée aujourd'hui à un dilemme. Ce dilemme marque à la fois l'importance et les limites de sa proposition :

• Ou bien la construction de ce nouveau parti passe *par en haut*, par des accords entre appareils : c'est ce que préconise le courant « droitier » de la LCR, dirigé par Christian Piquet, qui a notamment lancé le 8 juillet l'appel *Maintenant à gauche !* avec l'adjointe au maire de Paris apparentée PCF Clémentine Autain, l'altermondialiste Claude Debons et le communiste fondateur Roger Martelli — en un mot avec de purs réformistes assumés. Il s'agit, selon Clémentine Autain, de créer un « *espace de réflexion entre traditions et cultures écologues, trotskistes, féministes, socialistes et communistes antilibéraux* » (*Libération* du 14 août). Christian Piquet justifie sa ligne complètement opportuniste de la manière suivante : « *Les nouvelles générations ne sont pas prêtes à rejoindre une seule composante de la gauche de la gauche. Une LCR même élargie et relookée n'est pas à l'échelle du défi : rassembler toutes les forces qui, issues des trotskistes, du PC et du PS, veulent une gauche de transformation sociale pour s'opposer à Sarkozy.* » Il lorgne ainsi vers les

« *bovétistes* » (qui sont eux-mêmes très divisés et régleront leur compte lors d'une réunion en octobre), les fondateurs du PCF et jusqu'aux troupes de Mélenchon (gauche du PS, ancien ministre de Jospin). Pour les « *droitiers* » de la LCR, il faudrait en somme que le nouveau parti se place d'emblée sous la houlette des réformistes, sous prétexte que les travailleurs et les jeunes ne seraient pas prêts à rejoindre une organisation radicale.

• Ou bien la construction du nouveau parti passe *par en bas*, justement avec ces travailleurs et ces jeunes qui ont lutté ces dernières années et se sont radicalisés : c'est ce que préconisent Besancenot et la direction de la LCR. Selon *Libération* du 14 août, Alain Krivine a déclaré (visant implicitement les droitiers) que ceux qui « *rêvent de l'expérience Die Linke* » (parti de « gauche » ouvertement réformiste, récemment créé en Allemagne) sont des « *généralistes sans troupes* » et que « *les composantes* » de cette expérience « *ne sont pas transposables en France* ». Selon lui, « *on est à un moment où il faut tourner la page et on mise sur une nouvelle génération. Il ne s'agit pas de rejeter tous les vieux camarades, mais la reconstruction ne viendra pas des ex, ex-LCR, ex-PC, ex-PSU...* » Dans *Libération* du 24 août, on lit qu'Alain Krivine « *veut s'adresser à un mouvement social actif mais orphelin de débouchés politiques* » et que « *la LCR espère faire venir dans le giron de sa formation des jeunes des quartiers populaires et des acteurs des récents mouvements sociaux (grèves de 2003, émeutes dans les banlieues, CPE...)*. Selon un militant de Saint-Denis, le futur parti répond aux attentes « *de nouvelles couches de populations révoltées mais très peu politisées* ». De la même façon, Besancenot a déclaré quant à lui : « *Les choses étant bloquées par le haut, on essaie par la base. On ne va pas mettre Buffet, Laguillier et Bové autour d'une table mais parler aux anonymes des quartiers populaires et aux collectifs locaux.* »

Or les deux possibilités ouvertes par cette alternative sont loin d'être réalisables pour le moment. Dans le premier cas, on assisterait à la constitution en France d'un parti effectivement semblable à *Die Linke*, un parti « antilibéral » et non anticapitaliste. La LCR y perdrait

l'hégémonie sur le processus qu'elle affirme vouloir impulser et surtout elle dilapiderait son capital de sympathie. Cela se solderait par la décomposition organisationnelle comme idéologique, au bénéfice des réformistes. Pour le moment, la majorité de la direction de la LCR ne peut se résoudre à une telle orientation : les militants ne l'accepteraient pas. C'est pourquoi cette ligne des droitiers ne recueille pas plus de 20 % des voix à la Direction nationale.

Mais, pour que l'autre solution de l'alternative se réalise vraiment, pour construire réellement un parti anticapitaliste avec les travailleurs avancés et les jeunes révoltés, il faudrait que la LCR se montre capable à la fois de mener une lutte idéologique claire pour l'hégémonie du programme révolutionnaire et de prendre des initiatives concrètes dans la lutte de classe. Or ce n'est pas du tout ce qu'elle fait à ce stade, comme depuis des années. Son attitude à l'égard du PS le prouve : certes, la direction de la LCR définit la base du nouveau parti par « l'indépendance à l'égard des institutions et du PS » ; mais cela ne l'empêche pas d'inclure le PS dans les organisations qu'elle appelle à constituer des « comités de vigilance » contre Sarkozy, ce qui revient à semer des illusions énormes sur ce parti bourgeois. Plus généralement, dans la pratique, l'appel à la création d'un parti anticapitaliste n'a rien changé cet été à la ligne de la LCR : alors que le meilleur moyen pour commencer à concrétiser cet appel aurait été de prendre des initiatives dans la lutte de classe, elle n'a rien fait pour préparer sérieusement la résistance depuis l'élection de Sarkozy, même après les législatives. Certes, dans son tract du 23 juillet, elle critique les directions syndicales appelant à manifester le 31 sans appel à la grève et préconisant le « dialogue social » ; mais cette critique n'a rien eu de systématique et elle ne s'est pas accompagnée de la moindre initiative, alors que la LCR aurait pu prendre ses responsabilités chez les étudiants contre la loi Pécresse, dans les syndicats contre la loi mettant en cause le droit de grève ou encore pour le Forum de la résistance sociale...

Faute de vouloir résoudre le dilemme ouvert par son propre proposition, la LCR garde les deux

fers au feu sans en choisir un clairement, persistant dès lors dans la confusion centrisme. Celle-ci se manifeste tout particulièrement, même si Besancenot et la direction s'en défendent, par une tentation que dénonce Piquet avec lucidité, quoique dans son propre intérêt : la tentation de simplement « relooker » la LCR en gardant sa ligne centriste traditionnelle... mais en la rebaptisant, en allégeant encore plus sa structuration et en supprimant ce qu'il pouvait rester de références au trotskysme — c'est-à-dire en fait au communisme révolutionnaire. Ainsi, selon une dépêche de l'AFP du 24 août, Besancenot a déclaré que la nouvelle formation « doit être suffisamment vierge politiquement pour que d'autres horizons puissent s'agréger. L'idée est de ne pas construire un nouveau parti trotskiste, (...), mais un parti anticapitaliste pour tous ceux qui veulent construire autre chose que le capitalisme. » « Autre chose »... mais encore ?

Bien sûr, pour faire accepter cette rupture avec les derniers liens qui rattachaient formellement la LCR à son passé trotskyste, Besancenot use de formules pondérées et bien balancées : « *La Ligue communiste révolutionnaire doit désormais être dépassée et tourner une page sans renier son héritage.* » (*Ibid.*) Ou encore : il faut « *un juste milieu entre le tout neuf et le tout vieux* ». Mais, pour les militants trotskystes authentiques, le risque est bien que la direction de la LCR ne cristallise une évolution toujours plus droitrière sous prétexte de s'« ouvrir ». Le danger est donc bien, à terme, la victoire de la ligne des vrais droitiers, qui ont au moins le mérite de savoir clairement ce qu'ils veulent (la dilution pure et simple de la LCR).

Tout le vice du raisonnement de Besancenot, de Krivine et de la direction majoritaire de la LCR, toute la source de leur centrisme et de leurs confusions, c'est qu'ils croient que leur vague référence formelle au trotskysme expliquerait la réticence des jeunes et des travailleurs combattifs à s'engager dans la LCR. Pourtant, cette référence n'apparaît jamais dans l'orientation de la LCR, ni en paroles, ni comme orientation réellement révolutionnaire ! Ce ne peut donc pas être elle qui explique les limites du

recrutement à la LCR. Celui-ci est d'ailleurs, selon la direction elle-même, assez significatif depuis la campagne (passage de 3000 à 4000 adhérents) : ajouté au résultat électoral, cela tendrait à prouver au contraire que le relatif radicalisme verbal de Besancenot (par rapport aux autres candidats) a rencontré un écho chez une partie de ceux qui se radicalisent réellement dans les luttes. En fait, la volonté de renoncer aux références communistes révolutionnaires exprime son refus de rompre enfin avec le suivisme traditionnel de l'« extrême gauche » à l'égard des appareils du mouvement ouvrier, pourtant en crise profonde aujourd'hui. Fondamentalement, la direction de la LCR persiste dans son refus d'assumer les responsabilités que lui donnent ses bons résultats électoraux et son investissement sur le terrain, c'est-à-dire l'attente de milliers de travailleurs et de jeunes qui cherchent plus ou moins clairement la voie de l'alternative révolutionnaire au capitalisme. Elle affirme certes qu'il faut rompre avec la direction du PS (ce qui est tout de même la moindre des choses quand on vient du trotskysme !), mais elle ne veut toujours pas construire un véritable parti révolutionnaire disputant clairement l'hégémonie aux réformistes. D'ailleurs, elle vient de repousser (du printemps à l'automne 2007) la date qu'elle avait elle-même proposée en juillet pour fonder le nouveau parti anticapitaliste...

Cependant, tout le problème est maintenant de savoir si les travailleurs et les jeunes seront nombreux à se saisir de l'appel de la LCR, si leurs interventions permettront de faire avancer les idées révolutionnaires et si les militants de la LCR eux-mêmes sauront faire triompher ces idées des confusions centristes. Les militants du Groupe CRI ont adressé une lettre ouverte à la LCR (publiée ci-dessous) répondant positivement à sa proposition d'ouvrir la discussion « pour un nouveau parti anticapitaliste » : ils entendent prendre toute leur place dans les débats que la direction de la LCR a le mérite d'ouvrir.

**Nina Pradier
et Ludovic Wolfgang**

LETTRE PUBLIQUE DU Groupe CRI À LA LCR

SUITE À SA PROPOSITION DE « NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE »

Camarades,

Le Groupe CRI a pris connaissance de la résolution votée par la direction nationale de la LCR (publiée dans *Rouge* le 5 juillet) « pour la fondation d'un nouveau parti anticapitaliste », qui « défend les intérêts des travailleurs et des travailleuses, de tous les opprimé-e-s, de tous les exploité-e-s ».

Comme vous le savez sans doute, nous nous sommes prononcés, de septembre 2006 au printemps 2007, pour un regroupement des anticapitalistes sur la base d'un programme anticapitaliste cohérent et conséquent, dans les élections et dans les luttes. Il est donc naturel pour nous de répondre positivement à votre appel, en nous déclarant disponibles pour participer au débat et aux réunions que vous proposez, comme aux initiatives de lutte qui, nous l'espérons, permettront de les nourrir.

C'est dans cet esprit que nous avons jugé utile de rédiger les remarques suivantes sur les cinq points de votre résolution : elles constituent notre première contribution à la discussion que vous décidez d'ouvrir.

1) Le point de départ de votre appel est la dénonciation du « système » capitaliste. Il s'agit en effet de s'en prendre au capitalisme lui-même, non de prétendre l'améliorer ou l'« humaniser » : seule cette appréciation peut fonder une orientation anticapitaliste cohérente et conséquente.

Mais cela suppose à la fois de dégager clairement la nature de ce système et la perspective à lui opposer du point de vue des exploités et des opprimés. C'est pourquoi il nous semble important de souligner le caractère *objectif* de la logique capitaliste. Celle-ci, en effet, n'est pas réductible à un « moteur » subjectif comme « la soif de pouvoir et de profits d'une toute petite minorité », ni à ses aspects les plus spectaculaires (« course folle au profit »). Au contraire, les motivations psychologiques des individus capitalistes (non seulement les « actionnaires », mais tous les autres) et les manifestations apparemment délirantes du capitalisme (du point de vue des intérêts de la majorité et de

l'avenir de la planète) ne sont que les aspects les plus visibles d'une logique impersonnelle et parfaitement rationnelle : cette logique de fer est celle de la reproduction du système capitaliste à une échelle sans cesse élargie, reposant sur l'accumulation, par conséquent sur la valorisation toujours croissante du capital par l'exploitation tendanciellement maximale du travail (tendance contrecarrée par la seule lutte de classe ouvrière).

C'est pourquoi la contestation radicale du capitalisme ne peut se limiter, selon nous, à une dénonciation de la « concurrence de tous contre tous », qui ne décrit que la surface du mode de production capitaliste, et de la « privatisation du monde », expression vague semblant désigner l'aspect juridique d'un processus socio-économique bien plus fondamental et qui n'est d'ailleurs pas nouveau. À l'opposé, l'alternative anticapitaliste cohérente et conséquente ne peut pas se limiter à prôner des « solidarités » en général (formule là encore trop subjectiviste et vague), un « partage des richesses » qui ne supposerait pas une réorganisation totale de la production et une « démocratie la plus large » qui n'impliquerait pas la destruction des États et institutions internationales du capitalisme, par nature anti-démocratiques. En d'autres termes, un parti anticapitaliste qui n'inscrirait pas dans son programme l'objectif de la collectivisation des grands moyens de production et d'échange, de la réorganisation radicale des processus de travail et du remplacement des États actuels par une République réellement démocratique des travailleurs par et pour eux-mêmes, ne serait pas un parti anticapitaliste cohérent et conséquent.

Or il en découle que les perspectives de luttes proposées aux « classes exploitées, (aux) salariés qui produisent toutes les richesses » ne peuvent pas se limiter à des « mobilisations puissantes, généralisées, des grèves, des manifestations, des occupations ». Ces luttes sont évidemment indispensables, mais elles ne suffiront pas « pour en finir avec la dictature des actionnaires, de la propriété privée

capitaliste ». Pour mettre fin à cette « dictature », il n'y a pas d'autre solution que d'exproprier purement et simplement les capitalistes et leurs valets politiques, idéologiques, etc. Car la propriété capitaliste n'a jamais connu et ne peut connaître d'autre forme que la dictature, c'est-à-dire l'autocratie du capital sur le travail, de la bourgeoisie sur le prolétariat et sur les autres opprimés. C'est pourquoi la seule perspective historique des luttes ouvrières et populaires contre les patrons et leurs gouvernements est qu'elles convergent en se centralisant politiquement sur l'objectif de détruire le système de la propriété capitaliste en tant que tel, et donc tout particulièrement sur l'objectif décisif de détruire ses instruments de pouvoir centraux que sont les différents États bourgeois. En un mot, le seul programme anticapitaliste cohérent et conséquent, quelles que soient ses délimitations secondaires et les formes organisationnelles exactes aptes à le porter dans la période actuelle, est le programme historique de la révolution communiste, ouvrant la voie à la disparition de toutes les classes sociales.

C'est dans ce cadre ouvertement assumé qu'un programme de revendications transitoires peut prendre tout son sens, sans risquer de tomber dans l'illusion réformiste ou le para-syndicalisme¹. Et c'est l'absence d'un tel cadre que, pour le dire franchement, nous critiquons dans la politique de la LCR, en particulier dans la campagne électorale qu'elle a menée cette année (dénonciation du capitalisme et de ses valets politiques, mais « programme d'urgence » fondé avant tout sur l'objectif d'une « autre répartition des richesses », non sur celui de l'expropriation sous contrôle ouvrier des grandes entreprises et d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes)². Il sera donc indispensable

¹ Pour une esquisse concrète de programme anticapitaliste cohérent et conséquent, cf. celui que nous avons proposé pendant toute la campagne électorale

(<http://groupecri.free.fr/article.php?id=324>)
² Cf. sur ce point les numéros successifs du CRI des travailleurs parus de sept. 2006 à avril 2007, tous sur notre site.

que la discussion pour le nouveau parti anticapitaliste porte tout particulièrement sur cette question fondamentale du programme historique et de sa concrétisation sous une forme révolutionnaire transitoire, mais non réformiste.

2) En ce qui concerne la situation ouverte en France par l'élection de Sarkozy, il s'agit en effet de tracer clairement l'objectif de « *mettre en échec* » la politique de celui-ci et du MEDEF. Mais, d'un point de vue anticapitaliste, cet objectif, s'il n'est pas au même niveau historique que le précédent, ne peut pourtant pas en être séparé. En effet, la meilleure façon de résister à Sarkozy, c'est de construire une arme politique efficace, qui ne peut être qu'un parti anticapitaliste révolutionnaire le plus puissant possible. Car l'expérience montre qu'on ne peut se fier non seulement aux « sociaux-libéraux » qui dirigent le PS, mais aussi aux réformistes (sociaux-démocrates et stalinien « classiques » ou « anti-libéraux »), incapables d'aller jusqu'au bout du combat contre un gouvernement quel qu'il soit. C'est pourquoi l'appel à l'unité contre Sarkozy ne peut que s'articuler à la mise en avant résolue d'un programme anticapitaliste popularisant la perspective historique, au-delà de Sarkozy et de ses prédécesseurs, d'un gouvernement des travailleurs eux-mêmes.

Mais cet appel à l'unité doit lui-même être précisé : selon nous, il ne s'agit pas de construire une pluralité de « *fronts unitaires* », mais bien un « front unique », car la politique capitaliste de Sarkozy est globale et cohérente et ne peut donc être combattue que de façon globale et cohérente, par la centralisation politique de toutes les mobilisations sur l'objectif de la mettre en échec globalement. C'est pourquoi l'objectif politique de la *grève générale* doit à notre avis être immédiatement popularisé, sur la base des leçons des grands mouvements de 1995, 2003 et 2006 : c'est un des points que nous souhaitons mettre au centre du débat pour les luttes à venir.

Enfin, si nous nous réjouissons de votre volonté affichée de construire l'unité contre Sarkozy, nous nous permettons de regretter que, depuis le second tour de la présidentielle et même depuis les législatives, cette volonté n'ait pas du tout commencé à se concrétiser. C'était pourtant

nécessaire, puisque les premières attaques sont menées dès ce mois de juillet (loi sur l'autonomie des universités, mise en cause du droit de grève, restriction des libertés démocratiques, restriction des droits des immigrés...). C'était de plus tout à fait possible : les vacances ne peuvent priver une organisation de plusieurs milliers de militants et sympathisants comme la vôtre que d'une partie de ses forces, sans empêcher les autres, sous réserve d'une décision politique ferme en ce sens, de commencer à œuvrer à la construction du front de résistance unitaire (qui ne se fera de toute façon pas en un jour). Enfin, c'était d'autant plus important que vous-mêmes constatez, dans votre résolution, qu'« *on sent la résistance, rejointe par une nouvelle génération, s'organiser face aux attaques du nouveau pouvoir* »...

C'est pourquoi, pour notre part, avec nos forces extrêmement réduites, nous avons fait et nous faisons tous nos efforts pour concrétiser notre volonté de construire le front unitaire sans attendre la rentrée. Nous avons ainsi contribué à organiser, malheureusement sans la LCR et les autres principales organisations du mouvement ouvrier, les manifestations du 16 mai et du 2 juin, puis le premier Forum de la résistance sociale qui s'est tenu à Paris le 7 juillet, avec la participation de 45 travailleurs, jeunes, militants mandatés de différentes organisations (CGT-Jeunes, CILCA, FSE nationale, FSE Paris-I/IV, Groupe CRI, JCR, Mouvement lycéen de Paris, Résistance républicaine, SNASUB-Paris-3) et observateurs (AGEN, Carré rouge, Equidemos, Fraction de LO, GR, GSI, SUD-Lycéens). Ce Forum a lancé un appel (que nous vous renvoyons ci-joint), visant à assurer d'ici septembre une continuité de la préparation de la résistance unitaire et, si possible, de premières mobilisations contre les lois de Sarkozy en juillet. L'appel se termine par une adresse aux organisations et la proposition d'un second Forum de la résistance sociale le 22 septembre : nous espérons que, cette fois, la LCR, partisane de l'unité contre Sarkozy, y répondra favorablement pour avancer dans ce but au-delà des éventuelles nuances ou divergences.

3) En ce qui concerne le PS, nous sommes d'accord avec ce que vous écrivez, mais nous pensons qu'il faut

aller plus loin dans sa caractérisation : celle-ci doit se faire en termes de classe et non seulement de façon empirique. Selon nous, le PS est aujourd'hui un parti purement et simplement bourgeois, similaire au Parti démocrate des États-Unis³. D'ailleurs, il est facile de constater qu'il a défendu, pendant toute la campagne présidentielle, un programme très proche de celui de l'UMP⁴ — à quelques exceptions près que sa candidate s'est d'ailleurs empressée de dénoncer sitôt sa défaite enregistrée ! Or il en résulte que non seulement, comme vous l'écrivez, il n'est pas possible de nouer quelque « *alliance institutionnelle* » que ce soit avec ce parti, mais en outre, à notre avis, qu'il n'est même pas possible d'intégrer le PS dans les organisations à qui il faut proposer le front unique contre la politique de Sarkozy. En effet, parce qu'il s'agit de combattre, par ce front unique, une politique d'ensemble (et non seulement telle ou telle mesure particulière), et parce que la politique d'ensemble proposée par le PS ne se démarque pas de façon significative de celle de l'UMP, il serait incohérent de proposer aux travailleurs et aux jeunes de s'allier avec lui pour mettre en échec le programme de Sarkozy. Au contraire, il faut aider les travailleurs à rompre avec les dernières illusions que certains peuvent avoir sur le PS et les appeler à ne compter que sur leurs propres forces — tout en mettant en œuvre une tactique appropriée à l'égard des organisations du mouvement ouvrier (celles qui se réclament encore plus ou moins de la défense des intérêts spécifiques des travailleurs, comme le PCF et les syndicats réformistes).

En ce qui concerne la direction du PCF, nous sommes d'accord pour dénoncer son alliance avec le PS et son refus de rompre avec une orientation dont on peut rappeler qu'elle a notamment conduit au gouvernement réactionnaire de la « gauche plurielle ». Si l'appel au front unique doit s'adresser au PCF en tant que parti réformiste qui prétend vouloir combattre la politique de

³ Cf. notre analyse et nos réponses à quelques objections dans Le CRI des travailleurs n° 25, janv.-fév. 2007, <http://groupecri.free.fr/article.php?id=324>.

⁴ Cf. sur ce point la déclaration du Groupe CRI après le second tour, reprise dans Le CRI des travailleurs n° 27 (été 2007).

Sarkozy, cela ne doit en aucun cas empêcher une critique virulente de sa politique passée et présente, véritable repoussoir pour toute orientation anticapitaliste cohérente et conséquente.

De plus, il est tout à fait juste de s'adresser, au-delà des organisations actuellement existantes, aux travailleurs, aux jeunes et aux syndicalistes qui ont lutté ces dernières années, à ceux qui ont voté pour l'extrême gauche aux élections, etc. Pour eux, la proposition de construire un nouveau parti anticapitaliste pourrait être bien plus enthousiasmante que l'hypothèse de rejoindre une des organisations actuellement existantes. La condition en est que cette proposition se concrétise dans un immense débat national intégralement démocratique sur le programme et sur ses règles, et si elle s'accompagne de premières initiatives concrètes pour et dans les luttes.

Cependant, il nous semble indispensable de tout faire pour que s'associent également au débat les différentes organisations qui se situent aujourd'hui à gauche du PC, comme le PT et surtout LO, ainsi que les autres organisations beaucoup plus petites, mais aussi très nombreuses... Pour notre part, nous critiquons fermement l'orientation de ces différentes organisations, comme celle de la LCR, chaque fois que nous le jugeons nécessaire. Mais il n'est pas possible d'afficher la volonté d'ouvrir la discussion pour un nouveau parti anticapitaliste sans s'adresser à elles en faisant *tous les efforts possibles* pour qu'elles participent à ce débat, à commencer par LO, qui refuse aujourd'hui cette perspective, mais a défendu un programme très proche de celui de la LCR pendant la dernière campagne électorale et s'était alliée avec elle il n'y a pas si longtemps (1999 et 2004). Quant au PT, son orientation de plus en plus droitrière le

conduit à bien des positions réactionnaires (dont le point culminant a été la campagne de Schivardi), mais sa réalité est contradictoire, comme le montre le fait qu'il n'en prétend pas moins vouloir constituer lui aussi un nouveau « parti ouvrier » : on ne peut donc l'ignorer. — Pour notre part, nous sommes convaincus qu'un combat résolu et bien mené pour la création d'un parti anticapitaliste cohérent et conséquent pourrait intéresser de nombreux militants de ces organisations et même exercer une pression sur leurs dirigeants.

4) Nous sommes globalement d'accord avec les conditions que vous posez pour participer au débat. Une formule nous semble cependant ambiguë et amène à soulever une question d'une importance cruciale selon nous : dire que, parmi les conditions de participation au débat, il faut « *refuser de cogérer les institutions avec le PS* », c'est ne pas exclure formellement la possibilité de vouloir cogérer ces institutions (c'est-à-dire l'État bourgeois)... avec d'autres que le PS ou tout seuls. Cela relance la question abordée dans le point 1 : un parti anticapitaliste cohérent et conséquent ne saurait, selon nous, « *gérer les institutions* » capitalistes sous quelque forme que ce soit, mais ne peut gouverner que dans le cadre d'une situation révolutionnaire, s'il est porté au pouvoir par les travailleurs et s'appuie sur eux, ce qui implique d'emblée de premières mesures de démantèlement de l'État bourgeois.

Or vous savez que cette question ne relève pas de la scolastique, puisqu'une des principales sections de votre organisation internationale, le courant Démocratie socialiste au Brésil, *participe* depuis plus de quatre ans au gouvernement bourgeois de Lula, qui mène une politique entièrement au service des capitalistes et des propriétaires fonciers. De plus,

une autre des importantes sections de votre organisation internationale, le courant Sinistra critica en Italie, soutient au Parlement l'existence même du gouvernement bourgeois de Prodi, qui mène lui aussi une politique intégralement capitaliste et même impérialiste. Dès lors, l'un des points majeurs à discuter si l'on veut avancer vers la construction d'un véritable parti anticapitaliste, c'est l'attitude d'un tel parti sur la question de la participation gouvernementale et du soutien aux gouvernements bourgeois. Pour notre part, nous condamnons avec la plus grande fermeté toute participation et tout soutien à un gouvernement bourgeois, quelle que soit sa couleur politique officielle, car il en va de l'indépendance politique du prolétariat et de sa capacité à s'auto-émanciper sans la moindre illusion sur l'État capitaliste.

5) Nous sommes d'accord avec vos propositions finales et votre calendrier, en insistant tout particulièrement sur deux points :

Nécessité de ne pas séparer la discussion sur le parti anticapitaliste des initiatives concrètes pour et dans les luttes ; de ce point de vue, nous tenons à réitérer notre proposition que la LCR participe et fasse participer massivement à la préparation du Forum de la résistance sociale, dont le contenu et les décisions sont élaborés collectivement et démocratiquement ;

Indispensable démocratie dans le débat et dans les décisions durant la phase préparatoire comme à l'intérieur du futur parti anticapitaliste, qui devra garantir le droit de tendance (du courant d'idées à la fraction organisée).

Avec nos salutations révolutionnaires constructives,

Groupe CRI
Paris, 18 juillet 2007

UN MILITANT DÉMISSIONNE DU PT ET REJOINT LE Groupe CRI

Nous publions ici la lettre de démission du PT adressée le 3 septembre par le camarade L. à la direction de ce parti et aux adhérents de son département, le Jura. Travailleur métallurgiste et syndicaliste CGT, L. leur annonce sa décision de rejoindre le Groupe CRI. Il a ajouté les notes, destinées à éclairer le lecteur sur certains passages, pour la publication de cette lettre dans notre journal.

« Chers camarades,

Je me décide à écrire ce courrier afin de tenter de vous faire comprendre les raisons qui me poussent aujourd'hui à démissionner du PT et du CCI⁵.

Avant tout, sachez que je ne regrette rien des années passées à vos côtés et que je ne suis en aucun cas amère ou nostalgique.

Cette décision est mûrement réfléchie (depuis de longs mois) et n'est en aucun cas un caprice, toutes les réunions passées à tenter de remettre tout le monde dans la ligne ne m'ont pas convaincu de rester parmi vous, je dirais même, au contraire !

Pour revenir une dernière fois en arrière, je maintiens que la dissolution de la fraction métal⁶ a été une erreur politique majeure, et j'insiste sur le mot dissolution puisque qu'il m'a été reproché de l'utiliser. Peut-être que certains cadres organisationnels statutaires n'étaient pas respectés, et alors ? Peut-être que tout n'était pas parfait ? Peut-être... mais en tout cas une chose fonctionnait : l'unité d'une grosse poignée de militants résolus !

Pourquoi l'avoir dissoute ? Aucune des réponses qui m'ont été données ne m'ont convaincu...

Je ne reviendrais pas sur le désaccord fondamental que nous avons eu lors du congrès du PT 39 sur la campagne « des » maires de Schivardi, nous nous sommes suffisamment expliqués et les divers textes que nous

avons produit en UB⁷ peuvent être relus pour mémoire⁸, encore une fois, je ne suis pas convaincu...

Nous avons tenté (là encore nous avons produit un texte⁹) de remettre en cause l'unique mot d'ordre « À bas

⁷ UB : Unité de Base du CCI, ou Cellule.

⁸ L'UB Caillandre (du nom de son responsable) avait en effet écrit un texte contre la décision de soutenir la candidature du patron-maçon et ces militants sont intervenus dans le congrès du PT 39. Le texte dont voici un extrait est resté lettre morte : « Certes, contrairement aux autres candidats, Gérard Schivardi dénonce l'Europe de Maastricht et se prononce clairement pour la défense des services publics, de la laïcité et des petites communes. Mais cela ne saurait suffire : notre parti est tout à fait capable de défendre lui-même ces revendications, mais lui seul peut mettre en avant les autres revendications, celles de la classe ouvrière, et leur donner leur vraie signification. La vraie signification des revendications ouvrières, c'est que leur satisfaction exige de rompre avec l'Union européenne, mais aussi avec la Ve République, la propriété privée des moyens de production et le capitalisme. Or cela, Gérard Schivardi ne le dit pas : pourquoi le PT devrait-il renoncer à présenter aux 40 millions d'électeurs ce qui constitue l'axe central de sa plate-forme d'action politique, sa raison d'être en tant que parti ouvrier indépendant ? Pourquoi notre parti devrait-il renoncer à utiliser cette campagne électorale pour faire connaître massivement sa propre orientation, sa propre identité ? »

⁹ Extrait de ce texte : « C'est donc bien la nature même du système capitaliste qui est en cause, son organisation en termes de classes antagonistes avec des intérêts totalement opposés et contradictoires. Ce que Marx appelle les rapports de production. En privilégiant l'abolition de Maastricht sans y joindre la lutte anticapitaliste, on laisse entendre qu'il puisse y avoir une solution dans le système une fois le verrou Maastricht sauté. De plus les camarades craignent qu'en mettant comme préalable l'abolition de Maastricht, on exonère trop facilement le gouvernement français comme représentant du patronat français. Cela pose le problème de la lutte contre la bourgeoisie nationale. On ne peut pas vouloir garder le cadre de la Nation comme cadre d'organisation et de reconnaissance de la classe et ne pas combattre la bourgeoisie nationale contre laquelle le prolétariat français s'est organisé et a conquis un certain nombre d'acquis que d'ailleurs cette bourgeoisie nationale lui dispute aujourd'hui. »

Maastricht » qui n'est qu'une conséquence et non une fin en soi. Le fait de refuser le mot d'ordre d'« Abolition de la propriété privée des moyens de production » est, pour moi, une capitulation devant notre propre bourgeoisie. Je ne dis pas que ce n'est pas un de nos mots d'ordres mais qui le sait ??? Lisez *IO* et cherchez-le !

La goutte d'eau a été la déclaration de Schivardi à la télévision annonçant la création d'un « authentique » parti ouvrier et ensuite la lettre de Schivardi-Gluckstein, puis Lambert-Sandri, là encore je me suis exprimé sur le caractère anti-démocratique de cette décision et là encore je ne suis pas convaincu...

Pour finir, l'atomisation de l'UB Caillandre¹⁰ m'a définitivement convaincu que ce parti n'était plus le mien !

Cette période de congé m'a permis de bien réfléchir sur la situation et je ne vois aucune possibilité de continuer à militer au CCI ou au PT et encore moins dans le fameux « authentique » POI avec de tels désaccords (et encore, je n'ai fait qu'un très rapide résumé).

Ne pouvant me résoudre à ne plus militer du tout, j'ai épluché les programmes des divers partis et groupes d'extrême gauche et la conclusion que j'en ai tirée c'est que l'on réfléchit beaucoup mieux avec sa propre tête qu'avec la tête d'un autre, en clair j'ai apprécié de me faire ma propre opinion sur la LCR, LO et les divers groupes trotskystes.

J'ai donc rencontré à plusieurs reprises les militants du Groupe CRI (Communiste Révolutionnaire Internationaliste, pour ceux qui ont Internet : <http://groupecri.free.fr>), ce sont des jeunes « anciens » du CCI que Gluckstein connaît bien, et j'ai décidé de les rejoindre.

Voilà, je pense jouer franc jeu avec vous et j'espère que les militants du CCI ne se comporteront pas comme les staliniens lorsque j'ai quitté le PCF, j'ai des désaccords politiques avec le CCI mais je reste un trotskyste et un communiste **convaincu**.

Fraternellement.

L.

¹⁰ L'UB Caillandre a été dissoute par la direction du CCI et ses militants dispersés dans les autres UB du département...

⁵ CCI : le Courant Communiste Internationaliste est l'un des quatre courants du PT, il rassemble les trotskystes et est nettement majoritaire.

⁶ Fraction métal⁶ : rassemblement de militants d'une même corporation, en l'occurrence des métallurgistes, qui permet de discuter spécifiquement des interventions centralisées dans les entreprises. Ces « fractions » n'ont pas d'existence statutaire dans le CCI, mais elles peuvent être créées ponctuellement pour répondre aux besoins des militants.

CHEZ ORPÉA-CLINÉA, ON VEUT LIQUIDER LES ORGANISATIONS SYNDICALES (Contribution d'un militant CGT)

À la suite de l'échec de la négociation des protocoles d'accords préélectorales du mois de mai 2006, un véritable bras de fer s'est engagé entre la fédération FO-Santé, l'UFSP-CGT et la direction du personnel du groupe Orpéa-Clinéa. Le discours de la direction du personnel était alors en accord avec sa stratégie : maintenir coûte que coûte une centralisation des institutions représentatives du personnel. Face à l'échec de la négociation, la direction départementale du travail de Nanterre ordonnait le 16 octobre 2006 la mise en place de quatre Comités d'établissement recouvrant l'ensemble du territoire français. La stratégie de centralisation des institutions représentatives du personnel est inhérente à ce genre d'entreprises privées. Les organisations syndicales, au même titre que les infections nosocomiales, font partie des risques qui doivent être maîtrisés. Le marché de la vieillesse et celui de la santé sont devenus des secteurs hyper-compétitifs. Pour progresser dans ce secteur, les dirigeants du groupe Orpéa-Clinéa doivent se construire une image respectable tout en maintenant des conditions de travail et des salaires inacceptables pour la grande majorité des salariés.

Pour résoudre cette équation, il n'existe que deux solutions : domestiquer les syndicats ou les éradiquer purement et simplement. La domestication des syndicats passe par une limitation de leur représentation au sein du groupe. Ainsi la direction du personnel privilégie l'émergence de délégués syndicaux centraux tout en menant un combat farouche contre la désignation de délégués syndicaux de site. Toute désignation d'un délégué syndical de site est immédiatement contestée par la direction du groupe devant le tribunal d'instance. Un Comité d'entreprise unique, un CHSCT unique et un seul représentant syndical par organisation : tel est le schéma idéal que la direction du groupe Orpéa-Clinéa voulait conserver.

La décision de la direction départementale du travail de Nanterre a été un coup très dur pour la direction

du groupe Orpéa-Clinéa ; la nécessité de reconnaître l'existence de huit établissements distincts au sein du groupe (quatre pour la partie « maison de retraite » et quatre pour la partie « clinique ») a fait éclater le dispositif de « contrôle social » mis en place durant la période antérieure. La fonction d'alibi social que jouait la fédération FO-Santé s'est écroulée sous le poids de ses propres contradictions. Du même coup, c'est toute une stratégie syndicale privilégiant le syndicalisme d'entreprise qui s'est effondrée. Un délégué syndical central, des militants fantômes et une direction d'entreprise qui chapeaute le tout : la domestication des syndicats est assurée.

Toutefois la vie est faite de contradictions qui, à certains moments, peuvent faire basculer des empires. Dès lors que la fédération FO santé reprenait son indépendance vis-à-vis de la direction du groupe, il ne s'agissait plus de domestiquer les syndicats mais de les faire disparaître de l'entreprise.

La décision de la direction départementale du travail de Nanterre étant exécutoire, la direction de l'entreprise est contrainte d'organiser des élections selon le schéma établi. Dans le même temps, elle dépose un recours devant le ministère afin de faire annuler cette décision. Elle recrute alors les services des anciens délégués Force ouvrière et elle met en avant ses propres listes dans le but d'éradiquer purement et simplement les organisations syndicales de l'entreprise.

Le dispositif est impressionnant : déplacement des représentants de l'association mise en place pour la circonstance (avec quel argent puisque personne ne paie les vingt euros de cotisation annuelle ?), mise à contribution des directeurs de site afin de constituer des listes maison et organisation du sabotage du premier tour afin que les sbires de service puissent se présenter au second tour. La ficelle est grosse mais imparable. Le faible taux de syndicalisation, l'isolement des militants syndicaux sur leur site d'exploitation et les moyens dérisoires dont ils disposent ne leur

permettent pas de contrecarrer l'offensive de la direction. Ainsi, lors du premier tour des élections des représentants du personnel dans le secteur « maison de retraite », des sites entiers n'ont pas pu s'exprimer démocratiquement car les directeurs (dociles et zélés) ont purement omis d'organiser les élections. Le nombre de maisons de retraite dans lesquelles aucun suffrage ne s'est exprimé au premier tour est impressionnant. Au second tour les salariés se retournent massivement vers les listes syndicales pour lesquelles ils auraient pu voter dès le premier tour.

Dans certaines maisons de retraite, comme à « La bastide des Cayrons » à Vence, nous assistons à une véritable révolte des salariés contre ce déni de démocratie organisé par la direction.

Le but poursuivi par la direction consistait à marginaliser les organisations syndicales. La décomposition de FO l'incitait à croire que la partie était gagnée d'avance. Le résultat est exactement l'inverse. Certes, les listes Arc-en-ciel (directement organisées et soutenues par la direction du groupe) ont bénéficié de l'absence de candidats syndiqués au sein d'un grand nombre d'établissements. La proximité des candidats avec les salariés est un élément essentiel de ce genre d'élection. De fait, l'organisation des listes Arc-en-ciel par les directeurs de site a permis une présence beaucoup plus soutenue des listes mise en place par la direction. L'appui logistique des directeurs de site a permis de trouver dans chaque site des fantoches prêts à servir les intérêts de leur maître sans rechigner. Dans le même temps la direction du personnel organisait une véritable chasse aux militants syndicaux : remise en cause des mandats de délégués syndicaux, licenciement de militants syndicaux déclarés candidats (Gattière) et refus de dialoguer avec les délégués syndicaux de site. Malgré cette stratégie d'isolement, les organisations syndicales sortent renforcées de ces élections. Partout où des militants syndicaux agissent nous voyons les listes organisées par la direction se décomposer

En Bretagne, FO, la CGT et la CFDT rafflent tous les sièges au premier tour. Dans les Alpes-Maritimes, des élus indépendants (mais hostiles aux listes Arc-en-ciel) se rapprochent des organisations syndicales et font des démarches afin d'obtenir des renseignements en vue d'une éventuelle adhésion. Dans les établissements qui comptent une réelle présence de militants syndicaux, les listes soutenues par la direction sortent laminées des élections. À Vence (06) une seule élue DP suppléante (avec 7 voix) et une seule au CE.

Toutefois, les listes Arc-en-ciel ne sont qu'un aspect conjoncturel dans la stratégie du groupe. Avec ou sans Arc-en-ciel, la direction du groupe ne tolérera jamais l'existence de comités d'établissements distincts et n'acceptera jamais la décision de la direction départementale du travail de Nanterre. D'ores et déjà la direction de l'entreprise a fait appel de cette décision et entend utiliser tous les moyens mis à sa disposition par l'arsenal juridique. Ainsi, plus d'un mois après le déroulement du second tour des élections au sein de la partie « maison de retraite », la direction n'a toujours pas convoqué le CE afin de lui permettre d'avoir une existence réelle.

La direction détourne l'esprit de la loi afin de prouver que l'existence des comités d'établissements distincts (reconnue par la direction

départementale du travail de Nanterre) n'est pas gérable au niveau de l'entreprise. Ainsi, l'article L 434-3 du Code du travail précise : « *Le comité (d'entreprise) se réunit au moins une fois par mois sur convocation du chef d'entreprise ou de son représentant...* ». Quand on sait que le principal argument de la direction d'Orpéa-Clinéa contre la décision de la direction départementale du travail de Nanterre est précisément l'absence de pouvoir de décision des directeurs de site et des directeurs divisionnaires, on comprend vite que nous sommes en présence d'un véritable sabotage concernant les élections des représentants du personnel au CE. En cas de contestation par les élus de cette absence de convocation, on entend déjà le directeur du personnel nous ressortir toute sa vieille litanie sur l'absence de pouvoir des directeurs de site et des directeurs divisionnaires. La désignation des membres du CHSCT par un comité d'établissement fantôme est une supercherie de plus que met en place la direction du personnel afin de saboter toute possibilité d'existence des institutions représentatives du personnel au niveau des établissements reconnus par la DDTFP de Nanterre.

Que devons-nous faire ?

La question doit être expurgée de tous les artifices. Nous sommes dans une situation où l'on sait que la

direction d'Orpéa-Clinéa va tout faire pour rendre impossible le fonctionnement normal des institutions représentatives du personnel. Une contestation de notre part équivaudrait à argumenter la plaidoirie du directeur du personnel contre la décision de la direction départementale du travail de Nanterre. En même temps nous ne pouvons accepter de voir la direction de l'entreprise saboter les institutions représentatives du personnel.

Dans un premier temps, nous devons dénoncer clairement devant les salariés le sabotage organisé par la direction. Organiser une riposte légale en interpellant la direction départementale du travail afin qu'elle veille à l'application de ses propres décisions. Informer les salariés qu'un retour en arrière équivaudrait à museler les organisations syndicales et à laisser le champ libre à la direction et à ses sbires

L'objectif de la direction est de plus en plus claire : avec le sabotage des élections au premier tour, avec la constitution des listes Arc-en-ciel et le sabotage des institutions représentatives du personnel au second tour, la direction du groupe Orpéa-Clinéa veut en finir avec les organisations syndicales et principalement avec la CGT.

Nous devons riposter au plus vite !

Un militant CGT

TRIBUNE LIBRE

CONTRIBUTION D'UN MILITANT CGT DE PSA-MULHOUSE AU FORUM DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE

Nous publions ici une contribution rédigée par Vincent Duse, militant CGT à PSA-Mulhouse, pour le Forum du syndicalisme de classe et de masse du 26 mai dernier, auquel il n'avait pu participer.

« Salut les camarades,

Ne pouvant pas assister au Forum, je vous adresse une contribution écrite forcément limitée pour des raisons liées au manque de temps. Les échanges entre toutes les composantes des collectifs et des syndicats qui ont de vrais désirs de lutter contre le capital, lors de cette réunion, en appelleront d'autres.

La situation des travailleurs du groupe PSA et les attaques de Streiff

Depuis de nombreuses années le groupe PSA accumule des profits colossaux en exploitant plus de 200 000 salariés. La situation de l'entreprise n'est pas au bord du gouffre bien au contraire. Avec plus de 9 milliards sur la seule période 1998-2004 et dans le cadre de la propagande patronale, ils nous disent qu'il faut encore se serrer la ceinture pour que la boîte se porte mieux, comprenez : qu'elle fasse encore plus de pognon sur notre dos avec la collaboration des autres organisations syndicales qui

avalisent tous les plans d'austérité. Les postes supprimés sont légions dans les usines du groupe PSA, tandis que les gains de productivité ont atteint plus de 13 %. Avec la chasse au temps mort, plus de temps pour récupérer entre deux trajets en voiture. La dégradation des conditions de travail est catastrophique, il suffit de regarder de plus près le nombre de maladies de courte durée, qui a littéralement explosé sur le site de Mulhouse, et les maladies professionnelles également. Et pour cause : la production a augmenté de plus de 65 % entre 1998 et 2004, avec un effectif des sites toujours revu à la baisse. Tout cela pour que les actionnaires puissent s'en

mettre plein les poches. L'assemblée des actionnaires qui s'est tenue le 23 mai 2007 à Paris est significative de la volonté de STREIFF de faire trinquer encore la classe ouvrière.

Avec le versement de 317 millions d'euros de dividendes pour la période la plus mauvaise de l'entreprise (2005), les salariés ont vu leur intéressement baisser de moitié mais pas les dividendes aux actionnaires (à elle seule la famille Peugeot a touché 95 millions) : 317 millions soit l'équivalent de 1 500 euros pour chacun des 200 000 salariés du groupe PSA. D'autres gros actionnaires comme les banques ont touché le pactole également.

En début d'année la direction versait des larmes de crocodile en annonçant qu'il y avait seulement 176 millions d'euros de bénéfices en 2006. Ils ont oublié un peu vite la fermeture de l'usine de Ryton en Angleterre qui a coûté la somme de 220 millions d'euros. Et ils vont remettre cela pour cette année avec le rachat d'1 milliard d'actions et faire monter le cours de l'action à 65 euros. Des stock-options à la pelle seront distribués aux dirigeants de l'entreprise pour un montant de 2,5 milliards. Oui, il n'y a pas à dire, ça va vraiment très mal pour PSA !

Mais il y a eu aussi des luttes comme celle d'Aulnay avec 5 semaines de grève pour une augmentation de 300 euros, l'embauche de tous les précaires qui sont très nombreux et qui sont les premiers à faire les frais des restructurations du groupe PSA par des licenciements massifs, un plan de départ pour les anciens qui sont usés et que les patrons et le gouvernement veulent continuer à faire bosser. Même si la lutte n'a pas été élargie à tout le groupe PSA malgré une proposition du syndicat Peugeot Mulhouse, c'est une occasion perdue mais ça a donné confiance aux ouvriers d'Aulnay qui ont démontré que le lion peut être vaincu par la grève.

Les salariés de la sous-traitance sous la menace de plan de licenciements massif

En effet si un plan d'austérité est mis en place, ce qu'on appelle les donneurs d'ordre que sont les grands groupes Peugeot et Renault vont, dans le cadre du plan Streiff, mettre les boîtes en concurrence pour arracher les marchés.

Pourtant la résistance s'organise dans le cadre de collectif automobile CGT dans le Haut-Rhin mais

également ailleurs en France. Ce qui manque le plus c'est un vrai pôle revendicatif de lutte anticapitaliste et qui ne porte pas seulement dans certaines boîtes ces revendications mais partout sur le territoire. Voilà tout l'objectif de cette réunion de constitution d'une forme d'associationnisme prolétarien.

La nécessité de l'organisation pour faire échec au capital

Il est plus que nécessaire de se regrouper dans ce but. Même si nous avons des différences en terme de sensibilité politique, ce qui doit nous animer c'est l'unification des luttes et leur convergence. Les centrales syndicales qui veulent négocier avec le gouvernement Sarkozy pour faire la peau au prolétariat ont déjà trahi et c'est aussi une des raisons du manque d'intérêt des ouvriers pour les organisations syndicales. Ce qu'elles ne font pas, nous devons le construire ensemble sur des bases de classe. Il faut définir collectivement les repères revendicatifs.

Vincent Duse

COMMUNIQUÉ SYNDICAL SUITE AU SUICIDE D'UN SALARIÉ DE PSA-MULHOUSE

LA CGT DU SITE DE PEUGEOT MULHOUSE SCANDALISÉE PAR LA COMMUNICATION FAITE PAR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU GROUPE

« Le 16 juillet un salarié de l'usine de montage se suicide sur son lieu de travail. Ce drame a choqué tous les salariés du site de Mulhouse et porte le nombre de suicides à cinq depuis le début de l'année.

Tous ces suicides auraient justifié une enquête approfondie de la part de la direction sur la souffrance au travail. À ce jour rien n'a été réalisé, au contraire, la direction botte en touche en se limitant à un numéro vert et une cellule de veille, sans jamais aborder les questions d'intensification des charges de travail, des pressions sur les salariés malades donc affaiblis et du harcèlement des salariés pour être toujours plus performants.

Une enquête éclair pour dédouaner PSA de sa responsabilité d'employeur

Le 16 juillet le salarié se suicide sur son lieu de travail, ce qui constitue un accident mortel du travail, comme le prévoit l'article de loi L 411-1 : « *Est considéré comme accident du travail, quelle qu'en soit la cause, l'accident survenu par le fait du travail* ».

Depuis 2002, de nombreux arrêts de la Cour de Cassation ont précisé la définition de l'accident du travail : « *Pour toutes lésions physiques ou psychiques survenues à l'occasion du travail, la présomption d'origine professionnelle est de droit* ».

Le 18 juillet, deux jours plus tard, la direction annonce que l'enquête de gendarmerie a conduit à un suicide d'ordre privé, sans aucune enquête de fond sur les conditions de travail de la CNAM, spécialiste de ces problèmes.

Aujourd'hui, la position de PSA est de tout mettre sur le caractère privé

sans jamais remettre en cause l'organisation du travail et les cadences infernales que subissent les salariés, avec les suppressions de postes qui ont lieu depuis plusieurs années pour augmenter les profits au détriment de la santé et la vie des salariés.

Un seul responsable : PSA.

La CGT ne peut se satisfaire d'une enquête de gendarmerie vite bouclée pour que PSA n'assume pas la responsabilité des suicides sur le site de Mulhouse. D'ailleurs, l'enquête sur le suicide [commis dans l'atelier] de mécanique est toujours en cours et comme par hasard, la direction ne communique pas.

Le message de la direction générale est très significatif de l'état d'esprit de PSA où Monsieur Jean-Luc

Vergne, DRH du groupe PSA, met en avant « *la politique active d'amélioration des conditions de travail et une priorité absolue accordée à la sécurité au travail* », et rappelle également les mesures pour aider les salariés en détresse par des psychologues et les cellules de veille.

Mais pas un mot sur les actions que compte mettre en place la direction pour soulager les postes de travail, l'embauche de jeunes, la fin des lettres d'intimidation envers les salariés malades et la remise en cause des

nouvelles méthodes de travail qui détruisent physiquement et psychologiquement les salariés au travail.

La CGT Peugeot Mulhouse exige un plan d'urgence :

• **Un audit sur les conditions de travail de la part de la CNAM avec un intervenant extérieur indépendant.**

• **Des créations de postes pour faire baisser l'intensification des charges de travail.**

• **Le départ des anciens usés par des années de travail dès 55 ans et l'embauche massive de jeunes.**

• **L'arrêt total des pressions sur les salariés malades et la fin de tout harcèlement.**

La CGT ne peut accepter que l'on perde la vie à vouloir la gagner. »

**Pour le syndicat CGT
PSA-Mulhouse,
Vincent Duse**

SYNDICALISME ÉTUDIANT

LA FSE A TENU SON CONGRÈS NATIONAL ET PRÉPARE LA LUTTE CONTRE LA LOI PÉCRESSÉ

La Fédération Syndicale Étudiante, syndicat dans lequel les militants étudiants du Groupe CRI interviennent, a tenu son cinquième congrès les 28, 29 et 30 juin derniers.

Le syndicat a validé l'intégration d'une nouvelle section à Amiens et constaté à la fois que certaines sections progressent et que d'autres stagnent, voire périssent. La forte mobilité des étudiants, la crise profonde du syndicalisme étudiant, la division largement artificielle des syndicats étudiants de lutte et la taille modeste de la FSE sont autant de facteurs qui limitent le développement de celle-ci.

Cependant, la participation de la FSE au premier Forum du syndicalisme de classe et de masse, l'adoption de la résolution qui en est sortie, la décision de participer à l'organisation du deuxième forum national et au forum décentralisé du Sud-Ouest, montrent le souci constant des militants de défendre une ligne de lutte de classe et de renforcer les initiatives qui visent à l'unité du syndicalisme de lutte.

Les délégués ont analysé la loi de la ministre Valérie Pécresse relative aux universités comme une aggravation décisive de la soumission de l'enseignement supérieur au capitalisme. Cette loi est dénoncée comme telle et non simplement parce qu'elle est passée en force, sans « concertation », ou comme anti-démocratique parce que renforçant le pouvoir des présidents d'universités ou de leurs conseils d'administration...

Fidèles à leur volonté d'expliquer clairement la loi aux étudiants et à une certaine rigueur théorique, les délégués ont voulu à la fois examiner de près tous les aspects du texte et expliquer le cadre général des réformes universitaires et leur intérêt pour le patronat.

Afin de préparer au mieux la mobilisation pour la rentrée, la FSE n'a pas voulu attendre : elle a appelé à une première intersyndicale pour le 10 juillet. Mais seuls Sud-Étudiant et la FSEUL sont venus, et finalement, malgré sa volonté d'appeler à des rassemblements dès l'ouverture des discussions à l'Assemblée nationale le 22 juillet, la FSE s'est retrouvée isolée.

Cependant, le 8 septembre, le Collectif national de la FSE a confirmé et précisé le calendrier proposé par le congrès. Pour la préparation de la rentrée, une intersyndicale était prévue mi-septembre ; elle a été confirmée par une réunion inter-organisations tenue le 5 septembre à l'initiative de militants de la TUUD (tendance oppositionnelle de gauche dans l'UNEF, où militent notamment les JCR).

Cette intersyndicale sera composée d'organisations de jeunesse, bien que la FSE ait insisté pour que soient invitées les organisations de salariés. Le principe d'une seconde réunion inter-organisations, avec les salariés cette fois, a été adopté. Les représentants de la FSE sont mandatés pour proposer de constituer le front le

plus large possible des organisations qui affirment vouloir obtenir l'abrogation de cette loi.

La FSE propose un calendrier précis avec une journée nationale de mobilisation mi-octobre, suivie d'une coordination nationale regroupant des délégués des premières Assemblées Générales. Cette proposition a en effet comme intérêt de réunir immédiatement les conditions d'une mobilisation nationale auto-organisée. Il s'agit de renouer au plus tôt avec les méthodes qui ont permis le succès de la mobilisation contre le CPE et la LEC au printemps 2006, et de tenter de se prémunir contre les bureaucrates de l'Unef ou autres, qui soutiennent aujourd'hui la loi Pécresse.

Pour autant, rien n'est garanti, et la FSE elle-même doit tenter de se préparer au mouvement. Le bilan du mouvement de 2006 montre qu'il faut renoncer à un formalisme excessif qui empêche par exemple les militants FSE de se réunir sur les mêmes lieux qu'une coordination. Le gouvernement, le patronat et la bureaucratie syndicale agissent d'une façon centralisée. Si les militants et les étudiants combattifs se contentent d'agir à l'échelle locale, ils ne peuvent qu'être défaits. Pour vaincre, il est nécessaire qu'ils centralisent eux-mêmes, démocratiquement, leur action à l'échelle nationale.

Paul Lanvin

CONTRIBUTION À L'ANALYSE DE LA « CRISE FINANCIÈRE » DE L'ÉTÉ

Cet article vise à expliquer quelques mécanismes qui permettent de comprendre le déroulement de la « crise financière » du mois d'août. Pour cela, nous reviendrons sur la nature de la monnaie et les mécanismes du marché monétaire. Il s'agit de tordre le cou aux idées toutes faites, en premier lieu les préjugés populistes véhiculés par les trois principales organisations d'extrême gauche (LCR, LO, PT). Armés de ces quelques rappels, nous étudierons brièvement le déroulement de la « crise » d'août 2007.

Quelques précisions sur la monnaie et le marché monétaire

Pourquoi les banques commerciales ont-elles besoin de « liquidités » ?

Ce sont les banques commerciales qui créent l'essentiel de la monnaie. En effet, quand une banque vous accorde un crédit, elle crée de la monnaie par une simple opération comptable : à son actif figure la créance qu'elle détient sur vous (ce que vous devez lui rembourser), à son passif figure le compte en banque que vous pouvez utiliser comme moyen de paiement. Par ce mécanisme, ce sont les crédits qui font les dépôts, et non l'inverse : la banque ne vous prête pas de la monnaie à partir de la monnaie qu'elle détient au préalable (dépôts de ses clients). Elle vous prête de l'argent qu'elle « crée » dans le même mouvement¹¹. La monnaie créée par les banques commerciales est de la monnaie « scripturale »¹² : elle n'est pas matérialisée dans un objet physique, mais elle n'en est pas moins réelle.

Puisque les banques commerciales ont le pouvoir, d'un trait de plume, de

¹¹ En augmentant le stock de monnaie dans l'économie, on ne crée pas de valeur supplémentaire (la valeur est créée uniquement par les travailleurs).

¹² Même si beaucoup de choses ont changé (formes de la monnaie, fonctionnement des marchés, etc.), l'analyse de Marx reste largement pertinente (cf. en particulier la 5^e section du livre III du *Capital*).

créer aussi facilement de la monnaie, il faut bien qu'il existe un frein à ce pouvoir de création. Ce frein est le manque de « liquidités » : plus les banques commerciales accordent des crédits, plus elles ont besoin de « liquidités ». Comme c'est la Banque Centrale qui crée ces « liquidités », elle peut par cet outil réguler la création monétaire des banques commerciales en fonction des besoins du capital en général à un moment donné.

Les « liquidités » sont donc la « monnaie centrale », c'est-à-dire la monnaie créée par la Banque Centrale. Cette « monnaie centrale » prend deux formes selon qu'elle est conservée à la Banque Centrale ou injectée dans l'économie : les comptes des banques commerciales à la Banque Centrale et les billets (quand les banques commerciales débitent leur compte à la Banque Centrale pour l'injecter dans l'économie). Les banques commerciales ont besoin de cette « monnaie centrale » pour essentiellement deux types d'opérations¹³ : les règlements qu'elles font aux autres banques et surtout les retraits au guichet de billets de ses clients. En effet, même si la part des billets dans la masse monétaire ne cesse de diminuer (avec le développement du paiement par chèque ou par cartes de paiement)¹⁴, ils n'ont pas disparu de la circulation et nous les utilisons pour nos dépenses quotidiennes.

¹³ Auxquelles il faut ajouter, dans certains pays (comme dans l'Union Européenne actuellement), l'obligation légale pour les banques commerciales de disposer d'un montant minimum sur leur compte à la Banque Centrale (pas ou peu rémunéré selon les pays) en proportion des crédits qu'elles allouent : c'est ce qu'on appelle les « réserves obligatoires » (un des outils utilisés par la Banque Centrale pour contrôler la création monétaire des banques commerciales).

¹⁴ On comprend aussi pourquoi les banques commerciales ont intérêt à inciter leurs clients à ne pas payer en liquide. En effet, plus les clients utilisent les billets comme moyens de paiement, plus les banques commerciales doivent s'en procurer (et ce n'est pas gratuit pour elles, comme nous allons le voir) auprès de la Banque Centrale.

Comment les banques commerciales se procurent les « liquidités » dont elles ont besoin

Sans rentrer dans les détails du fonctionnement des marchés, il est nécessaire de comprendre les mécanismes élémentaires qui permettent aux banques de disposer de « liquidités ». Les banques commerciales se fournissent en liquidités sur le marché monétaire¹⁵ auprès d'autres banques commerciales (celles qui ont un excès de liquidités) et auprès de la Banque Centrale. Pour obtenir ces liquidités, les banques vendent des actifs non monétaires (on parle alors de monétisation des créances, c'est-à-dire la transformation des créances non monétaires en monnaie) ou elles empruntent (en mettant en pension des actifs comme « gage » de leur emprunt).

En dernière instance, les banques commerciales achètent ou empruntent leurs liquidités — on dit aussi qu'elles se « refinancent » — auprès de la Banque Centrale, car celle-ci a le monopole de la création de la denrée rare (la monnaie centrale) qui est échangée sur le marché monétaire. La plupart des commentateurs ne font pas la différence entre achats et emprunts. Marx nous rappelle pourtant la « grande différence entre l'emprunt et l'escompte, celui-ci n'étant que la simple conversion des créances d'une forme dans une autre, ou en monnaie réelle »¹⁶.

Quand les banques commerciales achètent leurs liquidités, elles monétisent une créance non monétaire : elles échangent un titre qu'elles détiennent contre de la monnaie. Illustrons-le avec la procédure du « réescompte »¹⁷. Une traite est une promesse de paiement à

¹⁵ En fait, le marché monétaire comprend principalement deux départements : le marché interbancaire, où n'interviennent que les banques, et le marché des titres de créances négociables, qui est ouvert aux entreprises non financières.

¹⁶ Le *Capital*, Livre III, section 5, Éditions Gallimard, « La Pléiade », tome II, 1968, p.1171.

¹⁷ Procédure qui n'est plus utilisée aujourd'hui car c'était une transaction « hors marché » ; désormais, la Banque Centrale intervient sur le marché monétaire, mais le mécanisme est le même.

échéance ; pour pouvoir disposer d'un paiement immédiat, une entreprise créancière se tourne vers une banque commerciale : celle-ci récupère la traite et verse en contrepartie de la monnaie aux entreprises créancières. Le même type d'échange s'opère ensuite entre les banques commerciales et la Banque Centrale : les banques commerciales cèdent la traite à la Banque centrale contre de la monnaie centrale. On parle de « réescompte », car une traite déjà escomptée (vendue) une fois est escomptée une seconde fois. Bref, ce que la Banque centrale fait avec les banques commerciales (en leur fournissant de la monnaie centrale), les banques commerciales le font avec les entreprises quand elles escomptent une traite (en leur fournissant de la monnaie scripturale). La Banque Centrale est au sens propre la « banque des banques ».

En revanche, quand les banques commerciales empruntent de la monnaie centrale (cas le plus fréquent aujourd'hui), elles ne vendent pas des titres. Elles mettent en pension leurs titres comme promesse de remboursement. Souvent, les emprunts se font à très court terme (une journée), les banques remboursant leur emprunt avec un petit supplément (le taux d'intérêt monétaire, le « coût de l'argent »).

Concrètement, la procédure utilisée par la Banque Centrale Européenne pour « injecter », en grande quantité, des liquidités sur le marché monétaire, est la « procédure d'appel d'offre » : après avoir demandé aux banques à quel taux elles seraient prêtes à emprunter et pour quel montant, elle fixe le taux d'appel d'offre¹⁸ et sert à ce taux toutes les banques qui ont fait des demandes d'emprunt à des taux supérieurs. La BCE décide ainsi de la quantité de monnaie qu'elle met en circulation, en fonction de ses objectifs (taux d'inflation, croissance, etc.). Il faut donc bien comprendre que, au mois d'août, la BCE a utilisé la procédure ordinaire, mais à un rythme

¹⁸ C'est le principal « taux directeur » de la Banque Centrale, le taux plancher du marché monétaire. On parle de « taux directeur », car le taux auquel la Banque Centrale prête de l'argent aux banques commerciales oriente les taux auxquels les différentes banques prêtent de l'argent aux particuliers comme aux entreprises. Hors procédures d'appels d'offre, les banques commerciales peuvent tout de même se refinancer, mais à des taux supérieurs.

accélééré. Ces opérations sont d'habitude hebdomadaires, alors que, pendant la « crise », la BCE a procédé à des « appels d'offre rapides » quotidiens¹⁹. Ce que la BCE fait dans un sens (abreuver le marché de liquidités), elle peut le faire dans l'autre sens, en « asséchant » le marché : dans ce cas, elle rachète de la monnaie centrale en vendant des titres.

Marxisme ou charlatanisme réformiste : il faut choisir !

Une analyse marxiste est une analyse concrète de la situation concrète, une analyse scientifique qui doit permettre d'armer théoriquement les travailleurs dans leur lutte de classe. Or force est de constater que les principales organisations d'extrême gauche ne nous aident pas à comprendre la crise financière, en multipliant les erreurs, en martelant leur dogme sans qu'on comprenne en quoi la réalité le conforte ou non, et au final, on ne retient de ces écrits qu'une pure dénonciation morale, typiquement réformiste, de la « finance ».

Première erreur : « on donne notre argent aux banques » !

Le pompon revient indiscutablement au PT qui, dans *Informations ouvrières*, est revenu abondamment, chaque semaine du mois d'août, sur la crise financière. Le 16 août, *IO* titrait : « 150 milliards versés par la Banque centrale européenne aux spéculateurs ». Le 23 août, la « une » d'*IO* disait : « *Hôpitaux asphyxiés, école sacrifiée, Sécurité sociale pillée... pour payer les 250 milliards offerts par la BCE aux spéculateurs* ». Et Gluckstein commentait dans son éditorial : « *Quand des centaines de milliards d'euros vont renflouer les poches des spéculateurs, c'est qu'ils sont pris dans celles des travailleurs et de la jeunesse* ». Etc.

La LCR nous chante le même refrain sous la plume d'Yvan Lemaitre : « *La réponse des*

¹⁹ Ainsi la Banque Centrale Européenne a-t-elle effectué un appel d'offre extraordinaire pour la première fois lors de cette « crise » le 9 août, un jour où elle ne devait pas le faire.

gouvernements comme des banques, l'injection de liquidités, plus de 400 milliards d'euros rien que pour la Banque centrale européenne (BCE), constituent de véritables subventions d'État aux spéculateurs, que payeront les contribuables » (*Rouge* du 6 septembre, p.7).

D'une part, il ne s'agit pas d'un transfert d'argent de la poche des contributeurs à la poche des spéculateurs : la monnaie centrale est créée par la Banque Centrale. D'autre part, il ne s'agit pas d'un « cadeau » au sens strict pour les banques : soit les banques ont acheté de la monnaie centrale avec une créance non monétaire, soit elles ont emprunté de la monnaie centrale, et dans ce cas elles doivent la rembourser. Donc il est totalement mensonger de faire croire que les 150 milliards, 250 milliards, 400 milliards... effectuent un aller simple de la Banque Centrale vers les banques. Le journal *Lutte ouvrière*, sous la plume de François Duburg le 17 août, a lui aussi tout faux quand il écrit : « *Et ces "liquidités", les banques centrales ne les tirent pas de leur chapeau. Quand la Banque centrale européenne "injecte" ainsi des fonds, ceux-ci proviennent des banques centrales des différents pays et, en dernière analyse, ce sont les États qui paieront... c'est-à-dire les classes populaires, puisque la politique du gouvernement consiste à diminuer sans cesse les impôts payés par les plus riches.* » Eh bien si, justement, elles les tirent de leur chapeau ! Mettre en rapport les injections de liquidités par la BCE (comme provenance) et les impôts payés par les travailleurs (comme source) est d'une démagogie incroyable, et le « en dernière analyse » ne change rien à l'affaire.

D'ailleurs, comme la BCE injecte des liquidités par milliards chaque semaine sur le marché monétaire, le PT, la LCR et LO ne devraient pas s'arrêter en si bon chemin, mais poursuivre leur comptabilité ! Mais d'un autre côté, le PT, sous la plume de Pierre Cise (*IO* du 31 août), est bien obligé de reconnaître que ces injections sont en fait des « crédits » : difficile de nous dire alors qu'il s'agit d'un « cadeau », à moins de considérer que, quand une banque commerciale nous fait un prêt, elle nous offre un cadeau ! Même si *IO*, à mots couverts, admet que ces injections sont des prêts, il nous raconte une drôle d'histoire : l'injection de monnaie

centrale ne serait qu'une injection de « monnaie fictive » parce qu'il s'agirait d'une « écriture comptable sur le compte courant que chaque banque est obligée d'avoir auprès de la Banque centrale ». Il s'agit bien de cela dans un premier temps. Mais la banque commerciale peut bien entendu retirer de la monnaie centrale (sous forme de billets) de son compte à la BCE pour (par exemple) fournir ses clients en billets ! C'est bien pour cela qu'elle se refinance auprès de la BCE ! Pas pour bénéficier de « monnaie fictive [qui] ne sert pas aux banques à acheter quelque chose, mais à maintenir en activité la longue chaîne de crédits que les banques s'accordent les unes les autres sur le marché interbancaire », comme l'affirme Pierre Cise ! Les banques commerciales se refinancent pour pouvoir continuer à faire des crédits. Contrairement à l'histoire que nous raconte Pierre Cise, la monnaie centrale n'est pas une monnaie fictive qui se perd dans les méandres du marché interbancaire, mais la base monétaire sur laquelle repose la monnaie de crédit (monnaie émise par les banques commerciales). Les taux d'intérêt que les banques appliquent quand elles nous prêtent de l'argent dépendent des taux d'intérêt sur le marché monétaire. Si les taux d'intérêt sur le marché monétaire baissent, le « coût de l'argent » diminue pour les banques commerciales, et donc elles pourront prêter elles-mêmes de l'argent à un taux d'intérêt moins élevé (la masse des crédits augmentera de ce fait) tout en maintenant leur profit²⁰.

De façon paradoxale, les mêmes qui crient au scandale quand la BCE injecte massivement des liquidités, s'indigne que la même BCE maintienne des taux d'intérêt élevés au nom de la lutte contre l'inflation²¹ (en fait pour contrer les revendications salariales) ! Ils ne comprennent pas que pour la BCE, baisser ses taux d'intérêts revient à injecter des liquidités sur le marché. Lorsque ces démagogues se prononcent pour la

baisse des taux d'intérêt de la BCE (opposant une politique vaguement keynésienne à une politique libérale, l'une comme l'autre capitaliste), ils se prononcent donc de fait pour une injection de liquidités... Quand la BCE injecte des liquidités en temps de crise, c'est justement pour contrebalancer le fait que les banques commerciales, d'ordinaire prêteuses sur le marché interbancaire, gardent leurs liquidités. La BCE intervient alors pour empêcher la hausse des taux d'intérêt sur le marché monétaire.

On ne peut pas dire tout et son contraire. Quand le militant du PS et social-démocrate de gauche Vincent Présumey²² écrit, dans son article du 16 août : « Mais maintenir ses taux tout en injectant massivement de l'argent dans les circuits est une attitude totalement contradictoire qui si elle se prolongeait signifierait que la BCE n'a plus, à proprement parler, de politique », il nous fait croire que la Banque Centrale est doublement condamnable : d'une part, en faisant des cadeaux à la finance (les injections massives d'argent), d'autre part en maintenant ses taux élevés qui freineraient la croissance. En l'occurrence, s'il y a incohérence, elle n'est pas du côté de la BCE : celle-ci injecte massivement de l'argent pour maintenir constants les taux d'intérêt sur le marché monétaire.

Une fois ces précisions faites, il y a un débat au sein de la bourgeoisie et de ses économistes pour savoir quel taux d'intérêt doit viser la BCE, ce que nous allons examiner plus loin dans l'étude de la crise financière elle-même.

Deuxième erreur :

« la Banque centrale européenne a prouvé lors de cette crise qu'elle est à la botte des États-Unis » !

On retrouve cette deuxième erreur dans les analyses du PT comme dans les textes de Vincent Présumey. Ainsi Gluckstein affirme-t-il, dans son éditorial du 16 août : « La Banque centrale européenne, pilier majeur de l'Union européenne, joue ici pleinement son rôle en répondant au doigt et à l'œil aux exigences de la classe capitaliste et de la Réserve fédérale des États-Unis. » Il ne se

donne d'ailleurs pas la peine d'étayer, se contentant, en guise de preuve, de marteler que les institutions de l'UE en général, et la BCE en particulier, « n'ont qu'une fonction : relayer les exigences de l'impérialisme américain contre tous les travailleurs et tous les peuples ». Quant à Présumey, il affirme : « C'est l'Europe qui paye pour les États-Unis. » Pourquoi ? Parce que la BCE a injecté plus de liquidités que la Réserve Fédérale (la Fed, Banque Centrale des États-Unis).

Après nous avoir fait croire que les liquidités venaient de la poche des travailleurs, voilà maintenant qu'on nous dit qu'elles vont dans la poche des États-Uniens. En fait, elles vont tout simplement dans la poche des banques qui opèrent dans l'Union européenne ! Si la BCE avait injecté moins de liquidités, cela aurait eu pour conséquence d'augmenter les taux d'intérêt européens relativement à ceux des États-Unis. Il y a un facteur qui explique pourquoi les banques opérant dans l'Union européenne ont demandé plus de liquidités que les banques opérant aux USA : dans l'UE, les banques peuvent déposer leurs liquidités excédentaires sur leur compte à la BCE contre un intérêt de 3 %, alors qu'aux États-Unis, les comptes des banques à la Réserve Fédérale ne sont pas rémunérés. Cela permet de comprendre pourquoi il est beaucoup moins coûteux pour les banques européennes d'emprunter de la monnaie centrale à la BCE et donc pourquoi elles en ont pris tant. Mais Gluckstein et Présumey préfèrent s'auto-persuader que tout et n'importe quoi témoigne de l'inféodation des institutions de l'UE au grand capital états-unien ! Politiquement, cette présentation totalement fautive tend à faire croire, à la remorque des bourgeois français, que tous les problèmes sont dus aux « méchants » capitalistes américains, qui arnaqueraient les capitalistes européens, et par là les travailleurs européens. Elle revient donc à soutenir l'opération idéologique de la bourgeoisie française pour alimenter parmi les ouvriers l'illusion qu'ils auraient des intérêts communs avec leur propre bourgeoisie, au lieu de développer leur conscience anticapitaliste.

²⁰ Les profits des banques proviennent de la différence entre le taux auquel elles empruntent et celui auquel elles prêtent.

²¹ En effet, quand les taux d'intérêt monétaire sont élevés, le taux d'intérêt qu'appliquent les banques commerciales est lui-même élevé, ce qui limite les crédits accordés par les banques et donc la monnaie qu'elles créent.

²² Vincent Présumey a écrit une série de trois articles sur la crise financière, consultable sur son site : http://site.voila.fr/bulletin_Liaisons.

Troisième erreur : la confusion entre capital réel et capital fictif

Dans *IO* du 9 août, Jean-Pierre Raffi écrit, commentant un extrait du journal *Les Échos* sur la baisse de 1000 milliards de la valeur des actions cotées dans le monde entier : « Mille milliards de dollars ! Évanoués. Mille milliards de dollars qu'ils voudront, n'en doutons pas un instant, récupérer sur nos salaires, nos retraites, nos systèmes de protection sociale... Pas besoin de chercher ailleurs les raisons de leur acharnement, en France, à vouloir mettre la main sur les six milliards d'euros de la Sécurité sociale » (p.14).

Il est essentiel de distinguer le capital réel et le capital fictif. Décrivons rapidement le cycle du capital réel. Quand un capitaliste financier avance de l'argent au capitaliste industriel (celui qui exerce la fonction du capital dans l'entreprise en exploitant au maximum les travailleurs) par exemple en achetant une action émise par une entreprise²³, il avance un capital réel (sous forme monétaire) qui est utilisé pour acheter des moyens de production et des forces de travail. Avec ce capital réel, le capitaliste industriel produit des marchandises : le capital réel avancé (sous forme monétaire) est ainsi métamorphosé, à l'issue de la production, en capital réel sous la forme d'une marchandise, qui sera ensuite vendue et donc reconverti en capital réel monétaire.

En revanche, le marché secondaire des actions²⁴ n'est pas en rapport direct avec le cycle du capital réel. Les actions qui y sont échangées sont des titres de propriété, qui portent sur du capital réel (sans être du capital réel), et qui donnent droit à une part de la plus-value (versée sous forme de

²³ En revanche, lorsqu'un investisseur achète une action déjà émise à un autre investisseur, cela n'apporte pas d'argent à l'entreprise ; de même, la hausse des cours de son action n'apporte en elle-même pas un sou à l'entreprise pour développer la production.

²⁴ À distinguer du marché primaire, où sont émises les actions par les entreprises : ceux qui achètent les actions quand elles sont émises font une avance réelle de capital ; alors que ceux qui achètent les actions sur le marché secondaire n'avancent pas un centime de capital réel : ils s'emparent simplement d'un titre de propriété qui leur donne des droits sur la production à venir ; ils achètent du capital fictif.

dividendes) produite par les travailleurs. Le cours des actions peut augmenter sans accroissement du capital réel : comme l'écrit Suzanne de Brunhoff dans son livre magistral sur *La monnaie chez Marx*, « la circulation des titres comme marchandises boursières leur donne à tous une "valeur-capital" fictive »²⁵ ; ou encore : « Le capital de prêt, du fait même qu'il circule, prend un caractère "fictif" : le circuit du crédit, en se fermant complètement sur lui-même, s'ouvre sur un marché des créances qui échappe aux conditions de la circulation du capital. »²⁶

La sphère d'« accumulation » du capital fictif jouit donc d'une dynamique propre et d'une autonomie relative²⁷ par rapport aux conditions de l'accumulation de capital réel. Quand les cours des titres de créance (non monétaires) sur la production réelle augmentent plus vite que la valeur (monétaire) de la production, le caractère « fictif » est flagrant : la richesse financière est purement virtuelle et n'a plus de contrepartie réelle. Tant que l'offre et la demande sur le marché des actions s'équilibrent, la situation peut perdurer. Mais quand la demande fléchit et que de plus en plus de propriétaires d'actions veulent « liquider » leurs titres (c'est-à-dire les vendre pour les transformer en monnaie), pour jouir de leur pécule dans la sphère réelle, les cours des actions fléchissent. Il faut alors être parmi les premiers à vendre²⁸, pour

²⁵ S. de Brunhoff, *La Monnaie chez Marx*, Éditions sociales, 1973, p.142.

²⁶ *Ibidem*, pp.143-144.

²⁷ Le marché secondaire des actions n'est pas entièrement déconnecté du cycle du capital réel ; ainsi, la valeur des actions dépend des flux de dividendes à venir, même si la logique spéculative introduit d'autres paramètres (cf. note 17)

²⁸ Et ce sont en général les grosses fortunes ou leurs représentants qui vendent en premier, car ils sont mieux informés et conseillés, bénéficiant parfois d'informations confidentielles (quelques-uns sont pris la main dans le sac et condamnés pour « délits d'initiés »). Les autres ont alors tout intérêt à vendre très rapidement avant que les cours ne baissent trop (à moins d'avoir la patience et le pécule pour attendre que les cours remontent à nouveau). La logique des marchés financiers est telle qu'il est rationnel de se comporter de façon irrationnelle : non pas acheter des actions parce que les « fondamentaux » (les indicateurs de la production réelle) sont bons, mais parce que les autres en achètent

bénéficiaire de la surévaluation des actions dans la sphère réelle.

Toutes ces précisions invalident les affirmations de Raffi qui confond la sphère réelle et la sphère financière, additionnant et soustrayant des « milliards » (sous forme de titres dans la sphère financière et sous forme de monnaie dans la sphère réelle) dans la plus totale confusion : ce que les capitalistes ont « perdu » virtuellement dans la sphère financière, ils vont tout faire pour les « récupérer » dans la sphère réelle, nous dit-il ! On nage en plein délire. Il ne s'agit bien évidemment pas, de notre part, de nier les efforts de la bourgeoisie pour baisser la valeur de la force de travail. Mais il s'agit de comprendre que cette volonté est dictée par la nécessité de maximiser le taux de profit réel !

La « crise » financière d'août

Le déclencheur de la crise : la faillite des établissements qui distribuait les « subprimes »

Les « subprimes » sont des prêts immobiliers hypothécaires à taux variables accordés aux travailleurs états-uniens pauvres. Pour les établissements qui font ces crédits, le risque de défaut de paiement est élevé. C'est pourquoi les ménages pauvres doivent hypothéquer leur maison et s'endetter à un taux d'intérêt élevé et variable pour pouvoir bénéficier des crédits.

Tant que les taux d'intérêt bancaires étaient bas, les travailleurs pauvres parvenaient à payer leurs traites. De plus, la bulle immobilière faisait que les établissements à subprimes réalisaient de juteux profits quand ils mettaient en vente les maisons des ménages en faillite personnelle.

Mais, depuis trois ans, les salaires stagnent et les taux de la Réserve Fédérale (répercutés par les banques dans leurs prêts à taux variables indexés sur ceux de la Fed) sont passés d'environ 1-2 % en 2003 à 6 % aujourd'hui. D'où la multiplication des faillites personnelles. Des centaines de milliers de maisons de travailleurs

aussi, ce qui fait monter les cours. L'art de l'as de la finance est de vendre en premier, à condition bien sûr d'être suivi !

ruinés²⁹ sont alors mises en vente, ce qui contribue à faire baisser les prix immobiliers. L'éclatement de la bulle immobilière fait que les établissements à subprimes se remboursent de moins en moins des crédits que les ménages ne peuvent plus payer par la vente de leur maison hypothéquée. D'où une cascade de faillites parmi ces établissements spécialisés dans ce type de crédits.

Comment une crise localisée devient une crise générale des marchés financiers

On aurait pu croire que la crise ne toucherait que les établissements offrant des subprimes. Mais en fait, la crise s'est étendue à l'ensemble des valeurs boursières, en premier lieu aux grandes banques. En effet, les établissements à subprimes se sont débarrassés d'une partie de leurs crédits en les revendant sous forme de titres sur le marché financier : c'est ce qu'on appelle la « titrisation » des créances³⁰ à risques afin de mutualiser le risque (de le faire partager par d'autres établissements). Pour compliquer le tout, les subprimes ont été en fait regroupées avec d'autres créances sur les mêmes titres. Ces titres, très bien notés par les agences de notation³¹, ont été achetés par les banques du monde entier, comme la banque IKB en Allemagne (qui a annoncé de grosses pertes le 2 août, suite à ses engagements dans le marché des subprimes) ou encore la banque BNP-Paribas. Celle-ci a annoncé jeudi 9 août la suspension temporaire³² de la cotation de trois de ses fonds. Sept jours auparavant, le

²⁹ Des économistes estiment à 2 millions le nombre de familles états-uniennes qui perdront d'ici la fin 2008 leur maison suite à leur impossibilité de rembourser leur prêt hypothécaire.

³⁰ Dans ce cas, les organismes qui avaient accordé les prêts « subprimes » ne se chargent plus, moyennant une commission, que de recouvrer les mensualités.

³¹ Ces agences, formellement indépendantes, sont payées par ceux qui émettent les titres ! Les agences de notation sont régulièrement mises en cause, comme lors de la faillite d'Enron en 2001. Régulièrement aussi, les politiciens bourgeois roulent des épaules et parlent de « transparence », de « réformes », mais rien ne peut changer à l'époque où triomphe le capital financier.

³² Suspension pour éviter une dégringolade vertigineuse des titres de ces fonds.

directeur général de cette banque affirmait qu'elle n'était pas exposée au risque des subprimes...

Ces événements illustrent la complexité, l'opacité et la pourriture des marchés financiers, où le mensonge est la règle. D'où les phénomènes de panique quand une grande société annonce des pertes : comme personne ne sait exactement qui possède quoi, tout le monde doute de tout le monde, les banques qui en ont gardent leurs liquidités et les acteurs du marché financier ont tendance à vendre des actions et à acheter des valeurs refuges (bons du trésor, etc.). Lors de la crise asiatique de 1997, les capitaux avaient reflué vers les États-Unis et l'Europe, alimentant la spectaculaire hausse des cours boursiers dans ces zones à la fin des années 1990. Mais aujourd'hui, la crise a éclaté au cœur même de l'impérialisme...

Vendredi 10 août, la crise s'est accélérée, les taux d'intérêt sur le marché interbancaire ont brusquement augmenté (les banques ayant des liquidités ont refusé de les prêter), ce qui a entraîné l'injection massive de liquidités de la part des Banques Centrales, pour stabiliser les taux et calmer (provisoirement) les marchés financiers. Au cours du mois d'août, les marchés boursiers européens et états-uniens ont baissé d'environ 5 %. Si la situation devait en rester là, cela constituerait finalement une correction modérée. En France, par exemple, le CAC 40 (indice boursier de référence) est passé de 6 000 points fin juillet à 5 500 points (mi-septembre, soit *grosso modo* son niveau de début de l'année). La hausse importante intervenue depuis mars 2003 (où le CAC 40 était à 2 400 points) est donc très loin d'être effacée : il s'agit à ce stade d'une petite correction. Cela n'a pour le moment rien à voir encore avec la correction sévère du début des années 2000, où le CAC 40 était passé de 6 900 à 2 400 points entre septembre 2000 et mars 2003, corrigeant entièrement la hausse spectaculaire de 1997-2000, où le CAC 40 était passé de 2 000 à 6 900 points.

Retour au calme... en attendant la grosse crise financière et économique aux États-Unis ?

Cependant, la question que tout le monde se pose est la suivante : s'agit-

il d'une péripétie financière, d'un petit krach sans conséquence ou du signe annonciateur d'une grave crise économique ? Et dans ce cas, quels pays seront en priorité touchés par cette crise économique ?

Au sein de la bourgeoisie, il y a un débat sur ce que doivent faire les Banques Centrales, en particulier la Réserve Fédérale des États-Unis. D'un côté, l'injection massive de liquidités permet de juguler à court terme la crise, d'éviter la hausse des taux d'intérêt et donc la restriction du crédit et la baisse des marchés boursiers et immobiliers, qui auraient des conséquences sur l'économie réelle³³. D'un autre côté, c'est reculer pour mieux sauter. Du point de vue de la bourgeoisie, ne vaudrait-il pas mieux injecter moins de liquidités, provoquer quelques faillites (qui serviraient d'exemples), plutôt que de continuer la fuite en avant ?

La question se pose d'abord aux États-Unis. Dans un prochain numéro du CRI des travailleurs, nous verrons que la situation économique des États-Unis est particulièrement critique : déséquilibres extérieurs abyssaux, endettement gigantesque, etc. Nous montrerons que la fuite en avant a été permise jusqu'à maintenant par l'hégémonie du capital états-unien et le statut de « monnaie internationale » du dollar – et que cette position est aujourd'hui menacée par la concurrence inter-impérialiste. L'éclatement de la bulle immobilière (qui a déjà commencé) et la baisse probable du marché boursier auront un impact important sur l'économie réelle aux États-Unis et par là même (de façon différenciée) dans le monde entier. Cela accélérera la reconfiguration du rapport de force international entre impérialismes.

Gaston Lefranc

³³ La consommation des ménages états-uniens est alimentée par leur endettement, qui lui-même est permis par le gonflement de leur richesse virtuelle (portefeuille d'actions, valeur de l'immobilier). Si les marchés immobiliers et boursiers s'effondrent, cela aura donc des conséquences sur la consommation et sur leur capacité à s'endetter. Ces conséquences ont été observées en 2001 et 2002 aux États-Unis, suite à la baisse spectaculaire du marché boursier (qui succédait à une hausse toute aussi spectaculaire).

BANDITS IMPÉRIALISTES, HORS D'AFGHANISTAN ! RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES !

Le Groupe CRI soutient et publie ici l'appel reçu de la Gauche radicale d'Afghanistan qui, dans des conditions extrêmement difficiles, combattent l'occupation de ce pays par les impérialistes depuis l'automne 2001. Ce texte a été rédigé en relation avec des militants anti-impérialistes italiens, ce qui explique l'insistance finale sur le retrait des troupes envoyées par Rome. En tant qu'organisation de France, nous ajoutons pour notre part que nous exigeons tout particulièrement le retrait des troupes françaises, envoyées d'un commun accord, sur injonction de Bush, par Chirac et Jospin, avec la complicité objective du PCF, qui faisait alors partie du gouvernement français.

La traduction est de Frédéric Traille.

« L'OTAN conduit-elle une mission de paix ou de barbarie en Afghanistan ? »

L'impérialisme américain et ses alliés européens ont justifié leur mission criminelle et de pillage, et leur guerre en Afghanistan en tant que « mission de paix ». Ils attendent que notre peuple les remercie pour avoir eu la pitié de nous envahir, avoir fait de l'Afghanistan un pays colonial et avoir établi ici un régime fantoche qui n'a aucune détermination ni indépendance !

Plusieurs fois Karzai a demandé aux États-Unis et à l'OTAN de coordonner leurs opérations militaires avec l'armée afghane pour éviter les pertes civiles, mais personne ne lui a prêté attention, même quand il pleurnichait et se lamentait devant ses maîtres étrangers !

Tuer des civils durant chaque opération militaire est devenu un hobby pour ces occupants assoiffés de sang. Ils donnent des raisons stupides pour justifier ces crimes pendant les bombardements, en tant que partie inévitable des opérations ?!

Mais comment peuvent-ils justifier d'ouvrir le feu sur des civils après une explosion ou une attaque suicide ? Il n'y a pas de média « impartial » pour rendre compte des crimes haineux des États-Unis, de l'OTAN et de leurs régimes locaux dans les zones de guerre, seulement des médias qui

dépendent d'eux. Dans la plupart des cas, ils cachent la véritable nature de ces pertes, des destructions ainsi que la situation réelle. Ils prétendent éhontément que toutes les personnes tuées pendant ces opérations sont des Talibans, alors que même les autorités locales ne confirment pas ces affirmations et se demandent comment des femmes innocentes et des enfants peuvent être des Talibans !

Si on accepte le chiffre, donné par les représentants des États-Unis, de l'OTAN et du régime de Karzai, de 86 morts quotidiens en moyenne parmi leurs ennemis, il devient facile de comprendre la popularité et les racines de la résistance contre l'occupation. Mais la situation réelle est que la résistance contre l'occupation ne se limite plus aux Talibans. Car les occupants, par leur politique inhumaine, leurs tactiques barbares et leur comportement non-civilisé ont creusé leur propre tombe et ont fait du peuple leur « ennemi ». Le peuple d'Afghanistan a réalisé que les envahisseurs impérialistes ne lui ont rien apporté d'autre que la mort, la destruction, l'humiliation, la pauvreté, le chômage, l'instabilité, la corruption, l'exil et la mendicité. Et que toutes les douces promesses et les lois des démocraties occidentales n'étaient que des blagues amères. Maintenant, le peuple d'Afghanistan et les forces progressistes du monde entier critiquent les initiateurs de la « mission de paix » pour toutes les misères, le chaos la tragédie sanglante en Afghanistan. À côté de nombreuses réactions depuis l'intérieur ou l'extérieur de l'Afghanistan à propos des pertes quotidiennes parmi les civils, particulièrement ces trois dernières années, le nouveau ministre de l'intérieur italien M. Massimo D'Alema a dit mercredi (25 juillet 2007) que la mission séparée menée par les États-Unis en Afghanistan recouvrait la mission de l'OTAN et devait être stoppée. En parlant des pertes civiles, D'Alema a déclaré : « ce n'est pas acceptable sur le plan moral et désastreux sur le plan politique ». Auparavant, le Premier Ministre Romano Prodi n'a toutefois pas tenu compte des appels américains à ses alliés européens à fournir plus de troupes pour combattre les insurgés

dans le sud de l'Afghanistan et a soulevé des restrictions sur comment et où les soldats pouvaient combattre.

Les 24 et 25 mars 2007 se tenait une conférence internationale contre la guerre et l'occupation organisée par le Camp Anti-impérialiste à Chianciano Terme en Italie. Le camarade Hanifullah Hanif (Rahim Ramim) était invité depuis l'Afghanistan à cette conférence pour représenter le mouvement anti-occupation et de résistance révolutionnaire en Afghanistan, mais du fait du risque immédiat de détention qu'il encourt de la part du régime de Karzai, son voyage a été annulé et deux autres camarades ont rejoint la conférence à sa place.

L'Indépendente, un journal italien, a publié un article le 16 mars, écrit par M. Salvatore Dama, où il rangeait comme le gouvernement d'Afghanistan Rahim Ramim parmi les Talibans, pour assombrir son rôle indépendant et révolutionnaire et pour semer la confusion parmi les opinions publiques à propos du mouvement de résistance en Afghanistan. M. Salvatore Dama a également critiqué le camarade Leonardo Mazzei (l'organisateur de la conférence) pour avoir invité Ramim et soutenu la résistance révolutionnaire de gauche en Afghanistan contre l'occupation et contre les forces du régime fantoche de Karzai. C'est un trait commun de tous les régimes impérialistes et fascistes comme celui de Karzai que d'étiqueter leurs opposants de « rebelles » ou de « terroristes » qu'il faut traquer et tuer, afin de légitimer leur présence illégale au pouvoir ! D'un autre côté, tous les soutiens de la guerre sanglante en Afghanistan essaient de montrer au monde entier que seuls les Talibans s'opposent au régime de Karzai. Mais en fait, ils essaient de cacher le caractère populaire de la résistance contre l'occupation en Afghanistan, où les forces de gauche ont joué un rôle significatif. Il suffit de souligner les grosses manifestations anti-américaines de Jalalabad (mai 2005) et de Kabul (29 mai 2006), où plusieurs de nos militants ont été arrêtés, et certains d'entre eux comme les camarades Noor, Hanif, Nasir, Inam, Saifullah, Ezat, Farda, Safiullah,

Redwanm, Fazal Rabi... sont encore poursuivis par le « régime démocratique de Karzai », le symbole du rétablissement de la démocratie de Bush dans la région ! Cela vaut la peine de mentionner qu'il y a seulement quelques semaines, le régime a détenu un journaliste officiel (Nang), qui a touché les origines de Karzai, et mené une enquête contre lui, et qu'un autre journaliste indépendant (Mir Hazir) a été détenu et menacé pour avoir révélé la corruption de personnes de haut rang du régime.

M. Dama argue que la coalition États-Unis/OTAN, incluant les troupes italiennes, ont mené une « mission de paix » en Afghanistan, où le peuple afghan les soutient ! Mais maintenant je voudrais attirer l'attention de M. Dama et de ses amis au moins sur les deux dernières expressions de M. Massimo D'Alema où il a demandé la fin de la « mission de paix » et l'a déclarée « *inacceptable et désastreuse* » ! Rangera-t-il également D'Alema avec Leonardo Mazzie, les Taliban et Rahim Ramim (Hanifullah Hanif) ?

Nous demandons au Premier Ministre Romano Prodi et au ministre Massimo D'Alema d'oser davantage et d'avancer concrètement en retirant leurs 200 hommes des troupes d'invasion d'Afghanistan et en arrêtant leur coopération avec la mission « inacceptable » et « désastreuse » des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan. »

Gauche Radicale d'Afghanistan
29 juillet 2007, Afghanistan
lr_afg@yahoo.com

ÉLECTIONS EN ARGENTINE

LE FRONT DE GAUCHE ET DES TRAVAILLEURS POUR LE SOCIALISME : UNE ALTERNATIVE DE CLASSE COHÉRENTE ET CONSÉQUENTE

Au mois d'octobre, les Argentins sont appelés à voter pour renouveler le président de la République, la moitié de la chambre des députés et du Sénat, ainsi que les gouverneurs et parlements d'un certain nombre de provinces. Le président Kirchner, élu en 2003 avec un discours populiste de « gauche », est parvenu, après quatre ans de croissance rapide (plus de 8 % par an en moyenne), reposant essentiellement sur les bas salaires et le prix élevé des matières premières, à recomposer le régime profondément ébranlé par les puissantes mobilisations populaires de décembre 2001. Certes, la croissance a réduit le chômage, ce qui a permis à la classe ouvrière de se réorganiser, et l'inflation a contraint les travailleurs à entrer en lutte pour leurs salaires, malgré et contre la bureaucratie syndicale. Pourtant, cela ne se traduit pas, à ce stade, par un affaiblissement du gouvernement et un renforcement d'une opposition de classe. Tout au contraire, c'est l'opposition bourgeoise, de droite, qui capitalise les scandales de corruption qui se multiplient depuis quelque temps, comme celui ayant contraint à la démission la ministre de l'économie, Felisa Micelli.

Dans ce contexte, il était nécessaire, pour aider les travailleurs à s'élever de la lutte sur le terrain économique au combat politique, de constituer une alternative de classe unitaire, développant un programme

de revendications transitoires, dirigé vers le gouvernement des travailleurs, seul à même de satisfaire durablement les aspirations des exploités et des opprimés. C'est pourquoi le Groupe CRI estime très positif l'accord conclu, par delà leurs différences, entre le PTS (Parti des Travailleurs Socialistes), le nouveau MAS (Mouvement vers le Socialisme) et l'IS (Gauche Socialiste), trois organisations issues de l'éclatement du MAS historique à la fin des années quatre-vingt. Elles ont décidé d'intervenir dans la campagne électorale en constituant un Front de Gauche des Travailleurs pour le Socialisme, qui développe une orientation mettant l'accent sur l'indépendance de classe des travailleurs et avance d'excellentes revendications transitoires. Le PO (Parti Ouvrier) a refusé de se joindre à ce front, dont les autres organisations lui avaient pourtant proposé de prendre la tête. En l'absence de toute divergence politique sérieuse sur le programme à défendre, cette décision exprime un sectarisme nuisible, à l'heure où il s'agit de regrouper les secteurs d'avant-garde qui luttent pour les aider à avancer vers l'indépendance politique de classe et le programme du trotskysme. Quant au MST (Mouvement Socialiste des Travailleurs), suite à sa rupture avec IS, il développe une orientation de plus en plus ouvertement en rupture avec le trotskysme : fervent soutien de la direction réformiste du PSOL brésilien, favorable à l'entrée dans le

PSUV de Chavez et de moins en moins critique vis-à-vis de la bureaucratie syndicale argentine, il développe un projet de « nouvelle gauche » sans délimitation de classe. C'est pourquoi, grand apôtre en paroles de l'unité de la gauche, il est resté en dehors du front de gauche et a cherché jusqu'au dernier moment à constituer un front sans frontière de classe avec des personnalités comme Pino Solana (cinéaste, péroniste de gauche) et Claudio Lozano (économiste attitré de la bureaucratie réformiste de la centrale syndicale CTA).

La portée de cet accord électoral dépasse le simple cadre argentin. Il donne un exemple concret de la manière dont les organisations se revendiquant du trotskysme en France, LCR, LO, et PT, devraient utiliser les échéances électorales, si elles menaient une politique anticapitaliste cohérente et conséquente, comme le Groupe CRI n'a cessé d'y appeler tout au long de la campagne présidentielle française, qui a vu l'extrême gauche aller à l'élection non seulement divisée, mais encore sur des orientations qui n'étaient pas anticapitalistes cohérentes et conséquentes.

La traduction et les notes de bas de page sont de nous.

Antoni Mivani

NB : Dans le contexte politique argentin, « gauche » (izquierda) désigne les partis se revendiquant du socialisme révolutionnaire, qu'ils mettent en œuvre une politique qui y corresponde ou non. Aujourd'hui cela désigne les partis se revendiquant du trotskysme (PO, PTS, IS, MST, MAS, etc) et du maoïsme (PCR). Le PC, qui s'est intégré pleinement au front large et mouvant organisé autour de Kirchner, relève du « centre gauche » (centroizquierda) (NdT.)

« Après quatre années de gouvernement de Kirchner la classe dominante veut utiliser ces élections pour essayer de consolider un régime de domination politique plus stable, qui lui permette de continuer à obtenir des profits fabuleux au service des multinationales et du FMI, au prix de l'exploitation de la classe travailleuse et du peuple.

Le gouvernement table sur l'idée que la croissance économique va permettre à Cristina Fernández [l'épouse du président sortant Kirchner et candidate à sa succession — NdT], de surmonter l'actuelle crise politique et de triompher au premier tour [de l'élection présidentielle, qui aura lieu le 27 octobre, NdT]. Mais la crise financière et bancaire internationale, avec les luttes ouvrières et populaires, peuvent accélérer les rythmes et ouvrir de nouvelles et plus grandes crises politiques. Cristina se présente comme la « continuité des réalisations » du gouvernement et se propose d'être un véritable porte-drapeau des grands chefs d'entreprise nationaux et étrangers, comme elle l'a récemment démontré dans le *Council of America* et dans différents voyages à l'étranger. La politique du Pacte Social, déjà bien avancée, fait intimement partie de cette orientation : en accord avec les chefs d'entreprise et les directions bureaucratiques de la CGT³⁴ et la CTA³⁵, [ses auteurs]

³⁴ La CGT est une confédération syndicale construite par le président bonapartiste Peron à la fin des années 1940. Elle est la seule confédération syndicale jouissant dans la plupart des secteurs de la « personnalité syndicale », qui lui permet de négocier au nom des travailleurs ou de gérer les œuvres sociales. Elle est dirigée par une bureaucratie « péroniste » qui ne se

prétendent ainsi transférer aux travailleurs les coûts de la détérioration économique qui se manifeste et « les discipliner » au moment où ils pourraient essayer de se mettre à lutter. Pendant ce temps, les différents secteurs de l'opposition patronale (comme Lavagna, Carrió, López Murphy³⁶ et les imprésentables ménémistes³⁷) aspirent à capitaliser les derniers scandales du gouvernement et de son entourage pour essayer d'arriver à un second tour.

Ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas de différences substantielles sur la politique économique entre la candidate du gouvernement et ceux de l'opposition patronale au gouvernement. Tous sont pour les « plafonds d'augmentations salariales » décidés avec les dirigeants bureaucratiques de la CGT et la CTA, tous sont pour en finir avec la double indemnisation [au début de son mandat, face au chômage endémique, Kirchner avait doublé l'indemnité légale de licenciement, la portant à deux mois de salaire par année travaillée dans l'entreprise — NdT], tous sont pour continuer à payer la dette externe et tous sont pour que les ressources stratégiques restent entre les mains des entreprises privatisées [généralement détenues par des capitaux étrangers — NdT] et des pilleurs. Tous aspirent à prendre après

contente pas de collaborer avec le patronat et les gouvernements, mais pourchasse activement tous les opposants au sein des syndicats, aide le patronat à repérer et licencier les délégués combattifs et n'hésite jamais à recourir à la violence physique organisée contre les militants de gauche.

³⁵ La CTA est l'autre confédération syndicale, née d'une rupture d'un secteur de la CGT face au processus de privatisation dans les années 1990 ; implantée principalement dans le public, elle demande à bénéficier également de la personnalité syndicale.

³⁶ Ce sont trois autres probables candidats à l'élection présidentielle, représentant l'opposition bourgeoise à Kirchner.

³⁷ Partisans de Menem, président de 1989 à 1998, aujourd'hui honni pour sa brutale politique « néolibérale », marquée par une vague de privatisations où les grandes entreprises d'État ont été cédées pour une bouchée de pain au capital étranger, par une flexibilisation du travail, par la grâce accordée aux chefs suprêmes de la dictature militaire, etc.

octobre des mesures qui frapperont le porte-monnaie des ouvriers et du peuple. Le peuple travailleur, qui voit jour après jour son salaire dévoré par l'inflation, ne peut attendre aucune solution à ses demandes essentielles de candidats complètement engagés pour la défense des intérêts des grands chefs d'entreprise.

La tentative criminelle du kirchneriste [partisan de Kirchner, l'actuel président — NdT] Varizat en Río Gallegos [capitale de la province de Santa Cruz, dont Kirchner a longtemps été le gouverneur — NdT] prouve à nouveau qu'il s'agit d'une méthode du gouvernement : répression sélective, étatique ou para-étatique, contre ceux qui se lancent dans la lutte pour leurs droits. Cela fait non seulement des mois que les forces de la gendarmerie sont dans les rues de Río Gallegos [depuis la puissante grève enseignante des mois de mars-avril, qui a conduit à la démission du gouverneur de la province — NdT], mais elles occupent maintenant aussi l'hôpital français [à Buenos Aires — NdT] pour étrangler la lutte de ses travailleurs et travailleuses, tandis que les travailleurs et les travailleuses de l'INDEC [l'Institut National des Statistiques et des Recensements — NdT] ont été réprimés par la Police Fédérale, qui les a empêchés de dresser une tente [devant leur lieu de travail — NdT] pour dénoncer une nouvelle publication d'indices truqués [les statisticiens de l'INDEC accusent le gouvernement de manipuler les statistiques, notamment le chiffre crucial de l'inflation — NdT], tandis que des militants de différentes organisations ont été littéralement pourchassés par les forces répressives à l'occasion d'une manifestation.

Ce gouvernement, reprenant l'agenda de la droite, a approuvé la « Loi Antiterroriste » qui met en danger légal potentiel toute organisation remettant en cause l'ordre des exploités, loi commandée par le Département d'État américain. D'autre part, le premier anniversaire de l'enlèvement de Julio Lopez³⁸ se

³⁸ Julio Lopez : militant enlevé sous la dictature militaire (1976-1982) et torturé dans les centres de détention clandestins, témoin central dans le procès en cours

rapproche : cela fait bientôt un an que des forces criminelles protégées par l'État l'ont kidnappé. Les partisans du gouvernement couvrent de fait les ravisseurs, parce qu'une véritable enquête impliquerait le démantèlement des forces répressives. L'opposition patronale, avec l'Église, exige directement une réconciliation ouverte avec les génocidaires et la seule chose qu'ils aient faite, c'est de protéger Sobisch³⁹.

La classe ouvrière livre de dures luttes

Durant ces quatre années, la classe travailleuse a réalisé d'importantes expériences de lutte et d'organisation et s'est socialement recomposée. Cette année se sont développés des conflits défiant le plafond salarial imposé par l'accord gouvernement-patronat-bureaucratie syndicale, tant parmi les enseignants et les fonctionnaires que parmi les travailleurs de l'industrie et des services. Grèves enseignantes de Neuquén, Santa Cruz, Salta, Entre Rios et des sections oppositionnelles des SUTEBA [Syndicat Unifié des Travailleurs de l'Éducation de la Province de Buenos Aires — Ndt] et d'autres provinces ; grève de Mafissa, de Fate, des travailleurs du poisson de Puerto Deseado, des travailleurs de la chimie de Zárate-Campana, du Casino Flottant et des cheminots, en passant par la résistance à l'intervention kirchneriste contre les travailleurs de l'Indec ou par celle des travailleurs de

contre le génocidaire Etchecolatz. Il a été à nouveau enlevé le matin même du jour où il devait témoigner, probablement par des groupes liés aux anciens fonctionnaires de la dictature, toujours influents dans les sphères de l'État et en particulier de la police. En effet, à la chute de la dictature, le président Alfonsín s'est empressé de faire voter avec les autres partis de la bourgeoisie une loi d'amnistie pour tous les responsables moyens et intermédiaires (sous prétexte qu'il n'avaient fait qu'obéir aux ordres), pour protéger l'appareil d'État. Dans la seule police de la province de Buenos Aires, dont la capitale, La Plata, est le lieu de son enlèvement, on recense encore 9 000 fonctionnaires en place sous la dictature.

³⁹ Sobisch : gouverneur de la province de Neuquén, dirigeant du MPN, parti provincial représentant une frange particulièrement à droite du péronisme, responsable de l'assassinat par sa police d'un militant, Carlos Fuentealba, lors de la récente grève enseignante (mars-avril 2007).

l'Hôpital français aux licenciements de ceux qui se sont opposés à la fermeture. On assiste aussi à des processus de réorganisation antibureaucratique divers et variés dans différents points du pays.

Dans les derniers jours, on a assisté à une grève générale d'une journée dans la province de Santa Cruz pour exprimer le rejet du gouvernement kirchneriste [de cette province — Ndt] et de ses fonctionnaires assassins.

Diverses forces, qui cherchent à éviter que les travailleurs agissent et luttent de façon indépendante, c'est-à-dire indépendante de tout secteur bourgeois, essayent de dévier ces luttes et ces processus de réorganisation. Aujourd'hui même, à Santa Cruz, l'évêque et le vieux et pro-impérialiste parti radical [opposition bourgeoise au gouvernement provincial kirchneriste — Ndt] cherche à capitaliser la rébellion des enseignants et des fonctionnaires pour la conduire dans une impasse à travers l'appel au « dialogue social » avec ceux qui répriment et livrent les richesses naturelles — comme cela s'est exprimé dans le document de la Multisectorial de Rio Gallegos, tandis que les dirigeants de la CGT et de la CTA abandonnent ces camarades à leur propre sort.

La nécessité de constituer un pôle pour l'indépendance de classe se manifeste à chaque pas de la lutte de classes dans le notre pays.

Pour l'indépendance politique des travailleurs

Nous, PTS, nouveau MAS et IS, par delà nos différences, nous nous engageons pour que la force sociale que les travailleurs expriment dans leurs luttes, leur organisation et leur poids social, trouve également une expression sur le plan politique, comme une alternative offrant des solutions aux nécessités impérieuses de l'ensemble de la société face au capitalisme semi-colonial argentin décadent.

Nous cherchons à éviter que l'usure du gouvernement soit capitalisée par des variantes bourgeoises de droite ou de centre-gauche, comme le nouveau piège de conciliation de classes proposé par

Fernando Verandas et Claudio Lozano [économiste de la CTA — Ndt], tout comme celui promu par le MST.

En ce sens nous soutenons que nous devons profiter de l'échéance électorale d'octobre pour poser le problème de la nécessité pour la classe travailleuse de conquérir son indépendance politique. Nous appelons les groupements et les organisations ouvrières combattives, les militants antibureaucratiques, les secteurs du mouvement étudiant combatif et les partis qui se revendiquent ouvriers et socialistes à former un pôle pour imposer cet objectif.

La réponse qu'il revient à la gauche ouvrière et socialiste d'apporter sur le terrain électoral doit être un point d'appui en ce sens, sur la voie de la construction d'une alternative socialiste et révolutionnaire, combattant pour que ce soient les travailleuses et les travailleurs qui commencent à occuper le centre de la scène politique nationale.

Un Front de Gauche et des Travailleurs

Nous, le PTS, le nouveau MAS et la Gauche Socialiste, nous concrétisons un accord électoral en défense de l'indépendance de classe face aux partis patronaux et pour aider à élever l'actuelle lutte revendicative des travailleurs à la lutte politique, sans placer la moindre confiance dans les mécanismes de cette démocratie patronale. Depuis des mois, nous avons publiquement appelé le PO (Parti Ouvrier) à concrétiser une alternative unitaire, mais il a regrettamment refusé, en empêchant ainsi de présenter une formule commune de la gauche de classe pour ces élections.

Notre Front met en avant les propositions suivantes :

- Salaire et retraites minimum équivalant au coût du panier familial (\$ 2 800), indexé mensuellement sur l'augmentation réelle du coût de la vie.

- Négociations paritaires qui incluent tous les travailleurs [c'est-à-dire non seulement les travailleurs ayant un contrat en bonne et due forme, ce qui représente une minorité

aujourd'hui, après une décennie de flexibilisation du marché du travail, mais aussi tous les autres — NdT], avec des négociateurs pour les travailleurs élus en assemblée générale.

- 82 % du salaire d'activité, indexé sur l'inflation.

- Abrogation de la retraite privée et expropriation des AFJP [système de fonds de pension, NdT].

- Suppression de la TVA sur les produits du panier familial.

- Réduction de la journée de travail à 6 heures pour garantir du travail pour tous et une allocation universelle aux chômeurs de \$ 1 200.

- Passage au CDI de tous les travailleurs, qu'ils soient en CDD, en stage ou employés au noir, et abrogation de toutes les lois et décrets de flexibilisation du travail.

- Pour la coordination des secteurs en lutte avec les méthodes de la démocratie ouvrière ; pour l'unité de classe entre travailleurs occupés et chômeurs ; pour la récupération des commissions internes, corps de délégués [structures des syndicats au niveau des entreprises — NdT] et syndicats, mettant en échec la bureaucratie syndicale. Dehors la bureaucratie syndicale, les Moyano et les Yasky de la CGT et de la CTA ! Que les confédérations syndicales rompent l'accord avec le gouvernement et le patronat et appellent à un plan de lutte nationale. Pour de nouveaux dirigeants ouvriers, de classe, antibureaucratiques et combattifs. Non au « Pacte Social » de Cristina contre les travailleurs, élaboré conjointement par le gouvernement, les grands chefs d'entreprise et la bureaucratie syndicale.

- Nous affirmons la nécessité d'une grande mobilisation et une lutte nationale pour le non-paiement de la dette externe afin d'augmenter les budgets de la santé et de l'éducation et afin de promouvoir un plan de travaux publics sous le contrôle des travailleurs. De l'argent pour les salaires, le travail, la santé, l'éducation et le logement, pas pour la dette extérieure !

- Pour la renationalisation sans indemnité de toutes les entreprises privatisées afin de les mettre sous le contrôle des travailleurs et des usagers.

- Non à la loi anti-éducative de privatisation de Kirchner-Filmus. Éducation nationale unique, gratuite et laïque.

- Pour un système de santé étatique unique, gratuit et sous contrôle des travailleurs.

- Nous sommes en première ligne de la défense de l'Hôtel Bauen [hôtel en plein centre de Buenos Aires occupé et géré par les travailleurs, lieu de réunion des travailleurs des usines occupées, de syndicats combattifs et de la « gauche » — NdT] sous gestion des travailleurs et travailleuses. Pour l'expropriation définitive de Zanon [usine sous gestion ouvrière depuis 2001, NdT] et toutes les usines récupérées. Pour la défense de l'hôpital français nationalisé, avec tout son personnel à l'intérieur, et sous contrôle des travailleurs.

- Le Front promeut la lutte démocratique par l'apparition en vie Jorge Julio Lopez. Jugement et châtiement des tous les génocidaires et de chacun des responsables militaires, policiers, civils et ecclésiastiques des 30 000 disparus. Invalidation des grâces faites aux génocidaires. Abrogation de la loi anti-terroriste. Liberté pour tous les prisonniers politiques. Amnistie ou fin des poursuites contre les lutteurs populaires. Châtiment des policiers à la gâchette facile [policiers qui profitent de l'impunité garantie par l'État pour assassiner jeunes révoltés, marginaux, petits délinquants et militants — NdT]. Prison pour les assassins matériels et politiques de Carlos Fuentealba [militant syndical enseignant assassiné par la police de Neuquén lors de la grève d'avril, NdT]. Prison pour Isabel Peron [vice-présidente de 1973 à 1974, puis présidente de 1974 jusqu'au coup d'État militaire, aujourd'hui réfugiée en Espagne, NdT] et les responsables des crimes de la « Triple A » [Association Anticomuniste Argentine, organisation répressive para-étatique, créée par Peron et son secrétaire Lopez Rega en 1973 pour menacer, séquestrer et assassiner les

militants ouvriers combattifs, qui a commis des milliers d'assassinats entre 1973 et 1976, NdT].

- Droit à l'avortement sûr, libre et gratuit dans les hôpitaux publics. Des contraceptifs pour ne pas avorter, avortement légal pour ne pas mourir. Liberté immédiate pour Romina Tejerina [jeune femme condamnée à 14 ans de prison pour avoir tenté d'avorter après un viol, puis avoir blessé mortellement le bébé lors d'un accouchement advenu chez elle ; elle est devenue un symbole de la lutte pour la légalisation de l'avortement, NdT].

- Nous exigeons le retrait immédiat des troupes argentines de Haïti et des troupes impérialistes l'Irak et du Moyen-Orient. Nous nous solidarisons avec les peuples du monde qui luttent contre l'impérialisme et les plans capitalistes des gouvernements à sa solde. Nous défendons Cuba et le Venezuela contre toute attaque de l'impérialisme. Contre le « socialisme avec des chefs d'entreprise » que propose Hugo Chavez, nous nous battons pour l'organisation politique et syndicale indépendante au Venezuela, pour combattre vraiment contre le patronat et l'impérialisme.

Toutes ces revendications conduisent à affronter le gouvernement, le régime et l'État capitalistes et à impulser l'unité avec les travailleurs et les peuples opprimés d'Amérique latine et du monde. Leur satisfaction définitive et durable ne sera possible qu'avec un gouvernement des travailleurs et du peuple, qui impulse la lutte internationaliste de la classe ouvrière pour imposer la Fédération des Républiques Socialistes d'Amérique latine.

Nous appelons les travailleurs et les autres secteurs populaires à soutenir activement ces propositions et les candidats du Front de Gauche et des Travailleurs par le Socialisme.

**Parti des Travailleurs Socialistes (PTS),
Mouvement vers le Socialisme (MAS),
Gauche Socialiste (IS)**

Buenos Aires, 25 août 2007

LES JEUNES : PARTICULIÈREMENT VICTIMES DU SYSTÈME CAPITALISTE... ET PARTICULIÈREMENT ENCLINS À LA RÉVOLTE

Le Groupe CRI s'adresse régulièrement, dans ses publications et son activité, « aux travailleurs et aux jeunes ». Cette formule ne signifie pas que nous mettions ces deux catégories sur le même plan : contrairement aux travailleurs salariés, les jeunes ne forment pas en tant que tels une classe sociale. Leurs origines, leur situation, leurs conditions de vie sont profondément diverses : parler de « la jeunesse » comme si elle existait en-dehors de toute appartenance sociale, est idéologiquement pervers. Souvent le discours des médias et des politiciens bourgeois l'évoquent soit pour en louer les vertus (« la jeunesse » est alors vue comme « saine », porteuse de l'avenir du pays et bien sûr comme capital humain propre à « régénérer » le système) soit pour en mépriser les modes et les valeurs (« la jeunesse » apparaît en ce cas comme inquiétante, déviante voire délinquante ; elle est régulièrement associée à une sorte de « nouvelle classe dangereuse », voire à une forme de barbarie⁴⁰). Ce double discours est une constante historique, et il a une teneur politique essentielle : il s'agit dans les deux cas d'instrumentaliser les jeunes, de les enfermer dans des généralités caricaturales, mais aussi de faire comme si la jeunesse était un groupe social à part entière, qu'il faudrait utiliser tout en s'en méfiant.

Pour autant, s'il est faux faire de « la jeunesse » une catégorie sociale (la biologie — une étape de la vie — ne fait pas une sociologie — un âge social avec des fonctions et des statuts déterminés), il y a des caractéristiques propres aux jeunes dont il faut tenir compte. Les uns sont des travailleurs salariés (y compris la moitié des étudiants d'aujourd'hui en France), mais ils subissent alors une exploitation spécifique à leur âge, une instrumentalisation économique que le système capitaliste prétend justifier en

lui donnant des raisons de « nature » : on a 16, 20, 25 ans, il serait « normal » à cet âge de subir des discriminations à l'embauche, au salaire et aux conditions de travail. Les autres sont protégés de l'exploitation, lycéens ou étudiants ; mais leur instruction leur donne la possibilité de développer leurs facultés intellectuelles, notamment leur esprit critique — même si l'enseignement est largement tributaire de l'idéologie dominante ; de plus, ils sont aujourd'hui, dans leur grande majorité, enfants de travailleurs salariés et futurs travailleurs salariés eux-mêmes. Enfin, qu'ils soient travailleurs ou scolarisés, les jeunes ont en commun que les contraintes professionnelles et/ou familiales pèsent souvent moins sur eux que sur leurs aînés. Leur volonté de s'affirmer comme individus libres, l'énergie inhérente à leur âge, leur spontanéité et souvent leur soif d'utopie concrète leur donnent une disposition psychologique particulière qui, dans certaines situations historiques, peuvent jouer un rôle déclencheur de grands événements politiques et sociaux dont les classes sociales restent les protagonistes fondamentaux.

Quand mûrit une situation qui suscite particulièrement la contestation, voire la révolte, l'Histoire montre que les jeunes, travailleurs ou scolarisés, sont très souvent parmi les plus actifs et les plus radicaux ; chez eux, l'élément de la spontanéité, décisif dans tout mouvement social d'envergure, joue un rôle particulièrement saillant. De fait, les mouvements contestataires et révolutionnaires des XIX^e et XX^e siècles, dans tous les pays, ont vu généralement beaucoup de jeunes dans les rangs de l'avant-garde.

L'exploitation capitaliste des enfants et des adolescents au XIX^e siècle

Le capitalisme dévoreur de chair fraîche

Au XIX^e siècle, la bourgeoisie comme classe et son État ont pris conscience de la nécessité de réguler le travail des enfants et des adolescents.

Ils étalèrent ainsi au grand jour leurs contradictions propres, comme Marx l'a montré dans le *Capital*. Car par essence, le capitalisme « pousse à l'exploitation productive des enfants »⁴¹. C'est son fonctionnement même, reposant notamment sur l'extraordinaire développement du machinisme, qui a conduit à cet embrigadement économique des plus jeunes — comme des femmes : « *Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : "Du travail de femmes, du travail d'enfants !" Ce moyen puissant de diminuer les labeurs de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter le nombre de salariés ; il courba tous les membres de la famille, sans distinction d'âge et de sexe, sous le bâton du capital.* »⁴² Il y avait là, outre cet appoint considérable d'exploités placés sous le joug du capital, un bon moyen de déprécier la valeur de la force de travail. Enfants et adolescents fournissaient de fait une main-d'œuvre très bon marché (quatre à dix fois moins chère que celle des hommes adultes), qui venait directement concurrencer les autres travailleurs.

La législation sur le travail des enfants : un compromis nécessaire au capitalisme

Or cette façon de jeter une main-d'œuvre juvénile dans les griffes des entreprises capitalistes ne pouvait que causer de véritables catastrophes humaines, pour la santé et la vie de ces enfants et de ces adolescents : altérations des poumons, bronchites chroniques, asthmes, scrofules, rachitisme, mortalité précoce⁴³... La situation était tellement grave que les parlementaires bourgeois furent contraints de réagir. C'est ainsi que le Parlement anglais adopta au milieu des années 1830 une législation selon laquelle aucun enfant en dessous de 13 ans ne devait travailler plus de huit

⁴¹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, Paris/Moscou, Editions sociales/Éditions du Progrès (en un volume), p. 355.

⁴² *Idem*, p. 378.

⁴³ Cf. Roland Caty (dir.), *Enfants au travail*, Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 2002, p. 26.

⁴⁰ Ce sont bien les termes de « barbares » et « barbarie » qu'ont utilisés par exemple les philosophes Robert Redeker et Catherine Kintzler en novembre 2005 pour qualifier les jeunes qui ont pris part à la révolte des banlieues : cf. Gérard Mauger, *L'Émeute de novembre 2005. Une révolte protopolitique*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, p. 87 et 90.

heures dans une fabrique⁴⁴. Et, en 1850, la journée de travail « des adolescents et des femmes » passa officiellement de 15 à 12 heures. En France, il fallut attendre 1841 pour qu'une loi interdise le travail... des moins de 8 ans ! En 1874, le travail industriel fut interdit aux moins de 12 ans et le travail de nuit interdit avant 16 ans pour les garçons et 21 ans pour les filles ; en 1892, la journée de travail fut limitée à dix heures jusqu'à 16 ans ; en 1900, elle passa à dix heures pour les moins de 18 ans. L'obligation scolaire, et corrélativement l'interdiction du travail en dessous de ce seuil, fut portée à 13 ans en 1882, 14 ans en 1936 et 16 ans en 1959. Cette législation a été récemment remise en cause d'abord par le gouvernement Jospin-Bufferet, qui a légalisé le travail des lycéens professionnels à partir de 13 ans dans le cadre des stages en « alternance », ensuite par le gouvernement Chirac-Villepin, qui a porté de 16 à 15 ans l'âge minimum à partir duquel peut être souscrit un contrat d'apprentissage.

Si pareilles législations furent adoptées, ce n'est pas par générosité d'âme ou compassion soudaine de la part des parlementaires bourgeois, mais d'une part parce que l'état de santé et la mortalité des enfants et des jeunes étaient absolument catastrophiques : cela constituait une entrave au bon développement du capitalisme, qui a besoin de travailleurs capables de résister à l'exploitation, aptes à faire la guerre quand il le faut, mais aussi formés, ce qui suppose l'introduction de l'instruction qui limite le temps de travail des jeunes. D'autre part, la protection des enfants contre l'exploitation était une revendication primordiale du prolétariat conscient : la pression de la lutte de classe ouvrière joua un rôle décisif pour l'adoption effective de lois protectrices.

Le capital devait donc passer un compromis sur cette question. Ces lois d'ailleurs furent très souvent bafouées, et leur non-application n'entraînait dans la plupart des cas pour les patrons qui les violaient aucune sanction de la part de l'appareil judiciaire. Car même si le capital avait intérêt globalement à limiter la surexploitation des enfants, les

capitalistes particuliers pouvaient toujours être tentés d'aller trop loin : « Après nous le déluge ! ».

« Trente Glorieuses » ? Des jeunes toujours discriminés par leur âge

Si les enfants (les moins de 13 ans) ont ainsi été progressivement retirés du marché du travail dans les pays les plus développés, les jeunes ont quant à eux continué de subir une exploitation éhontée, qui a été et reste une exploitation *spécifique* à leur âge, et justifiée par leur âge dans le discours de la bourgeoisie. Au cours d'une période plus récente, familièrement associée à l'avènement d'un bien-être généralisé, ce que les jeunes ont subi *en tant que jeunes*⁴⁵ montre à quel point la relative « prospérité » du système n'a pas engendré l'épanouissement des individus.

Durant ces années 1950 et 1960, les jeunes étaient encore majoritairement des travailleurs. Dans la France de 1956, sur 4,9 millions de jeunes de 14 à 22 ans, plus d'un tiers avait quitté l'école dès 14 ans ; près des deux tiers des 14-20 ans étaient de jeunes travailleurs. Au début des années 1960 encore, 30 % des jeunes du milieu ouvrier et 60 % des jeunes ruraux n'avaient aucune qualification lorsqu'ils entraient dans le monde du travail, dès 14 ans. En 1970, 3,9 millions des 15-24 ans travaillaient dans les usines et les bureaux, contre 2,9 millions présents dans les collèges, les lycées et les facultés. Les étudiants à proprement parler n'étaient encore que 180 000 en 1957 mais leur nombre dépassa les 500 000 en 1968. Pour les jeunes directement happés par le monde du travail, trois situations étaient possibles : ils pouvaient être travailleurs agricoles, souvent alors rattachés à l'exploitation familiale ; ou bien ils étaient placés en apprentissage ; ou bien enfin ils étaient de jeunes salariés dans les secteurs industriel et tertiaire.

De jeunes ouvriers agricoles sans statut ni rémunération

Dans le premier cas, celui des jeunes agriculteurs, la situation était à l'exploitation sans statut. Simplement considérés comme des « aides familiaux », ces ouvriers agricoles (en 1959, ceux-ci étaient près de 300 000 sur les 685 000 jeunes de moins de 25 ans exerçant une profession agricole) ne disposaient d'aucune garantie, à commencer par celle du salaire : ils n'en recevaient aucun le plus souvent. Ils n'avaient par ailleurs aucun droit à une formation spécifique. Ce n'est qu'en 1973 qu'une loi relative au statut des associés d'exploitation a accordé aux aides familiaux un droit à rémunération et à formation professionnelle.

L'« apprentissage », prétexte à l'exploitation sans salaire

La situation des apprentis était elle aussi extrêmement précaire. Elle était également très symbolique du monstrueux cynisme des patrons à l'égard de cette main-d'œuvre juvénile que l'on ne saurait même pas qualifier de « bon marché » : elle était dans la majeure partie des cas purement et simplement gratuite. Au cœur des « Trente Glorieuses », vers 1960, ces jeunes apprentis étaient environ 250 000, répartis dans les professions les plus diverses. Leur rémunération n'était prévue ni par la loi ni par le Code du Travail. La recherche de « petites mains », de coursiers, de manutentionnaires et de femmes de ménage conduisait à la multiplication de contrats abusifs, sans valeur de formation réelle. Embaucher des apprentis permettait en effet aux employeurs de contourner la législation sur les salaires. On passait des contrats de plusieurs années d'« apprentissage » pour des professions qui s'apprenaient en quelques mois voire quelques semaines, ce qui permettait de faire travailler les jeunes à peu de frais. Les syndicats ouvriers dénonçaient ces soi-disant « contrats » comme de véritables escroqueries.

Jeunes salariés, abattements d'âge et « postes de jeunes »

Enfin, les jeunes engagés directement comme salariés dans la production industrielle ou le travail de

⁴⁴ *Idem*, p. 271.

⁴⁵ Cf. sur ce sujet Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007, p. 77 sq.

bureau, soit les deux tiers des 14-20 ans en 1960, subissaient une forme de préjudice de l'âge institutionnalisés. Les arrêtés ministériels dits « Parodi-Croizat⁴⁶ », signés entre gouvernement, syndicats et patronat en 1946, avaient officialisé les « abattements d'âge » : à travail égal, les jeunes ne touchaient qu'une certaine proportion du salaire de base en fonction de leur âge — 50 % du salaire pour les 14-15 ans, 60 % pour les 15-16 ans, 70 % pour les 16-17 ans et 80 % pour les 17-18 ans. Au nom d'un prétendu paiement « normal » en proportion de la valeur créée — postulant que les jeunes auraient produit moins que leurs aînés —, les capitalistes se livraient bel et bien à une surexploitation : pour les jeunes, l'abaissement de la valeur de leur force de travail constituait une véritable discrimination (dont l'âge était le prétexte) visant à aggraver la concurrence entre les travailleurs.

Les jeunes, victimes du chômage et de la précarité

En 1968, 39 % des demandeurs d'emploi étaient des jeunes de moins de 24 ans ; ce pourcentage a été multiplié par 3 depuis 1962. Il poursuit sa progression, atteignant 45,8 % en 1974 et 46,2 % en 1976. À cette date, le taux de chômage des moins de 25 ans (12,2 %) était près de quatre fois supérieur à ce qu'il était dans l'ensemble de la population active. De surcroît, malgré la scolarisation prolongée et donc l'élévation de la formation, les jeunes occupaient une part croissante des emplois non qualifiés. Leurs « chances » de devenir, par exemple, ouvriers spécialisés étaient passées de 14,5 % en 1962 (contre 12,9 % pour l'ensemble de la population) à 15,9 % en 1968 (contre 13,2 %) et 17,6 % en 1972 (contre 12,8 %)⁴⁷. « Les jeunes [étaient] sur-représentés sur les situations de travail médiocres et pratiquement absents dans les situations de travail valorisées ou valorisantes⁴⁸. »

⁴⁶ Ambroise Croizat était un dirigeant du Parti communiste français.

⁴⁷ Jean-Paul Bachy, *Les Jeunes et la société industrielle*, Sceaux, Centre de recherches en sciences sociales du travail, 1977, p. 34.

⁴⁸ Chantal Nicole-Drancourt, Laurence Roulleau-Bereger, *Les jeunes et le travail 1950-2000*, Paris, PUF, 2001, p. 32.

L'institutionnalisation de la précarité par un gouvernement « de gauche » : les TUC

Les gouvernements successifs, de droite comme « de gauche », ont imaginé toutes sortes de stratagèmes pour justifier toujours un peu plus l'exploitation des jeunes et pour en légaliser la flexibilité. L'un des exemples en est fourni par les « TUC » (« travaux d'utilité collective ») et autres SIVP (« stages d'initiation à la vie professionnelle ») mis en place en 1984 par le gouvernement Mitterrand-Fabius et que deux millions de jeunes ont subis : 20 heures de travail « au service » d'une collectivité locale ou d'un employeur quelconque, soit un mi-temps, payé un quart du SMIC.

Il a fallu pour cela les exclure totalement du salariat protégé en les dénommant « stagiaires » et en les confinant dans un chapitre spécialement créé pour eux, rejeté à la fin du Code du Travail, le livre IX. Rejetés du salariat, cela signifie qu'ils sont « hors de » : *hors des conventions collectives, hors de la législation du travail, celle du SMIC en particulier, hors de la fonction publique, hors des effectifs déclarés par l'entreprise, hors de toute protection sociale normale — retraite, Sécurité sociale...*⁴⁹. Les patrons ont battu des mains puisque, tout en étant pour tout ou partie exonérés de charges sociales, ils pouvaient désormais disposer d'une main-d'œuvre quatre fois moins chère, les TUC se substituant purement et simplement à des postes de salariés ! La juteuse idée était venue entre autres du soi-disant « socialiste » Jacques Delors, qui avait déclaré en 1976 lors d'une conférence d'« experts » : il faut « faire éclater nos catégories traditionnelles » et « rompre le clivage entre travail rémunéré et travail gratuit »⁵⁰. Et le tout autant soi-disant socialiste Mitterrand eut le front et la condescendance d'assurer à la télévision : « Des jeunes qui n'avaient rien à faire, qui traînaient, vous ne pouvez pas imaginer leur joie d'avoir retrouvé une part de dignité »⁵¹. Ces jeunes sans droit et honteusement

⁴⁹ Michel Sérac, *Têtes de T.U.C. Nouveaux chantiers de jeunesse, main-d'œuvre à bas prix : les "stages" pour jeunes*, Paris, Selio, 1989, p. 15.

⁵⁰ Cité *ibidem*, p. 41.

⁵¹ Émission d'avril 1985 citée *ibidem*, p. 19.

exploités pouvaient être qualifiés à juste titre de « *parias du travail* » et de « *sous-classe d'exploités* »⁵².

Précarité, chômage, discriminations

Aujourd'hui, seuls 25 % des salariés de moins de 25 ans ont un contrat à durée indéterminée ; les autres connaissent stages, intérim, emplois saisonniers, contrats aidés. La situation est tellement grave (et la passivité des directions syndicales sur cette question tellement lourde) que la lutte se spécifie ponctuellement dans le combat contre la précarité, comme en témoigne le récent mouvement des « Stagiaires en colère ». Les diplômés ne suffisent plus à décrocher des emplois correspondant à la qualification : seuls 48 % des emplois non qualifiés sont effectués par des sans-diplôme, contre 83 % à la fin des années 1960⁵³. Ce phénomène témoigne d'une tendance à la sur-éducation par rapport aux besoins des patrons : d'où la volonté patronale d'en soustraire une bonne partie au système scolaire le plus tôt possible, ou en tout cas de l'exclure des filières générales.

Le salaire des jeunes souffre également d'une forte discrimination par l'âge : en 2007, le salaire horaire moyen est de 8,54 € pour les moins de 30 ans, 11,54 € pour les 30-45 ans et 13,55 € pour les plus de 45 ans⁵⁴. Ce sont les jeunes qui de surcroît sont les plus touchés par le chômage : depuis le début des années 1980, le taux de chômage des 15-24 ans n'a jamais été inférieur à 25 %. À cet égard, il y a bien une spécificité dans la façon dont les jeunes sont victimes du capitalisme.

Cette situation provoque un phénomène dramatique que les sociologues analysent comme tout à fait inédit puisqu'il vient démentir les études menées depuis les travaux de Durkheim (*Le Suicide*, 1897) : « *Alors qu'en France en 1950, les 65-74 ans se suicidaient près de 5 fois plus souvent que les 25-34 ans, le rapport*

⁵² *Idem*, p. 61 et 84.

⁵³ Daniel Cohen (coord.), *Une jeunesse difficile. Portrait économique et social de la jeunesse française*, Paris, Éditions Rue d'Ulm, 2007, p. 16.

⁵⁴ Rapport de l'INSSE cité in « Salaires. Les femmes et les jeunes pénalisés », *Le Monde*, 13 décembre 2006.

tombe à 1,5 en 1995. »⁵⁵ Le suicide est devenu la deuxième cause de mortalité chez les jeunes de moins de 24 ans (derrière les accidents de la route), mais la première cause chez les 25-34 ans. Chaque jour, 380 tentatives et 30 suicides ont lieu en France ; 26 % de leurs auteurs ont moins de 30 ans ; près de 1 000 jeunes de 15 à 24 ans meurent chaque année, par suicide⁵⁶.

La participation des jeunes aux mouvements révolutionnaires

Les jeunes comme avant-garde

Dans l'histoire contemporaine, les jeunes, travailleurs ou scolarisés, n'ont eu de cesse de se trouver à la pointe des révoltes et des révolutions. Dans les entreprises, si les jeunes sont souvent moins syndiqués que les « anciens », ils sont néanmoins souvent plus contestataires et ont recouru à des formes plus spectaculaires de lutte : non seulement l'absentéisme et le dénigrement carnavalesque du patronat⁵⁷, mais parfois le sabotage ou la séquestration de petits chefs ou de patrons... « *Dans toutes les grèves du second Empire — surtout quand elles concernent les grandes entreprises modernes (mines, textile) — les jeunes ouvriers sont au premier rang* »⁵⁸. L'historienne Michelle Perrot l'a elle aussi montré pour les grèves de la période 1871-1890 : parmi les meneurs des grèves, la catégorie des 20-25 ans se détache nettement ; plus de 70 % des grévistes ont entre 15 et 34 ans ; plus précisément, 42 % ont entre 20 et 29 ans ; « 35 ans marque une chute sensible »⁵⁹. Au cours des grèves les plus puissantes — celles des mineurs et des métallos à Rives-de-Gier (1894), au Creusot (1899), à Longwy

(1905), celles du Front populaire puis de Mai 68 —, ils se sont distingués par leur forte présence parmi les grévistes, l'absence de responsabilités familiales jouant en faveur d'un plein engagement dans la grève. Chaque fois, ces grèves furent caractérisées par leur spontanéité, leur caractère souvent violent, mais aussi leur ténacité.

Au XIX^e siècle et durant une bonne partie du XX^e siècle, jusqu'aux années 1960 environ, les étudiants n'étaient, quant à eux, pas socialement liés à la classe ouvrière. Ils étaient au contraire une très faible minorité des classes d'âge concernées, issus très généralement de la moyenne et de la grande bourgeoisie. Mais la prolongation même de leurs études contribuait à aiguïser leur esprit critique. Dès lors, ils se trouvèrent fréquemment à l'initiative de mouvements insurrectionnels, liés non à des revendications économiques, mais à des objectifs politiques et démocratiques, lorsqu'il s'agissait de lutter contre un régime autocratique, pour la conquête et la défense de certaines libertés. Les étudiants participèrent ainsi aux grandes révolutions européennes du XIX^e siècle. En France, lors des journées de juillet 1830 qui mirent à bas la monarchie restaurée, celle de Charles X, les étudiants participèrent au pillage d'armureries, donnèrent les premiers coups de feu contre l'armée du roi et aidèrent à dresser les premières barricades ; dans les quartiers populaires de l'Est parisien, étudiants républicains et ouvriers participèrent ensemble à la résistance armée, puis à l'offensive finalement victorieuse. En février 1848, ils furent aussi très présents parmi les insurgés qui renversèrent le régime de Louis-Philippe et proclamèrent la République, mais aussi parmi les révolutionnaires du « printemps des peuples » un peu partout en Europe. Dans chacun de ces moments révolutionnaires, le rôle de la classe ouvrière a été moteur et véritablement déterminant ; mais les étudiants ont souvent concouru à déclencher les mouvements.

Cette sensibilité particulière des étudiants à la défense des libertés démocratiques leur a souvent fait rejoindre les ouvriers en lutte. Le cas de la Russie au début du XX^e siècle est à cet égard frappant. Subissant directement les contraintes d'un régime particulièrement oppressif, les étudiants se soulevèrent à maintes

reprises contre le tsarisme. C'est pourquoi, dès 1901, Lénine en appela à la jonction des travailleurs et des étudiants : « *Les meilleurs représentants de nos classes instruites ont prouvé et consacré, comme en fait foi le sang de milliers de révolutionnaires suppliciés par le gouvernement, leur capacité et leur volonté de secouer de leurs pieds la poussière de la société bourgeoise pour rejoindre les rangs des socialistes. Et il est indigne du titre de socialiste, l'ouvrier qui peut voir d'un œil indifférent le gouvernement envoyer la troupe contre la jeunesse universitaire. L'étudiant a aidé l'ouvrier ; l'ouvrier doit venir au secours de l'étudiant* »⁶⁰.

De fait, en 1905 comme en 1917, les révolutions russes ont été marquées, dans les villes, par l'alliance des étudiants et des travailleurs. Les universités ont accueilli les premiers grands rassemblements d'ouvriers et d'étudiants, puis des soviets, auxquels les étudiants prirent pleinement leur part. Les grandes révolutions politiques ont ensuite chaque fois connu pareille solidarité et pareille unification entre étudiants et travailleurs. En Hongrie en 1956, c'est bien à la convergence des étudiants et des travailleurs révolutionnaires que l'on a assisté ; la révolution y a d'ailleurs été ouverte par des étudiants qui, à Budapest, organisèrent de gigantesques rassemblements, exigeant entre autres le retrait des troupes soviétiques stationnées dans le pays, des élections générales au scrutin secret et le retour au multipartisme, mais aussi la modification des normes de travail pour les ouvriers et la reconnaissance du droit de grève. Ces derniers mots d'ordre indiquaient clairement l'attention portée par les étudiants aux revendications ouvrières et le caractère prolétarien de leur perspective sociale et politique⁶¹.

Il en fut de même en France en mai 1968, cette grève générale la plus importante du mouvement ouvrier français, que les étudiants ont

⁶⁰ Lénine, « Enrôlement forcé de 183 étudiants », *Iskra*, février 1901, republié in Lénine, *Textes sur la jeunesse*, Moscou, Editions du progrès, 1970, p. 81.

⁶¹ Cf. « L'héroïque révolution de 1956 en Hongrie. Les conseils ouvriers contre la bureaucratie stalinienne, pour le socialisme démocratique », *Le CRI des travailleurs* n°24, nov.-déc. 2006.

⁵⁵ Christian Baudelot, Roger Establet, « Une jeunesse en panne d'avenir », in Daniel Cohen (coord.), *Une jeunesse difficile*, op. cit., p. 52.

⁵⁶ Site de l'Institut national de la Jeunesse et de l'Éducation populaire : <http://www.injep.fr/Suicide-des-jeunes-2003.html>

⁵⁷ Cf. Gérard Noiriel, *Les Ouvriers dans la société française XIXe-XXe siècle*, Paris, Seuil, 1986, p. 74.

⁵⁸ Jean Bruhat, Jean Dautry, Émile Terse (dir.), *La Commune de 1871*, Paris, Éditions sociales, 1970, p. 194.

⁵⁹ Michelle Perrot, *Jeunesse de la grève (France 1871-1890)*, Paris, Seuil, 1984, p. 73-74.

contribué à mettre en mouvement, très vite relayés, dans les entreprises, par une avant-garde composée souvent de jeunes travailleurs. C'est bien au capitalisme, à l'impérialisme et au gaullisme que les étudiants s'en prenaient dans leurs revendications⁶². De multiples tentatives de jonction concrète sur le terrain entre lycéens, étudiants et ouvriers furent alors faites, que les dirigeants du Parti communiste français et de la CGT cherchèrent à toute force à empêcher. À Renault-Billancourt, une manifestation étudiante fut organisée devant l'usine fermée d'autorité. Aux usines Renault de Flins, les combats furent très durs entre ouvriers et étudiants d'une part, forces de l'ordre d'autre part ; la « *rencontre entre ouvriers et étudiants s'est opérée contre la volonté de la CGT et du PC qui se sont employés à les dénigrer* »⁶³. CRS et grévistes aux abords de Flins et de Sochaux les 10 et 11 juin s'affrontèrent là encore violemment ; ces heurts firent trois morts : un lycéen et deux ouvriers⁶⁴. On voit ici que les manifestations étudiantes ont été un élément déclencheur d'un mouvement révolutionnaire qui était fondamentalement un mouvement de classe.

La jeunesse révoltée

Mai 68 a trouvé son origine dans la protestation des jeunes contre la guerre du Vietnam⁶⁵. Il y avait là un prolongement de la forte mobilisation que, déjà, les jeunes travailleurs « rappelés », comme soldats du contingent, et les étudiants avaient engagée contre la guerre d'Algérie à partir de 1955. D'une part, les rappelés

protestèrent massivement contre leur envoi en Algérie, en provoquant des manifestations et des mobilisations un peu partout en France (blocage de trains, voies ferrées envahies, rassemblements imposants, affrontements avec la police et la gendarmerie...). D'autre part, l'UNEF de l'époque (à laquelle un étudiant sur eux était affilié) avait pris des initiatives de manifestations et d'actions, comme les grands rassemblements anti-guerre à Paris et dans les grandes villes de province le 27 octobre 1960, que les partis politiques « de gauche », à commencer par le PCF, ne prenaient pas. Cette prégnance de la lutte contre la guerre chez les jeunes s'explique en partie par le fait que ce sont les jeunes qui servent de chair à canon dans les guerres impérialistes. Ce sont eux qui sont enrôlés dans une militarisation forcée au travers du service militaire. C'est pourquoi les manifestations lycéennes et étudiantes contre la loi Debré remettant en cause les sursis militaires en 1973 ont été extrêmement puissantes et très bien organisées. Mais cette protestation contre le service militaire s'éclaire aussi par la révolte spontanée des jeunes contre l'injustice des guerres et les maux qu'elles engendrent pour les peuples. Par là même, les jeunes se sont une fois de plus retrouvés au premier rang des mobilisations contre la guerre en Irak, par exemple, en 2003.

Au-delà, au cours des trente dernières années en France, lycéens et étudiants ont battu le pavé et se sont mobilisés avec un grand sens de l'organisation et de la lutte : contre la loi Saunier-Seïté en 1976 (loi prévoyant déjà l'autonomie et la mise en concurrence des universités), contre la loi Devaquet en 1986 (tentative d'instaurer la sélection à l'entrée de l'Université), contre la loi Fillon en 2005... Deux mouvements particulièrement puissants ont vu les jeunes se mobiliser sur des questions non pas spécifiques aux réformes touchant directement lycéens et étudiants, mais en tant que futurs salariés, travailleurs en formation, conscients de leur appartenance à la classe ouvrière au sens large : les mouvements contre le CIP (Contrat d'insertion professionnelle, réservé aux jeunes et sous-payé) en 1994 et contre le Contrat Premier Embauche (CPE) et la prétendue « loi sur

l'égalité des chances » en 2006⁶⁶. La révolte des jeunes des quartiers populaires en novembre 2005 a exprimé quant à elle le rejet des discriminations à l'embauche, des contrôles d'identité au faciès et la stigmatisation généralisée qui leur est quotidiennement infligée⁶⁷. Chacune de ces mobilisations a profondément inquiété la bourgeoisie et le pouvoir d'État qui, chaque fois, y a réagi avec une grande violence, policière et politique. Tant il est vrai que « *la peur de la jeunesse est, toujours, la manifestation première de la peur de la révolution elle-même* »⁶⁸. Mais cette « peur » est en fait une véritable terreur de la bourgeoisie à l'idée que la classe ouvrière puisse prendre le relais, comme l'a exprimé sans détours un ancien conseiller de De Gaulle à propos de Mai 68 : « *Face à des situations de ce type, l'État ne peut répondre que par des solutions classiques qui consistent à diviser ce qui est uni : l'université s'est unie au mouvement ouvrier, ce qui, pour un État, est insupportable. Il n'est pas possible d'éviter un mouvement ouvrier, mais il n'est pas possible d'avoir en même temps un mouvement étudiant ; il faut à tout prix avoir l'un et l'autre successivement, mais pas ensemble, et le drame de 1968 c'est qu'on les a vu venir, se réunir, se conjuguer et qu'on n'a pas pu empêcher cette vague* »⁶⁹.

Pour l'organisation autonome de la jeunesse

Les dirigeants révolutionnaires ont toujours appelé tout particulièrement à la mobilisation de la jeunesse et à son organisation autonome. Ils ont sans cesse conjuré les militants de ne pas

⁶² Cf. Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, [trad. fr.] Paris, Éditions Complexe, 2005, p. 14.

⁶³ Xavier Vigna, « La figure ouvrière à Flins (1968-1973) », in Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Lévy, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les Années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles, Complexe, 2000, p. 331.

⁶⁴ Nicolas Hatzfeld, « Les ouvriers de l'automobile : des vitrines sociales à la condition des OS, le changement des regards », *ibidem*, p. 350.

⁶⁵ Le 20 mars 1968, un étudiant avait brisé une fenêtre du siège d'American Express pour protester contre la guerre. Il fut arrêté par la police. Plusieurs étudiants avaient déjà été emmenés au poste pour avoir manifesté contre la guerre du Vietnam.

⁶⁶ Cf. « Bilan et perspectives du mouvement (février-avril 2006) », Le CRI des travailleurs, n° 22, printemps 2006.

⁶⁷ Cf. « Révolte des banlieues : la violence de la jeunesse populaire répond à la violence du capitalisme et de son État : il lui faut un programme et un parti révolutionnaires ! », Le CRI des travailleurs, n° 20, novembre-décembre 2005.

⁶⁸ Michel Field, Jean-Marie Brohm, *Jeunesse et révolution. Pour une organisation révolutionnaire de la jeunesse*, Paris, Maspero, 1975, p. 169.

⁶⁹ Témoignage de Bernard Ducamin, in *De Gaulle en son siècle. Moderniser la France*, Paris, Institut Charles de Gaulle/Plon/La Documentation française, 1992, p. 388.

« craindre la jeunesse », comme y invitait Lénine en février 1905 : « *La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse étudiante et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc !* »⁷⁰ Il le répétait en octobre de la même année : « *Allez aux jeunes ! Formez sur le champ, en tous lieux, des groupes de combat, formez-les parmi les étudiants et surtout les ouvriers !* »⁷¹ Il le redisait encore en 1906 : « *Nous sommes un parti de novateurs, et la jeunesse suit toujours de préférence les novateurs. Nous sommes un parti qui combat avec abnégation un vieux régime pourri. La jeunesse sera toujours la première à marcher pour une lutte où il faut faire don de soi [...] Nous serons toujours le parti de la jeunesse dans notre classe d'avant-garde !* »⁷² Et c'est aussi la raison pour laquelle il prônait à ses camarades d'être « *sans réserve partisans de l'indépendance de l'union de la jeunesse sur le plan de l'organisation non seulement parce que les opportunistes craignent cette indépendance, mais quant au fond. Car, sans une complète indépendance, la jeunesse ne pourra pas faire son éducation de bons socialistes, ni se préparer à faire progresser le socialisme. Donc, pour l'indépendance la plus complète de l'union de la jeunesse, mais aussi pour une complète liberté de la critiquer en toute camaraderie pour ses erreurs !* »⁷³

Trotsky y insistait également dans le *Programme de transition* fondant la Quatrième Internationale. Il soulignait la nécessité pour le parti communiste révolutionnaire de s'ouvrir largement aux jeunes, source d'un programme et d'une activité révolutionnaires vivants et ardents : « *Quand s'use un programme ou une organisation, s'use aussi la génération qui les a portés sur ses épaules. La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse, libre de toute responsabilité pour le*

passé »⁷⁴. Il avait de fait analysé le rôle essentiel des jeunes durant la Révolution d'Octobre au sein du parti bolchevik : « *Tout parti révolutionnaire trouve de prime abord un appui dans la jeune génération de la classe montante. La sénilité politique s'exprime par la perte de la capacité d'entraîner la jeunesse. Les partis de la démocratie bourgeoise, éliminés de la scène, sont contraints d'abandonner la jeunesse à la révolution ou au fascisme. Le bolchevisme, dans l'illégalité, fut toujours le parti des jeunes ouvriers. Les mencheviks s'appuyaient sur des milieux supérieurs et plus âgés de la classe ouvrière, non sans en tirer une certaine fierté et considéraient de haut les bolcheviks. Les événements montrèrent impitoyablement leur erreur : au moment décisif, la jeunesse entraîna les hommes d'âge mûr et jusqu'aux vieillards* »⁷⁵.

De fait, l'un des signes les plus évidentes de la bureaucratisation et de la sclérose des organisations réside toujours dans leur incapacité à attirer les jeunes et dans le vieillissement de leurs membres : c'est vrai aujourd'hui au PCF, dans les principaux syndicats, mais aussi à LO et au PT. Inversement, c'est bien souvent des jeunes qu'est venue la contestation contre les bureaucraties dans le mouvement ouvrier. Ce fut le cas par exemple au sein du PCF lors de la crise de 1931, dite du groupe « Barbé-Célor », dirigeants des Jeunesses communistes accusés par l'appareil stalinien de tenir des réunions fractionnelles clandestines au sein du parti et taxés de « gauchisme » ; ce fut encore le cas pendant la guerre d'Algérie lors de la crise dite « Servin-Canova », et ses rebondissements en 1965 quand, à l'issue d'un travail d'opposition puis de fraction à l'intérieur de l'Union des étudiants communistes (UEC), une centaine de jeunes militants (parmi lesquels Alain Krivine) furent exclus et fondèrent la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR). La SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière), ancêtre du Parti socialiste, connut elle aussi plusieurs sécessions de ce type, notamment chez les Jeunesses socialistes de la Seine influencées par

le groupe de Marceau Pivert et les trotskystes qui y pratiquaient l'entrisme dans les années 1930, puis au début des années 1960 quand une majorité de jeunes socialistes allèrent rejoindre des partis tout nouvellement fondés, qui se disaient anticapitalistes et revendiquaient l'indépendance de l'Algérie : le Parti socialiste autonome (PSA) puis le Parti socialiste unifié (PSU).

Pour toutes ces raisons — spécificité de l'exploitation et de l'oppression capitalistes à l'égard des jeunes, force insurrectionnelle d'une partie de la jeunesse —, en soumettant à la discussion son *Projet de programme*, le Groupe CRI y a proposé des revendications transitoires particulières pour les jeunes travailleurs, les lycéens et les étudiants (cf. <http://groupecri.free.fr>).

Mais surtout, il est essentiel que les jeunes révolutionnaires puissent agir avec la spontanéité, l'énergie et l'enthousiasme qui sont les leurs, même s'ils n'ont pas encore totalement assimilé le programme communiste. Cela demande en effet une longue expérience militante que, par définition, ils ne peuvent avoir, mais qui ne saurait les empêcher d'agir avec force et efficacité. Il est tout aussi nécessaire que, tout en pouvant rejoindre, pour ceux qui le souhaitent, le parti communiste révolutionnaire, les jeunes puissent discuter sur une base égalitaire, donc dans un cadre où ne pèsent pas la pression et l'autorité des militants plus âgés. C'est la raison pour laquelle il est impératif qu'ils disposent d'une organisation indépendante, où ils puissent s'exprimer et agir librement, hors de tout rapport hiérarchique. C'est pourquoi le Groupe CRI se prononce pour la construction d'une organisation de jeunesse communiste, révolutionnaire, internationaliste et réellement autonome.

Laura Fonteyn

⁷⁰ Lénine, Lettre à A.A. Bodanov et S.I. Goussev, 11 février 1905, in *Textes sur la jeunesse*, op. cit., p. 151.

⁷¹ Lénine, Lettre au comité de combat près le comité de Saint-Petersbourg, 16 octobre 1905, *ibidem*, p. 162.

⁷² Lénine, « La crise du menchevisme », *Proletari*, 7 déc. 1906, *ibidem*, p. 183.

⁷³ Lénine, « L'Internationale de la jeunesse », *Recueil du Social-Démocrate*, déc. 1916, *ibidem*, p. 212.

⁷⁴ Léon Trotsky, *Programme de transition*, chapitre XX.

⁷⁵ Léon Trotsky, « La Révolution trahie » in *De la révolution*, Paris, Éditions de Minuit, 1963, p. 545.

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO (48 pages)

PRÉSENTATION (p. 3)

FRANCE

- **Forum de la résistance sociale** (soutenu par le Groupe CRI) (pp. 4-6)
- **Déclaration du CILCA : Tous ensemble contre la politique de Sarkozy !** Pour la lutte de classe : non au « dialogue social » ! Les syndicats doivent boycotter les « conférences sociales » convoquées par le gouvernement ! (pp. 6-7)
- **La crise du PCF s'approfondit** (pp. 8-9)
- **Que proposent les organisations d'« extrême gauche » ?** (pp. 9-11)
- **Lettre publique du Groupe CRI à la LCR suite à sa proposition de « nouveau parti anticapitaliste »** (pp. 12-14)
- **Un militant démissionne du PT et rejoint le Groupe CRI** (p. 15)
- **Chez Orpéa-Clinéa (santé privée), on veut liquider les organisations syndicales** (Par un militant CGT) (pp. 16-17)
- **Contribution d'un militant CGT de PSA-Mulhouse au Forum du syndicalisme de classe et de masse** (pp. 17-18)
- **Suicide d'un salarié : la CGT de PSA-Mulhouse scandalisée par la communication faite par la direction générale** (p. 18)
- **Syndicalisme étudiant : la FSE a tenu son Congrès national et prépare la lutte contre la loi Pécresse** (p. 19)

BULLETIN DU SYNDICALISME DE CLASSE ET DE MASSE (12 pages, insérées entre les pages 19 et 20)

- **Résolution du premier Forum pour un Syndicalisme de Classe et de Masse** adoptée le 26 mai 2007 (p. II)
- **Tract commun du 31 juillet 2007 : Non au projet de loi sur le « service minimum » !** (p. III)
- **Flexisécurité et sécurité sociale professionnelle** (p. IV)
- **Réécriture du Code du Travail** (p. V)
- **Grève exemplaire des ouvriers de PSA Citroën Aulnay** (p. VI)
- **Virgin : la culture de la répression** (p. VI)
- **Les franchises médicales : la santé au pilon** (p. VII)
- **Pour une université critique et populaire ! Abrogation de la loi Pécresse !** (p. VIII)
- **Loi sur l'immigration : stigmatisations racistes et trompe-l'œil idéologique pour diviser les travailleurs !** (p. IX)
- **Régularisation sans condition de tous les sans-papiers !** (p. X)
- **Syndicalisme international : la voix de leurs maîtres** (p. XI)
- **Contre l'oppression des peuples et les guerres impérialistes !** (p. XII)

ÉCONOMIE

- **Contribution à l'analyse de la « crise financière » de l'été** (pp. 20-24)

OCCUPATION DE L'AFGHANISTAN

- **Bandits impérialistes, hors d'Afghanistan !** (Communiqué de la Gauche radicale d'Afghanistan) (pp. 25-26)

ÉLECTIONS EN ARGENTINE

- **Le front de gauche des travailleurs pour le socialisme : une alternative de classe cohérente et conséquente** (pp. 26-29)

RÉFLEXION SUR LE PROGRAMME RÉVOLUTIONNAIRE

- **Les jeunes : victimes particulières du système capitaliste... et particulièrement enclins à la révolte** (pp. 30-35)

VOUS ÊTES TRAVAILLEUR, ÉTUDIANT, LYCÉEN, SYNDICALISTE, MILITANT... ?

Vous voulez discuter des analyses et positions exprimées dans ce journal ?

ALORS CONTACTEZ-NOUS !

06 64 91 49 63 ou groupecri@free.fr

CONSULTEZ RÉGULIÈREMENT NOTRE SITE :

<http://groupecri.free.fr>